

**Ils s'imaginaient
sauver le monde :
Chroniques
sceptiques de la**

Benoît Rittaud

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Benoît Rittaud

ILS S'IMAGINAIENT
SAUVER
LE MONDE

Chroniques sceptiques de la COP21



Books
EDITIONS

BENOÎT RITTAUD

ILS S'IMAGINAIENT SAUVER LE MONDE

Chroniques sceptiques de la COP21

Books
ÉDITIONS

Couverture : © DV Arts Graphiques
Photo de couverture : © Paylessimages/123RF

© Books Éditions, 2016
4, allée verte, 75011 Paris

Vous pouvez consulter notre catalogue général sur notre site :
www.books.fr

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

ISBN numérique : 978-2-36608-084-1

À la COP21, la fameuse conférence de Paris sur le climat qui s'est tenue fin 2015, tous les grands de ce monde sont venus se montrer. La plupart des chefs d'État y ont prononcé un discours répétant inlassablement le mantra : il faut stopper le chaos climatique créé par l'homme.

À l'unisson des politiques, les médias ont martelé le même message, relayant les annonces les plus dramatiques pour illustrer qu'un accord « ambitieux et contraignant » était absolument nécessaire lors de ce grand rendez-vous. De nombreuses associations et ONG ont appuyé le propos en organisant quantité d'événements festifs ou culturels destinés à capter l'attention.

Concile de la dernière chance pour sauver la planète, la COP21 avait pour elle une mise en scène particulièrement bien organisée. Cela a rendu son déroulement tout à fait prévisible, conforme en tous points à ce que l'air du temps attendait d'elle : espoirs, inquiétudes, rebondissements, suspense, accusations, hésitations, suppliques, accusations... rien ne manqua au spectacle où il s'agissait de faire croire que nous pouvions et devons sauver la planète.

Néanmoins, quoi qu'en disent les médias, l'« accord de Paris » validé en grande pompe à l'issue de la conférence n'est nullement un succès pour la diplomatie climatique. Certains, qui n'ont pas oublié ce que valent parfois les promesses, ont reconnu l'échec, souvent pour en déduire que les « vraies solutions » passeront par d'autres chemins que ceux de la pesante diplomatie internationale. Ils ont beau passer pour de mauvais coucheurs, ces rabat-joie font une lecture correcte de l'issue du concile. Ils commettent toutefois l'erreur de s'en désoler, alors que cet échec de la COP21 est en réalité tout à fait bienvenu. La bureaucratie climatique, malgré tous ses efforts, tous ses moyens et tous ses relais, n'a pas brisé le plafond de verre qui l'empêche encore et toujours d'orienter durablement le monde sur de fausses solutions destinées à régler un faux problème. On ne peut que s'en réjouir.

À Paris, par-delà les discours, le mythe climatique a échoué à devenir religion d'État. Telle est la perspective ici proposée pour porter un regard, jour après jour, sur le spectacle qui s'est joué du

30 novembre au 12 décembre 2015.

Chapitre 1

Conversion

Le citoyen ordinaire n'a aucune raison *a priori* de douter qu'un dramatique réchauffement climatique est provoqué par l'homme. Après tout, cette litanie lui est répétée partout, sur toutes les ondes, sur toutes les chaînes, dans tous les journaux et sur tous les grands sites Internet d'information. À moins d'être porté au complotisme, quiconque ne s'intéresse pas particulièrement au sujet doit se dire qu'on n'organise quand même pas pour le plaisir une réunion telle que la COP21, qui a rassemblé fin 2015 la fine fleur de la diplomatie mondiale ainsi que la plupart des chefs d'État de la planète. C'est donc de façon parfaitement logique que notre citoyen ordinaire peut adhérer à ce qui semble un consensus général.

Comment se fait-il alors, à l'heure où les « preuves » des bouleversements climatiques semblent quotidiennes, qu'un groupe de contestataires résiste encore et toujours ? À cette question il existe des réponses commodes. Tel opposant aux théories du GIEC¹ n'est qu'un incompetent. Tel autre ne souhaite qu'attirer à lui les lumières des projecteurs. Tel troisième est stipendié par quelque lobby. Peu importe que de telles affirmations soient vraies ou pas, peu importe qu'elles manquent de nuances et ferment la porte à la réflexion : leur rôle primordial est d'étiqueter les uns et les autres de façon simple dans la boutique du prêt-à-penser. D'un côté les lucides et les courageux qui luttent pour sauver l'humanité d'elle-même, de l'autre les égoïstes qui vivent dans le déni.

S'agissant de la question climatique, le suivisme ne manque pas d'arguments recevables. Tout d'abord, il est parfaitement rationnel de se fier à un discours institutionnel sur une question scientifique. La position contraire n'est pas sans danger, car si l'on accepte que les scientifiques, les experts des Nations unies et, plus généralement, toutes les voix politiques et médiatiques d'ordinaire à peu près raisonnables (à défaut d'être toujours très éclairées) se trompent à ce point sur un sujet comme le climat, il est difficile de s'empêcher de

regarder d'un œil soupçonneux les autres sujets. Ce qui est au départ l'expression d'un esprit critique bienvenu peut alors dégénérer en banal complotisme. Se tenir éloigné d'un tel risque est une justification très solide au refus de principe de se poser des questions sur le climat.

La science normale

Pour un scientifique, s'éveiller au doute sur la crise climatique a quelque chose d'une conversion. La pratique quotidienne de la science n'offre guère d'occasions de douter de ce qui semble constituer un consensus des collègues compétents. Loin des théoriciens du complot, des contestataires de principe ou de ceux qui aiment la posture du seul contre tous, la figure la plus courante du scientifique est d'abord celle du scientifique *normal*. Le terme a notamment –mais pas seulement – le sens que lui attribue Thomas Kuhn dans ses travaux fondateurs sur la structure des révolutions scientifiques². Pour Kuhn, l'évolution de la science est faite d'alternances entre les périodes « normales », où les théories établies fonctionnent à plein régime pour expliquer les phénomènes qui se présentent, et les périodes « révolutionnaires », où de nouveaux phénomènes mettent en lumière les limites du corpus théorique et imposent de modifier son cadre de référence (appelé *paradigme*).

L'activité scientifique normale au sens de Kuhn consiste donc à tâcher d'étendre le champ d'application du paradigme en vigueur, sans questionner celui-ci. Toutefois, l'éventualité que viennent des temps révolutionnaires ne pose pas problème de principe au scientifique *normalement constitué*. La difficulté que pose le cas du climat vient plutôt de ce que les révolutions scientifiques sont d'habitude des révolutions de palais. C'est à l'intérieur de la discipline concernée qu'elles se produisent, même si leurs initiateurs ne sont pas toujours au sommet de sa hiérarchie. Oui, un scientifique admettra sans peine qu'on puisse s'attendre, dans un domaine quelconque, et pourquoi pas dès demain, à une révolution (au sens kuhnien, donc, et non à celui des manchettes de journaux). Toutefois, les représentations qu'il mobilisera pour se figurer de telles révolutions garderont une forme de normalité institutionnelle.

Un scientifique normal ne sera donc guère tenté par la dissidence sur la question du climat, car la contestation de la théorie portée par le GIEC ne s'apparente pas à une révolution mais plutôt à une contre-révolution, et qui ne se déroule pas tout à fait à l'intérieur des institutions prévues à cet effet. Pour tout dire, cette sorte de contre-révolution scientifique citoyenne a même tout pour éveiller la méfiance.

L'instant de bascule

Disons-le donc clairement : ce n'est pas pour rien que la science fonctionne comme elle le fait. Il y a des gens dont la science est le métier, et qui méritent notre confiance. Rompre avec cette tradition, c'est risquer de perdre le meilleur garde-fou disponible contre les innombrables dérives pseudo-scientifiques.

Une science institutionnelle légitimement sûre d'elle-même et dont les arguments rationnels ne font qu'une bouchée de tout discours dissident extérieur : voilà pourtant un schéma qui n'est pas opérant pour la question climatique. Nous vivons actuellement une rupture dans la représentation que l'on doit se faire de l'entreprise scientifique.

Le filtre ordinaire du scientifique normal devant la question climatique consiste à penser que, derrière les exagérations médiatiques, il y a une science solide en laquelle on peut avoir confiance. En dehors des spécialistes qui se sont dès le début opposés à leurs collègues (et comptent dans leurs rangs des scientifiques parmi les plus éminents), tout scientifique non climatologue qui choisit d'aller enquêter par lui-même sur la question commet déjà quasiment un délit de manque de confiance.

Les motivations immédiates peuvent varier, mais beaucoup de scientifiques que j'ai rencontrés se sont eux aussi engagés sur le chemin du doute sans savoir qu'ils le faisaient. Pour ma part, il s'agissait de séparer le bon grain scientifique de l'ivraie médiatique. Je pensais tout naturellement que, dès le rideau des apparences franchi, je retrouverais le discours prudent et raisonnable auquel je suis le plus habitué. Constaté que tel n'était pas le cas fut un choc qui déclencha une alerte intérieure, un *clignotant épistémologique*. L'épistémologie est la science qui étudie la science elle-même, la façon dont elle se construit, la naissance, la maturation et la mort des idées scientifiques, voire leur résurrection. Le clignotant épistémologique est cet outil dont tout chercheur se trouve en principe pourvu, sans nécessairement en avoir conscience, et qui lui permet de faire rapidement le tri entre la science véritable et la pseudoscience. Il s'allume en général devant un discours qui s'en prend à la « science officielle », ou qui prétend, par exemple, guérir le cancer de façon « naturelle ».

À la lumière de la normalité scientifique, l'on comprend aisément que voir le clignotant épistémologique s'allumer pour signaler un problème dans la science institutionnelle ne va pas sans poser une certaine difficulté intérieure. Les deux grands blogs qui s'affrontaient à l'époque de ma conversion sur la question étaient RealClimate³, alimenté par une équipe de climatologues, qui constituait en quelque

sorte la voix de la science institutionnelle, et Climate Audit⁴, tenu à bout de bras par le Canadien Steve McIntyre. Ce dernier n'avait aucun titre scientifique à faire valoir, et pourtant son site était bien plus précis, étayé et factuel. Climate Audit offrait la rigueur, RealClimate les attaques personnelles. Pour cette fois, c'était donc l'amateur qui suivait le chemin de la science authentique.

La lecture d'articles scientifiques et des communiqués de presse les accompagnant, le regard sur la façon dont les protagonistes envisageaient la confrontation des idées, tout a convergé vers cette conclusion profondément *anormale* : pour cette fois, c'est à front renversé que la science se bat contre ses adversaires. Le clignotant ne s'est jamais éteint.

Les nouvelles digues

Tout cela ne serait-il pas le symptôme d'une grave maladie intellectuelle, qui éloigne de la science et fait régresser au niveau d'un complotiste nourri aux délires d'Internet ? Devant l'ampleur de la conversion, un diagnostic serré n'est pas de trop. Pour ma part, je l'établis à l'aide d'une confrontation avec d'autres dissidences : explications alternatives aux attentats du 11 septembre 2001, présence sur la Terre des extraterrestres, *chemtrails*... quel soulagement que de constater qu'aucun de ces sujets ne fit s'allumer à contretemps le clignotant épistémologique ! Si le bouleversement se cantonne au climat, la perspective s'éloigne de quelque cancer mental. Si les considérations techniques censées étayer la « démolition contrôlée » des tours du World Trade Center avaient résonné de la même manière que les arguments de Climate Audit, j'aurais été si effrayé de moi-même que j'aurais sans doute tout fait pour ne plus jamais m'approcher de tout cela, tel un malade qui aurait délibérément choisi d'ignorer sa tumeur.

L'histoire des sciences permet de se rendre compte que, bien que l'affaire du climat présente quelques spécificités originales, elle est loin d'être unique en son genre. Le chimiste Irving Langmuir, dans un exposé resté célèbre⁵, parlait déjà en 1953 de « science pathologique » pour désigner les dérives qui voient parfois une discipline s'engager tête baissée sur une fausse route sans se rendre compte de la fragilité de ses méthodes. L'Histoire donne suffisamment d'exemples pour que de nombreux outils soient disponibles pour décrire en termes épistémologiques l'affaire du climat. Le principal élément véritablement distinctif de cette dernière est son ampleur tout à fait inédite. À cet égard, le seul épisode dont elle puisse être rapprochée est l'affaire Lyssenko, du nom de cet agronome qui, avec l'appui de Staline, remplaça pour un temps la brillante biologie soviétique par

une théorie qui prétendait se substituer aux lois mendéliennes de l'hérédité⁶. Le lyssenkisme partage de nombreux points communs cruciaux avec l'affaire climatique actuelle : mariage du scientifique et du politique, alliance de circonstance avec une idéologie (le lyssenkisme a su à merveille se couler dans le moule du marxisme), effondrement à grande échelle de tout un pan d'une tradition scientifique auparavant brillante... La comparaison a toutefois l'inconvénient majeur de suggérer indirectement que la CCNUCC⁷ serait assimilable à un politburo de sinistre mémoire. Même indirect et non désiré, le caractère insultant d'un tel rapprochement a pour effet d'affaiblir l'efficacité d'un parallèle qui, par ailleurs, est tout à fait pertinent et éclairant. Parmi les nombreux autres exemples disponibles et moins équivoques, mentionnons le cas de tous ces théologiens des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles qui étudièrent le plus sérieusement du monde la démographie des populations bibliques⁸. L'évolution du nombre des Hébreux lors de leur séjour en Égypte relaté dans l'Exode fut particulièrement étudiée, parfois avec des outils mathématiques très élaborés conçus pour l'occasion, par des penseurs qui comptaient parmi les plus érudits. Cela va de l'oublié James Rudyard au célèbre Leonhard Euler, l'un des plus grands mathématiciens de tous les temps, en passant par William Petty à qui l'on doit d'avoir jeté les bases de la science démographique moderne.

Ce type de réflexion permet de bâtir de nouvelles digues intellectuelles pour penser la dissidence climatique. De telles digues sont nécessaires pour que le raz-de-marée de la conversion n'emporte pas les garde-fous de la raison scientifique.

La tectonique des mots

La désignation la plus courante pour quelqu'un qui conteste l'alarmisme climatique figure désormais dans le dictionnaire : *climatosceptique*. Trop souvent, l'analyse du phénomène commence par un questionnement oiseux du mot, jusqu'à en revenir à Sextus Empiricus et aux origines du scepticisme. Certains se demandent si être sceptique est une injure, tandis que d'autres s'indignent que nous autres « climatonégationnistes » osions nous approprier ce qu'ils considèrent comme un noble concept.

L'intérêt de ces considérations est à peu près nul, hors peut-être, pour certains, celui de détourner l'attention des vraies questions. Les tentatives pour se donner d'autres noms semblent malheureusement avoir pour effet d'accroître le temps perdu à ces problèmes de vocabulaire. La vérité est que quel que soit le nom que nous nous donnons, celui-ci nous est aussitôt reproché d'une manière ou d'une autre. Dans la suite, bien que cofondateur du Collectif des

climato-réalistes, je m'en tiendrai à la désignation de climatosceptique, glissant ainsi mes pas dans celui de la langue commune, celle du dictionnaire.

L'importance de la question langagière n'est jamais à négliger mais, pour lui redonner la pertinence qui est la sienne, il convient de la prendre dans le bon sens. La perspective intéressante n'est pas d'interroger le mot de climatosceptique, mais bien l'absence de mot pour désigner ce à quoi il s'oppose, la « théorie d'un bouleversement climatique d'origine humaine ». L'élément de langage originel de l'alarmisme climatique, le plus énorme de tous, est précisément le seul auquel personne ne songe jamais : le vocabulaire ne permet pas de désigner de façon raisonnablement neutre ceux qui adhèrent à ce que dit le GIEC.

D'ordinaire, dans toute controverse durable, les pôles opposés sont nommés, ce qui permet à chacun de se définir à partir d'eux. Au temps de Copernic et de Galilée se sont ainsi affrontés les « géocentristes », partisans d'une Terre immobile au centre de l'Univers, et les « héliocentristes », qui faisaient tourner la Terre autour du Soleil et l'ont finalement emporté. Bien des controverses scientifiques ont donné naissance à ce genre de néologisme, dont la nécessité se fait vite sentir lorsque le débat se prolonge et que les avis antagonistes se structurent autour de quelques idées-forces.

L'effet de cet « élément de non-langage » est tout à fait clair, et n'est pas sans rappeler la fonction de la novlangue dans l'emprise totalitaire du monde imaginé par Orwell : celle d'empêcher par l'absence de mot la possibilité même de la contestation. Pour s'opposer à la théorie X, on peut se dire anti-X (ou éventuellement Y si l'on a une théorie alternative à proposer). Mais comment donner corps à une opposition à une théorie qui se terre dans l'indicible ?

Il faut un pouvoir extrêmement fort, qu'il soit institutionnel, intellectuel ou moral, pour empêcher l'émergence d'un mot. À cet égard, on ne peut qu'admirer l'extraordinaire efficacité de la théorie dominante, qui est silencieusement parvenue à échapper à toute désignation, délégitimant en creux toute opposition. On en est ainsi réduit à dire « Les climatologues » (surtout pas « *des climatologues* »), ou même « Les scientifiques », rejetant aussitôt dans les ténèbres de la pseudoscience toute éventuelle contestation sans avoir à le dire ou même à s'en rendre compte. Difficile de rêver mieux.

Le jour où l'usage consacrera une désignation sera probablement celui où le GIEC aura perdu pour de bon son emprise sur les esprits. En attendant que ce jour advienne, j'ai proposé il y a quelques années⁹ le néologisme de *carbocentrisme* pour désigner la théorie selon laquelle les émissions humaines de gaz à effet de serre (principalement de gaz carbonique) seraient responsables d'un dérèglement climatique

à l'échelle planétaire. Le mot n'a obtenu qu'un succès d'estime chez les climatosceptiques. Je n'espère plus guère que cela change, bien qu'il s'agisse à ma connaissance du terme le plus neutre qui ait été proposé. Faute de mieux, je l'emploierai à nouveau ici, tout en étant conscient que son usage restera sans doute à jamais confiné à mes propres écrits.

Le vrai et le bien

« De toute façon, je préfère me tromper plutôt que de me retrouver dans l'autre camp. » Tel fut en substance l'argument en dernier ressort qui me fut une fois opposé par un collègue, pour lequel j'ai par ailleurs la plus grande estime. Il sait pourtant parfaitement que la science ne s'occupe pas de politique ou d'idéologie, qu'elle n'a pour fonction que de décrire les phénomènes, de produire des concepts pour en rendre compte et éventuellement les anticiper. Il faut cependant se résoudre à ce que, pour certains scientifiques, le climat n'est définitivement plus affaire de science mais de morale, ou même d'affinités personnelles. Dans certains milieux en France, notamment dans les laboratoires de recherche, la personnalité tonitruante de Claude Allègre continue de servir de repoussoir au climatoscepticisme. Il faut certes reprocher à l'ancien ministre de l'Éducation nationale des propos parfois hâtifs et excessifs, qui ont pris trop de place et ont malheureusement éclipsé ses nombreuses réflexions intéressantes. Allègre est l'une des rares personnalités à disposer de la double casquette de scientifique mondialement reconnu et d'homme politique de haut niveau, ce qui en fait quelqu'un de particulièrement bien placé pour comprendre comment l'imbrication du scientifique et du politique a contribué à la situation présente. On peut déplorer certains éléments de son discours, notamment sur la forme, mais en faire le moyen commode d'une disqualification sans nuances est un peu rapide. D'autre part, ceux qui reviennent encore et toujours sur les polémiques franco-françaises autour d'Allègre font preuve d'une grande ignorance de l'état actuel de la controverse, dans laquelle le géologue n'aura guère été davantage qu'un aiguillon médiatique au rôle limité dans le temps.

Certes, Allègre n'a pas le monopole de l'outrance. Quand on entend certains propos qui affirment que la politique climatique internationale ne serait que le cheval de Troie d'un vaste complot destiné à mettre l'humanité sous la coupe d'un gouvernement mondial totalitaire, ou bien que le carbocentrisme serait « aussi faux que la théorie de l'évolution », on se sent forcément un peu gêné d'être climatosceptique. Qu'on le veuille ou non (et il va sans dire que je m'en passerais bien), le climatoscepticisme attire aussi du fait de sa proximité formelle avec les discours qui accusent de tous les maux la

« science officielle ». C'est ainsi que s'explique le fait – qui resterait étrange sinon – que quantité d'environnementalistes affichés soient si réceptifs à des thèses climatosceptiques *a priori* frappées du sceau de l'anti-écologisme : pour certains d'entre eux, le rejet de la « science officielle » est tout simplement plus structurant encore que l'idéologie verte.

Risquer de se retrouver en communion de pensée avec certains extrêmes, fût-ce indirectement, n'est pas de nature à inciter le citoyen ordinaire à écouter les arguments climatosceptiques d'une oreille ouverte. C'est d'autant plus difficile que les principaux médias, qui, en fait de climat, choisissent plus volontiers de nous éduquer plutôt que de nous informer, ont plus souvent qu'à leur tour donné la parole à ces franges les plus provocatrices et les moins compétentes.

Nous faisons ici face à ce qui est le biais le plus difficile pour regarder la question climatique : à moins d'être un partisan du « on nous cache tout », nous aurons volontiers tendance à ne pas accorder au climatoscepticisme une attention objective. Pour fonder une opinion scientifique sur le climat, il faut prendre conscience de ce biais et accepter une fois pour toutes que, en science, celui qui a raison n'est pas forcément celui qui est le plus « sympa », ni celui qui nous semble le plus proche de nos idées sur le monde en général. *Nous avons le choix de décider de ce qui est bien, nous n'avons pas le choix de décider de ce qui est vrai* : renier ce principe, c'est renoncer à la science.

Éloge de l'erreur

Un dernier fil peut toutefois retenir d'endosser une position climatosceptique. Il tient en une question simple et redoutable : et si les carbocentristes avaient raison ?

La science est affaire d'humilité. Tous les climatosceptiques doivent donc se poser la question de leur éventuelle erreur d'appréciation. Ne serait-on pas coupable d'un grand crime en retardant l'éveil des consciences et les prises de décision nécessaires ? Donnez cet argument en montrant l'image d'une famille qui a perdu sa maison après une inondation ou un cyclone, et vous obtenez tous les ingrédients émotionnels pour couper court à la pensée rationnelle.

L'argument, si percutant qu'il soit, n'a pourtant aucune valeur. Tout d'abord, on ne doit pas évoquer le coût éventuel de l'inaction sans se préoccuper de celui de l'action. Le « fonds vert » mis en place à la conférence de Copenhague et validé à la COP21 parle de 100 milliards de dollars annuels que les pays développés doivent sortir de leur poche pour aider les autres pays (on peut toujours rêver). C'est peut-être une bonne chose que de redistribuer la richesse ; toutefois il faut convenir que, l'argent ne poussant pas sur les arbres, cela ne sera pas

sans effet, notamment sur l'organisation générale de l'aide au développement. Il est normal et nécessaire de se poser la question de l'utilité réelle d'affecter de telles sommes à la question climatique plutôt que, disons, à celle de l'éducation des enfants, de l'accès aux soins, etc. (Je fais grâce au lecteur d'une critique de la pensée magique en vertu de laquelle s'occuper du climat résoudrait miraculeusement tous les autres problèmes.) Vu les coûts prévisibles, c'est ne pas questionner les fondements scientifiques des ambitions affichées qui serait déraisonnable.

Ensuite, il existe une profonde différence entre la réflexion et l'action. Jean d'Ormesson a écrit un jour que l'homme politique préfère les réponses aux questions alors que l'intellectuel préfère les questions aux réponses. On peut ajouter à cela que les deux sont nécessaires à la société, et qu'aucun ne doit prétendre s'imposer à l'autre. En tant que citoyen, j'accepte sans peine que des décisions soient prises pour lutter contre le « dérèglement climatique », même si je pense qu'elles font fausse route. Je l'accepte dans la mesure où ces décisions sont prises dans un cadre démocratique qui, sans les rendre rationnelles ou utiles, les rend légitimes. En revanche, je n'admets pas que ces décisions s'imposent à ma pensée. Le choix d'une action ne peut pas servir de prétexte au totalitarisme intellectuel.

S'agissant du climat, il est proprement effrayant de constater que cette dérive hégémonique de l'action sur la réflexion est promue par de nombreux intellectuels, qui ne se contentent pas de s'opposer aux climatosceptiques par le débat d'idées mais prétendent leur dénier le droit de continuer à se poser des questions. Libre aux penseurs carbocentristes d'adopter une perspective politique d'hommes d'action. En revanche, lorsqu'ils décrètent le débat désormais inutile, ils se font des traîtres à la pensée, si brillants que soient leurs qualités intellectuelles et leur talent à déguiser leurs injonctions en leur donnant l'apparence d'une réflexion.

Tout entiers tournés vers leur ambition d'exercer un magistère moral, ces ex-penseurs dont nous citerons quelques extraits plus loin constituent désormais un dangereux clergé à visée inquisitoriale, qui s'arroge le droit de parler au nom des glaciers tout comme d'autres en leur temps prétendaient parler au nom de Dieu. À ce nouveau clergé la vérité a été révélée une fois pour toutes, la seule question qui vaille désormais pour lui est d'en approfondir notre compréhension et de transformer la société de sorte à la conformer toujours davantage au dogme. Bien sûr, quiconque n'y adhère pas est dans l'erreur et doit être rééduqué.

Rien de plus étranger à la démarche intellectuelle que tout cela. Cette dernière accorde un droit inaliénable à réfléchir, et donc à se tromper. Ne serait-ce que parce que l'expérience la plus ordinaire de

la pensée montre que, sur presque tous les sujets, bien des réponses sont empreintes d'au moins autant d'erreur que de vérité.

L'erreur fait partie intégrante de l'activité scientifique. L'on peut, certes, décider de l'« interdire », en forçant tout un chacun à adhérer à une théorie donnée. Ponctuellement peut-être, on remet ainsi des « esprits faibles » dans le « droit chemin » mais, ce faisant, on renonce à la science elle-même, dont la fonction n'est pas de mettre d'accord un aréopage de gens diplômés considérés comme de bonne compagnie, mais de décrire correctement les phénomènes. L'incapacité du GIEC à emporter la conviction de tant de scientifiques et d'ingénieurs compétents le rend *a minima* coupable d'incompétence pédagogique. Quand bien même le problème serait-il circonscrit à cela qu'il n'aurait rien de secondaire, tant la transmission et la clarification sont une partie essentielle de l'activité scientifique.

Chacun peut faire le choix de mettre ses pas dans ceux des autres, et ainsi n'être responsable de rien et de ne jamais porter le poids de possibles erreurs. Mais ce faisant, qu'on ne prétende pas penser. En science, il n'est qu'un moyen de ne jamais se tromper : c'est de ne jamais chercher.

Chapitre 2

Préparatifs (29 novembre 2015)

« La tour Eiffel se métamorphosera en forêt virtuelle de lumière du 29 novembre au 3 décembre 2015 de 18h à 1h du matin.

Œuvre citoyenne, 1 Heart 1 Tree incarne la possibilité unique de faire battre nos cœurs à l'unisson pour mettre en commun notre inspiration du futur. Aujourd'hui, plus que jamais, il nous faut unir toutes les énergies pour porter un élan d'amour et partager un message positif pour la planète. »

1heart1tree.org, 29 novembre 2015.

Des morceaux de glace sur la place du Panthéon, une « arche de Noé climat » regroupant 140 sculptures animales qui portent la bonne parole dans toute la France, un « train du climat » qui fait de même dans une vingtaine de gares ferroviaires... En amont de la COP21, les organisateurs n'ont pas ménagé leurs efforts de communication.

Tout est bon pour convaincre le peuple de la possibilité et de la nécessité de régler le thermostat de la planète, mais il semble qu'un élan d'amour n'ait pas l'air de suffire. À l'approche de la conférence, certains mal-pensants ont le culot de résister encore et toujours. Parallèlement aux « messages positifs pour la planète », il convient donc de cibler ces déviants d'une façon spécifique. En clair : la chasse est ouverte. Elle n'a, il est vrai, jamais été fermée, mais cette fois les fusils sont bel et bien de sortie.

Dès septembre, une première salve est tirée par une palette d'intellectuels bien sous tous rapports, qui lancent un « Appel » pour stopper les « crimes climatiques »¹. Un livre lui est adossé, publié par les éditions du Seuil. Apartheid, esclavagisme, crimes contre l'humanité : les auteurs font flèche de tout bois pour rapprocher le climat des pires épisodes de l'Histoire et en faire le point focal de

l'attention collective. Les méchants sont explicitement désignés : les « multinationales climaticides », les « criminels du climat » et autres « climatonégationnistes ».

La fine fleur de l'intelligentsia française est au rendez-vous de cet appel qui, on l'aura compris, ne brille guère par son sens de la nuance : Bruno Latour, Christophe Bonneuil, Dominique Bourg, Jacques Testart, Jean-Baptiste Fressoz, Jean-Pierre Dupuy, Philippe Descola, Serge Latouche, pour ne citer que quelques-uns. Les climatologues ne sont pas en reste : Claude Lorius, Jean Jouzel et Valérie Masson-Delmotte figurent en bonne place dans la liste des soutiens. Avec cet appel, la pensée se fait justicière, même si elle ne parvient pas à dépasser les cénacles universitaires et militants de toute façon déjà convaincus.

L'affaire Verdier

La seconde salve, tirée quelques semaines plus tard, fait, elle, une véritable victime : Philippe Verdier, responsable du service météo de France Télévisions, est licencié pour avoir osé publier un livre critique².

Verdier ne se reconnaît pas comme climatosceptique. Son ouvrage porte sur l'hypocrisie de la politique climatique, notamment à l'approche de la COP21. Une subtilité qui ne concerne guère les chasseurs de sorcières. Comme souvent lorsque la société est traversée par la peur, le mot d'ordre est celui qu'avait lancé en son temps George Bush junior au sujet du terrorisme : si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes contre nous.

Lorsque l'annonce tombe du licenciement de Philippe Verdier, nul ne se dresse parmi ses confrères journalistes pour défendre le droit à donner un avis. Les « Charlie » courageux d'hier se terrent. Hormis Force Ouvrière France Télévisions qui exprime son soutien³, la corporation journalistique reste muette. Sans doute n'a-t-elle aucune objection à ce que Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et futur président de la COP21, ait réuni quelques mois plus tôt tous les journalistes météo de France pour leur faire la leçon et leur demander en termes à peine voilés de soutenir son action. Apparemment, Philippe Verdier a été le seul à avoir trouvé cela anormal.

Parallèlement à ce silence complice, un concert de délations commence. Pour s'en prendre à l'hérétique, François Gemenne, chercheur à Sciences-Po, dresse une analogie qu'on se contentera de qualifier de construction mentale osée⁴ :

« Je ne veux pas accuser Philippe Verdier de défendre le

Front National, mais il y a dans son discours sur le climat quelque chose qui se rapproche beaucoup de celui du FN sur l'immigration. Verdier dit que le changement climatique va produire une série d'impacts positifs en France, que c'est bien pour nous, que ça va créer une ambiance de vacances. De la même façon, le FN dit qu'il ne faut pas laisser les autres venir chez nous, parce qu'on est bien entre nous, et ce parti propose de créer une forteresse autour de nous. C'est la même logique. »

À Sciences-Po la « logique » n'est plus ce qu'elle était, mais ce n'est pas mieux ailleurs. Ainsi, comment ne pas être accablé de voir cette grande figure du journalisme indépendant qu'est Daniel Schneidermann, lui-même évincé naguère pour cause d'opinion trop libre, prêter sa voix au chœur des accusateurs ? Sans aucune compassion pour celui qui partage pourtant son sort à quelques années d'intervalle, Schneidermann va jusqu'à railler son confrère en s'essayant à un humour pour le moins douteux⁵ :

« Mais alors, que faire [contre Philippe Verdier] ? Des solutions existent. La chaîne pourrait lui trouver une nouvelle affectation, par exemple, en vertu de ses compétences, le nommer envoyé spécial permanent dans l'Arctique ou l'Antarctique. »

Toutes ces images, diffusées à l'envi, de tsunami, de glace dérivant sur l'eau et de sol craquelé par la sécheresse auraient-elles donc tétanisé l'esprit critique de nos meilleurs analystes des médias ?

Corinne Lepage, elle, n'est pas non plus particulièrement bousculée par les trois journalistes de France Inter qui, moins d'un mois avant la COP21, l'interrogent sur la mission dont l'a chargée le président de la République : préparer une « déclaration des droits de l'humanité ». Les propos de l'ancienne ministre tenus en direct à l'antenne⁶ se passent de commentaires :

« Moi je suis un grand défenseur de la liberté d'expression, dès lors, s'il y a des gens qui ont envie d'être climatosceptiques, c'est leur affaire. Je pense quand même qu'à un moment donné du temps, il va falloir tenir un registre très précis de tous ceux qui se seront prononcés et qui auront agi dans un contexte climatosceptique pour que, dans quelques années, ils portent la responsabilité au moins morale de ce qu'ils auront fait.

Pour en faire quoi, de ce registre ?

Pour que les choses soient claires.

Pour les condamner, à terme, quand même...

Pas les condamner juridiquement, mais qu'ils portent la responsabilité de leurs propos, parce qu'on dit pas n'importe quoi n'importe comment. (...)

Cette responsabilité engage la problématique du crime environnemental, ou pas ?

Je pense qu'un jour on y viendra. »

On ne sait de quoi il faut trembler le plus, des déclarations liberticides de Lepage ou bien de la complaisance journalistique qui les accompagne.

Un cas d'embargo

L'affaire Verdier aura eu un mérite : désormais, il n'est plus possible de prétendre que l'adhésion collective au carbocentrisme s'imposerait d'elle-même, qu'elle serait l'expression d'un consensus normal devant une théorie vraie à laquelle toute personne de bon sens serait mécaniquement conduite à adhérer. Il est maintenant clair que ce consensus est un leurre, car on sait ce qu'il peut en coûter de ne pas être dans la ligne. Pour un Verdier qui a eu le courage de ses opinions, combien d'autres ont choisi un silence prudent ? Sans doute beaucoup. Un signe en ce sens est cette annulation d'invitation qui m'a été adressée il y a quelques mois pour une émission de radio du service public :

« Bonjour,

Nous venons de terminer la lecture de votre livre, très intéressant, sauf que nous ne pouvons pas, sur une heure d'émission, ne donner la parole qu'à un climato-sceptique. Nous ne sommes pas une émission de débat et pensions que le sujet était purement mathématique et philosophique.

En conséquence nous sommes désolés de devoir annuler cette émission.

Merci pour votre compréhension. »

Ma « compréhension » de cette annulation ne fut pas exactement celle qui m'était demandée. La tournure employée dans ce courrier rendait claire que le problème n'était pas dans mes écrits, mais dans ma personne. Comme je l'expliquai en réponse, le climat était très loin de constituer le sujet principal du livre en question, si bien qu'il n'aurait pas été difficile d'orienter l'émission de sorte à éviter le sujet

qui fâche. Cela me valut le courrier suivant :

« Je vous remercie d'avoir pris le temps de me répondre, vous n'êtes pas sur une "liste noire" et je ne considère évidemment pas vos prises de position comme un délit. En revanche ces prises de position, climato-sceptiques donc, transparaissent très clairement dans cet ouvrage, même sans mentionner spécifiquement le climat et je ne me sens pas de vous recevoir, en unique invité, sans aucun avis contradictoire dans cette émission en direct sur *****.

Sachez que [je m'en désole]. »

On admirera la qualité de l'argumentation : non, vous n'êtes pas sur liste noire (qu'allez-vous penser !), c'est juste que votre livre a quelques morceaux de mal-pensance dedans...

Il serait injuste de ne pas signaler quelques journalistes qui ont mis un point d'honneur à se souvenir que débattre consiste précisément à discuter avec ceux avec qui l'on n'est pas d'accord. Mais pour un Olivier Galzi, une Adèle Van Reeth ou un Raphaël Enthoven, combien de têtes baissées ?

À l'Assemblée nationale, Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, a eu ce mot⁷ : « Plus personne aujourd'hui n'est, ou n'ose se prétendre, climatosceptique ». Verdier a montré pourquoi, à ses dépens. S'agissant du climat, il est aujourd'hui impossible de croire que la presse soit libre.

La constatation que les climatosceptiques sont souvent des retraités est souvent utilisée pour suggérer qu'ils seraient tous plus ou moins gâteux : et si cela tenait plutôt au fait que les autres ont à craindre les foudres de leur employeur ? De nombreux soutiens au Collectif dont je suis cofondateur préfèrent rester anonymes, ou dans l'ombre. « Cela pourrait me nuire dans mon travail », nous explique-t-on. Difficile de n'y voir que de la paranoïa.

Du côté des scientifiques

Qu'on ne croie pas que les dérives ne concerneraient que les médias et que les scientifiques, dans leur tour d'ivoire, seraient à l'abri des pressions de ce genre. L'affaire Verdier a eu ses pendants dans les laboratoires, le cas le plus spectaculaire en France étant cette inimaginable pétition lancée en 2010 contre Claude Allègre et Vincent Courtillot⁸. Ceux-ci avaient eu l'audace de publier chacun un livre qui n'avait pas l'heur de plaire à quelques climatologues haut placés dans la hiérarchie carbocentriste française. La pétition s'adressait aux

dirigeants politiques de la recherche, pour s'indigner que les deux académiciens aient eu l'audace de donner leur avis (le gras figure dans l'original) :

« Ces ouvrages n'auraient pu être publiés si on leur avait simplement demandé la même exigence de rigueur qu'à un manuscrit scientifique professionnel. De nombreuses erreurs de forme, de citations, de données, de graphiques ont été identifiées. Plus grave, à ces erreurs de forme s'ajoutent des erreurs de fond majeures sur la description du fonctionnement du système climatique. Leurs auteurs **oublient les principes de base de l'éthique scientifique**, rompant le pacte moral qui lie chaque scientifique avec la société. Ces attaques mettent en cause la qualité et la solidité de nos travaux de recherche, de nos observations, études de processus, outils de modélisation, qui contribuent à une expertise nécessairement internationale.

Vous [l'appel s'adressait à la ministre de la Recherche, au directeur de la Recherche, au président de l'Académie des sciences et aux "directeurs des acteurs de la recherche publique"] constituez les structures référentes de la recherche scientifique française. Les **accusations publiques sur l'intégrité** des scientifiques du climat sortent des cadres déontologiques et scientifiques au sein desquels nous souhaitons demeurer. Nous pensons que ces accusations demandent une réaction de votre part, et l'expression publique de votre confiance vis-à-vis de notre intégrité et du sérieux de nos travaux. »

Le climatoscepticisme ne tombant pas (encore ?) sous le coup de la loi, il n'a pas été possible à nos chercheurs « demandeurs d'un vrai débat serein et approfondi » (*sic*) d'obtenir un autodafé des ouvrages déviants. Mais l'essentiel réside plutôt dans la pression implicite que cette pétition a fait peser sur toute la communauté scientifique concernée. En lisant la fureur vengeresse des principaux responsables de la climatologie française initiateurs de la pétition (Valérie Masson-Delmotte, Édouard Bard, François-Marie Bréon, Christophe Cassou, Jean Jouzel, Bernard Legras, Hervé Le Treut, Dominique Raynaud...), quel chercheur au statut précaire ou en attente de promotion, quel doctorant osera ne pas recouvrir d'un voile prudent les arguments qui contredisent la ligne officielle ?

Chez les scientifiques aussi, donc, la belle unanimité autour du climat n'est rien de plus qu'un village Potemkine. James Lovelock, le père de la fameuse « théorie Gaïa » dont on sait toute l'importance

dans les milieux environnementalistes, l'a dit lui-même dans une déclaration stupéfiante et inattendue en 2010⁹ :

« Les grands centres de recherche sur le climat, tout autour du monde, sont plus que conscients à quel point leur science est faible. Si vous leur parlez en privé, ils ont une peur bleue du fait qu'ils ne savent pas réellement ce que font les nuages et les aérosols. Ils pourraient être absolument décisifs pour toute cette affaire. Nous n'avons pas encore compris cette physique. »

Si ce genre de propos n'est jamais loyalement relayé, c'est entre autres parce que la collusion entre journalistes et carbocentrismes est trop forte, au point de s'afficher ouvertement, comme dans cette déclaration faite en public en 2012¹⁰ :

« Stéphane, tu sais le rôle important que jouent les journalistes dans tout cela, et je tiens à te remercier, et je l'ai déjà fait des ouvrages que vous avez, toi, Sylvestre et Caroline de Malet, publiés au moment où tout ce débat sur le réchauffement climatique était à son paroxysme. »

Ces remerciements sont de Jean Jouzel, le plus important scientifique carbocentriste français, vice-président du groupe scientifique du GIEC. Les noms des remerciés montrent combien, pour ce qui est du climat, le combat pour l'indépendance de la presse est décidément loin d'être gagné : Stéphane Foucart, journaliste au *Monde* (et auteur de *Le Populisme climatique : Claude Allègre et Cie, enquête sur les ennemis de la science*, Denoël, 2010), Sylvestre Huet, journaliste à *Libération* (et auteur de *L'Imposteur, c'est lui : réponse à Claude Allègre*, Stock, 2010) et Caroline de Malet, journaliste au *Figaro* (et auteur de *Climat en débats, pour en finir avec les idées reçues*, Lignes de Repères, 2008).

La trahison des sciences humaines

Les sciences sociales, la sociologie des sciences, l'épistémologie ou encore la philosophie sont autant de refuges potentiels pour des voix plus détachées et raisonnables. Leur recul naturel sur les liens entre science, croyance et politique aurait normalement dû permettre de dépassionner le débat et d'aider à prendre conscience de ses excès. Las ! Ici encore, la déception est presque totale. L'on trouve certes un Dominique Lecourt, un Luc Ferry, un Pascal Bruckner ou un Henri

Atlas pour sauver l'honneur. En revanche, la liste est terriblement longue de tous ceux qui refusent de voir les abus les plus évidents du carbocentrisme, réservant leurs flèches aux seuls climatosceptiques et à leurs sombres desseins supposés (ou fantasmés).

Toute une élite intellectuelle ne fait rien d'autre que se raconter des histoires de croquemitaines, quand elle ne demande pas carrément de renoncer à la science au profit de la morale. L'« appel pour stopper les crimes climatiques » n'est hélas que le dernier exemple d'une longue série de propos assénés par tant de professionnels de la pensée qui se sont jetés à corps perdu dans des analyses oubliées de la méthodologie la plus élémentaire. Un exemple emblématique de ces dérives est le sociologue des sciences Bruno Latour, dans ce passage de 2011¹¹ où son outil baptisé « cartographie des controverses » le conduit à affirmer ceci :

« Face à une carte, chacun doit pouvoir se situer : par exemple constater que si je suis contre l'origine anthropique du réchauffement, je me retrouve au côté de gens qui sont contre l'avortement, pour l'utilisation du charbon, et me demander si j'ai bien envie d'être au côté de ces gens-là. »

En quelques lignes, l'un des fondements les plus essentiels de toute la méthode scientifique est ainsi mis à bas. Désormais, donc, décider de la validité d'une théorie scientifique devra se faire à partir de la personnalité de son message. Jamais, sans doute, un tel recul n'avait été proposé de manière aussi ouverte.

Latour est loin d'être le seul à propager de telles idées. Ainsi, l'historienne des sciences Amy Dahan nous explique de son côté :¹²

« La question centrale est de savoir d'où pourrait venir un appui aux changements écologiques qui soit aussi profond que ceux que réclame la question climatique, qui présuppose des changements si radicaux dans les comportements, la consommation, le style de vie et la croissance. En effet, les politiques climatiques ne portent pas précisément sur le climat, mais concernent la transformation de toutes les catégories et institutions fondamentales de la modernité de l'État-nation. »

Voilà qui a le mérite d'être clair : la question climatique n'est pas une fin en soi, elle n'est que le moyen de promouvoir une transformation du monde. Qu'on l'entende de la bouche d'un militant étourdi, passe encore. Mais sous la plume d'une historienne des sciences ?

Isabelle Stengers, autre historienne des sciences, tient de son côté une piste pour renforcer l'« appui » espéré par Dahan¹³ :

« Apprendre à identifier les « marchands de doute », à les disqualifier de manière publique et impitoyable, comme nous sommes portés à le faire avec les négationnistes, les propagateurs de racisme ou certains fauteurs de guerre. »

Quelques semaines avant la COP21, *Le Monde* ouvre ses colonnes à un historien, Timothy Snyder, qui prolonge cette idée en annonçant carrément que le réchauffement climatique nous prépare l'émergence d'un nouveau nazisme. « Le prochain génocide sera écologique », nous affirme (sérieusement) cet historien de la prestigieuse université de Yale, ouvrant son article sur les massacres des *Einsatzgruppen* avant d'enfiler les perles de l'analogie facile et, bien sûr, de désigner les coupables¹⁴ :

« La quête pour la domination des Allemands était fondée sur le déni de la science. [...] Hitler a semé la panique écologique en affirmant que seule la terre apporterait la sécurité à l'Allemagne et en déniait à la science la possibilité d'éviter la guerre. En polluant l'atmosphère avec les gaz à effet de serre, les États-Unis ont fait plus que n'importe quel pays pour entraîner une prochaine crise écologique. Ils sont pourtant les seuls où la climatologie rencontre des adversaires au sein même des élites dirigeantes de la politique et de l'industrie. Ces dernières réduisent les résultats empiriques produits par les spécialistes à une conspiration et vont jusqu'à remettre en question la validité de la science, une posture intellectuelle désagréablement proche de celle d'Hitler. »

On pourrait multiplier ces exemples, souvent tristes, parfois burlesques, en tout cas si excessifs qu'ils en deviennent insignifiants. Il ne s'agit de rien de plus que d'une nouvelle trahison des clercs : toute une élite ne fait pas – ou plus – le travail qui est normalement le sien.

Ce n'est certes pas la première fois. Les ressorts en étaient déjà très bien décrits par Jean-François Revel dans *La Connaissance inutile* : des intellectuels qui, par idéologie, renoncent à utiliser leurs compétences pour ce à quoi elles se destinent en principe (accroître la compréhension de telle ou telle facette de notre monde), et les détournent pour exercer un magistère moral parfaitement abusif. L'éthique environnementale du « sauvetage de la planète » a remplacé

les vertus du communisme soviétique, mais le mécanisme demeure fondamentalement le même.

Revel n'a pas vécu assez pour commenter l'affaire du climat, mais il avait déjà observé la redoutable efficacité tactique de capter une « science dure » au profit d'une vision politique du monde. La théorie de l'hiver nucléaire lui avait permis de montrer comment, par idéologie, des physiciens avaient fait fi des principes scientifiques qui sont normalement les leurs. Nul doute que l'affaire du climat eût bien davantage encore enflammé sa plume.

D'indociles citoyens

Bien que soumis à une inlassable pression médiatique, assommé de « records » climatiques et d'images plus terrifiantes les unes que les autres, le grand public a fait preuve d'une remarquable capacité de résistance. Je suis chaque fois surpris de constater combien les citoyens ordinaires sont ouverts au dialogue et voient d'un mauvais œil le dogmatisme ou l'ostracisme *a priori*. Il faut n'avoir fréquenté que les tables rondes unidirectionnelles et les soirées-débats où tout le monde est d'accord pour ignorer combien la communication institutionnelle sur la question s'est révélée inefficace à pénétrer en profondeur les convictions citoyennes.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé. Ainsi, en toute tranquillité et avec la bénédiction générale de ceux qui comptent, Manuel Valls a déclaré le « dérèglement climatique » Grande Cause nationale 2015. Indirectement, ce sont ainsi les 35 % de Français considérés comme climatosceptiques (selon un rapport de 2013 réalisé pour le compte du ministère de l'Écologie¹⁵) qui ont ainsi été déclarés mauvais citoyens. La Grande Cause nationale annuelle, traditionnellement dévolue à des sujets consensuels tels que la lutte contre une maladie grave, a cette fois été instrumentalisée à des fins partisans, permettant de dispenser subventions et accès aux médias à une multitude d'associations dédiées à la « sauvegarde du climat », associations qui, accessoirement, se sont ainsi fait le relais du gouvernement dans sa communication pré-COP21. La Fédération française des diabétiques, à qui a été refusé le label Grande Cause nationale pour la seconde fois consécutive, a dû se faire une raison : le diabète est définitivement moins chic que le climat.

En France, le nouvel essor du climatoscepticisme constaté depuis 2015 est inattendu et bienvenu. De nouvelles voix dissonantes parviennent à se faire entendre, même si ce n'est pas sans mal. L'ampleur du phénomène ne peut désormais plus être ignorée, et les railleries faciles ne suffisent plus à l'endiguer. Certes, objectera-t-on, il y avait déjà eu une bouffée importante de scepticisme observée en

2010 et sans véritable lendemain. Celle-ci était toutefois d'une autre nature. Elle était issue de la conjonction du désastre de la conférence de Copenhague de décembre 2009 (la COP15) et de la tonitruante prise de position de Claude Allègre dans son livre *L'Imposture climatique* (ainsi que, dans une moindre mesure, de l'affaire du « Climategate », qui est loin d'avoir reçu l'attention qu'elle méritait dans les médias français).

Rien de comparable ne peut expliquer la vague actuelle, qui tient à des facteurs très différents, voire opposés. Tout d'abord, elle a commencé *avant* la COP21, démontrant que le carbocentrisme n'a plus ce caractère hégémonique qu'il avait avant Copenhague, où le matraquage était à peu près le même mais où nulle dissonance n'avait pu se faire entendre (au moins en France). D'autre part, le renouveau climatosceptique ne tient pas au tempérament d'une célébrité scientifique, politique et médiatique, mais à un ensemble beaucoup plus vaste d'individus et d'associations qui ont décidé d'agir. Les fissures du carbocentrisme et des politiques climatiques sont désormais si béantes qu'elles se voient même de loin. Malgré tous les efforts des médias acquis à la cause, il n'est donc pas étonnant que le climatoscepticisme émerge à nouveau, cette fois sans devoir son succès à une étoile filante.

Résistance passive

L'essor des climatosceptiques n'est toutefois pas le principal obstacle auquel se heurtent les promoteurs de l'alarmisme climatique. Leur vrai adversaire, c'est celui de la résistance passive. L'indifférence : voilà l'antidote que les gens ont trouvé. Il n'est qu'à voir le désintérêt total qui accompagne toutes les « initiatives pour le climat », qui ne provoquent même plus un haussement de sourcil. Songeons au « sommet des consciences » de juillet 2015 organisé par Nicolas Hulot, dont le pompeux n'avait d'égal que l'inutilité¹⁶. Il est fort possible que ce « sommet », qui se tenait tout de même au Conseil Économique Social et Environnemental et réunissait plusieurs sommités nationales et internationales, n'a été regardé pour de bon par rigoureusement personne à part moi. (J'en veux pour preuve le caractère défectueux de la vidéo introductive, que je semble être le seul à avoir signalé¹⁷.)

Le désintérêt peut se quantifier de façon plus précise. Bien sûr, les sondages abondent pour demander aux gens s'ils sont « en faveur de mesures fortes », et autres questions orientées du même genre qui permettent, tous les sondeurs le savent, d'obtenir sans trop de peine un score soviétique sur n'importe quel sujet. Dans cette veine, l'on peut citer un sondage Ipsos de février 2015¹⁸, dont la neutralité ne semble pas avoir été la qualité première – mais un prudent

conditionnel s'impose ici car, bien qu'ayant écrit à cinq reprises à l'institut de sondage pour lui poser des questions élémentaires sur sa méthodologie, je ne suis jamais parvenu à obtenir de réponse. En revanche, il existe bel et bien un sondage de 2015 qui permet de cerner la position collective au sujet du climat¹⁹. Il a été réalisé par l'ONU elle-même, que l'on ne peut guère soupçonner de climatoscepticisme. Plutôt que de demander directement aux sondés leur avis sur l'importance de la question climatique, ce sondage proposait tout bêtement de classer par ordre d'importance les principaux enjeux contemporains parmi une sélection qui en comportait dix-huit. Les résultats sont édifiants : à peu d'exceptions près, dans *tous* les pays, pour *toutes* les tranches d'âge et *toutes* les catégories socio-professionnelles, le « changement climatique » se classe à une remarquable dix-huitième et dernière place. (Les rares exceptions ne le classent jamais mieux qu'à la douzième.) Fait notable : les pays présentés comme les plus vulnérables aux changements climatiques ne font pas exception.

Si vous voulez le savoir, le podium des préoccupations est à peu près le même partout dans le monde : éducation, santé, emploi. Voilà des centres d'intérêt qui, eux, n'ont pourtant jamais droit à quoi que ce soit de comparable aux barnums climatiques annuels qui durent depuis maintenant plus de vingt ans.

Après les attentats

Au soir du vendredi 13 novembre, une série d'attaques terroristes se produisent à Paris, plongeant le pays dans un état indescriptible où se mêlent peur, fureur et incompréhension. Alors qu'à deux semaines de la COP21 la question climatique était parvenue non sans mal à attirer un peu l'attention d'un public rétif, elle retourne aussitôt dans le néant d'indifférence qui est son habitat naturel. Brusquement le pays se souvient que les attentats du 7 janvier datent d'il y a à peine quelques mois et que le problème du terrorisme est loin d'être réglé.

L'événement pourrait servir d'électrochoc, un peu comme celui que la crise financière de 2008 avait pu être pour la conférence de Copenhague, la COP15, en laquelle tant d'espoirs avaient été mis à l'époque. Celle-ci, organisée tout juste deux ans après le triomphe qu'avait été la nobélisation d'Al Gore et du GIEC, devait déjà sauver la planète. La crise financière avait coupé court à l'élan, le message de Copenhague avait finalement été : on ne paiera pas.

Logiquement, les attentats du 13 novembre devraient avoir un même effet de retour au réel, conduisant la COP21 au message suivant : nous avons des choses plus importantes et urgentes à régler que le climat. Comment les négociateurs pourraient-ils faire semblant

de rien sans donner l'impression, quelques jours seulement après le drame, que le congrès s'amuse ?

Quelques voix s'élèvent en ce sens. Le Premier ministre Manuel Valls ainsi que son prédécesseur François Fillon proposent chacun de profiter de la COP21 pour que les grands de ce monde réfléchissent ensemble aussi au terrorisme. Avec le recul, la proposition apparaît naïve, tant les négociateurs climatiques se devaient de défendre leur fête contre vents et marées. Dès le lendemain des attentats en effet, Nicolas Hulot fixe dans *L'Obs* les éléments de langage destinés à continuer comme si de rien n'était²⁰ :

« Mais les chefs d'Etat, et notamment François Hollande, auront-ils la tête à discuter climat ?

– Je le souhaite ! Il faut comprendre que la question du réchauffement climatique n'est pas uniquement un problème environnemental : il est très directement associé aux questions de la sécurité internationale et du terrorisme. Alors oui, il faut maintenir la COP21, justement à cause des attentats ! Quand des millions d'habitants doivent fuir leurs terres à cause de la sécheresse, des inondations ou des typhons, cela aggrave les inégalités et les exclusions dans les pays où le terrorisme fait son miel. Les batailles pour l'accès aux ressources et à l'énergie sont les ferments des guerres de demain, en Orient comme en Occident.

Donc plus que jamais, le climat reste une question centrale ?

– Oui, il faut utiliser ces événements tragiques pour oublier nos différends insignifiants et se recentrer sur l'essentiel. L'essentiel, c'est l'avenir de l'humanité. Regardez la guerre en Syrie : on sait que si elle n'explique pas tout, évidemment, la question climatique y a contribué. En fuyant des terres rendues désertes par les sécheresses entre 2007 et 2011, des populations du nord de la Syrie ont créé des tensions qui expliquent en partie le conflit syrien. »

Sans la moindre gêne, cette antienne est répétée partout, comme si le choc le plus brutal ne suffisait plus pour sortir de la torpeur ambiante qui semble avoir définitivement rompu avec le réel.

Très vite, c'est la surenchère pour lier climat et terrorisme. Le bruit des balles n'a pas encore fini de résonner à nos oreilles qu'il se murmure déjà que Daech aurait fomenté les attentats précisément pour faire échouer la COP21. François Gemenne, que nous avons déjà rencontré plus haut, n'hésite pas à faire le lien. Son « argument » : un échec de la COP21 servirait les intérêts de l'État islamique, lequel tire du pétrole une bonne part de ses revenus. Mais dans cette compétition

pour aller toujours plus loin dans la récupération, c'est Bruno Latour (lui aussi déjà rencontré) qui l'emporte, mettant sa belle plume au service d'un quasi-appel à la guerre civile contre les opposants à la cause climatique²¹. Cette fois, ceux-ci sont tout simplement comparés aux terroristes eux-mêmes :

« Le 13 novembre est une préfiguration *gore* de la catastrophe qui suivra l'échec de la conférence de Paris et des suivantes. Si vous utilisez avec raison le terme de nihilisme pour décrire les militants fous, il me semble que le terme s'applique aussi, mais à une échelle démultipliée, à ceux qui ont aussi, à leur façon, le goût pervers de l'au-delà. Tout comme ceux qui se tuent en tuant, ceux qui prétendent ne pas aborder de front la grande mutation climatique, s'écrient au fond, selon deux registres différents mais qui résonnent avec la même stridence : "Vive la mort !" »

Il serait vraiment tragique qu'en s'occupant avec raison de détruire ceux qui ne peuvent que tuer pour un temps limité des innocents, on retarde une fois encore de s'occuper de ceux qui peuvent tuer massivement, longtemps, progressivement en entraînant dans leur délire bien d'autres êtres que les humains. S'il est légitime qu'un état d'urgence calibré permette de manifester en sécurité, il faut rappeler aux pouvoirs publics qu'il existe un autre état d'extrême urgence qui permette (*sic*) à la société civile d'apprendre comment repérer ses autres ennemis, comment s'équiper contre eux. »

Rêvons un peu. Les chefs d'États, arrivés comme prévu au début de la conférence, savent pertinemment que rien de substantiel n'est à attendre des négociations climatiques. Ils prennent le taureau par les cornes et envoient paître sans autre forme de procès les crédits carbone, les mécanismes de compensation, le fonds vert et autres bonneteaux comptables, pour décider de parler d'un sujet certes beaucoup plus banal, et même vieux comme le monde bien que malheureusement toujours d'actualité : comment faire en sorte que les hommes vivent en paix les uns avec les autres. Et si nous faisons de la COP21 la « Conference Of Peace for the 21th century » ?

Fin du rêve. À l'ouverture de la conférence, l'attention portée aux attentats ne dépassera pas la réglementaire minute de silence.

Chapitre 3

Ouverture

(30 novembre 2015)

« L'année que nous venons de vivre a été l'année de tous les records : record de températures (*sic*), record de concentration de CO₂, record du nombre d'événements climatiques extrêmes : sécheresse (*sic*), inondations, cyclones, fonte des glaces, hausse du niveau de la mer, acidification des océans. Les victimes de ces phénomènes se comptent par millions et les dommages matériels par milliards. »

François HOLLANDE, 30 novembre 2015¹.

C'est donc annoncé dès l'ouverture : la COP21 n'aura rien à voir avec la réalité du climat. Ni, sans doute, avec la réalité tout court.

Le premier jour de la conférence, les chefs d'État s'enchaînent à la tribune pour faire assaut d'inquiétude et de « sens des responsabilités ». Dans cette inversion des valeurs qui n'étonne plus personne, le plus alarmiste gagne le titre de personnalité la plus sage. Tout sens de la nuance est proscrit. Gloire à la peur, qui donne le sentiment de vivre quelque chose de grand, d'unique ! Ayons peur car, comme d'habitude, nous voilà au « moment charnière », au « point de bascule », à « l'instant où tout se joue », au « rendez-vous de la dernière chance »...

La complainte des grands de ce monde

Ce vingt-et-unième épisode d'une série qui dure depuis vingt ans est à peine commencé que, déjà, l'on en est donc à tirer sur les ficelles les plus usées. Les mêmes mots dénués de sens. Les mêmes phrases mille fois entendues. Les mêmes poncifs éculés, toujours lancés avec la même grandiloquence pompeuse. Au fond, il aurait été plus simple et moins coûteux de se contenter de rediffuser purement et simplement

les discours des chefs d'État prononcés il y a six ans lors de la fameuse COP15 de Copenhague, tant ceux de la COP21 leur sont strictement identiques.

L'actualité fournit certes l'occasion de se distinguer. Ainsi, le président ukrainien Petro Porochenko consacre toute la première moitié de son discours au conflit dans le Donbass. Se souvenant finalement de la raison première de sa présence à Paris, il glisse que ce conflit contient les germes d'un désastre environnemental (dont le lien avec les émissions de gaz à effet de serre n'est pas précisé, et pour cause), avant d'indiquer, grand seigneur, que son pays s'est engagé à ne pas augmenter ses émissions de gaz à effet de serre de plus de 60 % d'ici 2030 par rapport à 1990. Au moins Porochenko aura-t-il prononcé des mots qui nous auront un peu changé de toutes ces expressions toutes faites ressassées tout au long de la journée et dont on pourrait sans problème tirer un « climatron » renouvelant le célèbre « pipotron » avec les expressions toutes faites que sont « défi global », « dangers de l'inaction », « La science est incontestable » et autres « objectifs ambitieux »...

Fallait-il vraiment que cent cinquante chefs d'État viennent à Paris répéter ces sempiternels lieux communs ?

La conférence est tellement encombrée qu'ils doivent s'exprimer en même temps dans deux salles différentes. Ces discours à la chaîne donnent le sentiment pénible qu'à chaque chef d'État est accordé un quart d'heure warholien de célébrité au cours duquel, tels des participants à une vulgaire émission de télé-réalité, chacun vient raconter ses malheurs pour attirer la sympathie des spectateurs. Le symbole de ce manque de sérieux sera, quelques jours plus tard, les félicitations du président Hollande adressées à une chaise vide occupée un peu plus tôt par Michel Kafando, le président du Burkina Faso².

Faut-il le dire, les propos tenus par les grands de ce monde n'ont pas grand-chose à voir avec le climat. On affiche sa vertu. On demande de l'argent. Beaucoup évoquent des problèmes environnementaux sans aucun rapport avec le climat : glissement de terrain ici, sécheresse là, pollution ailleurs... à l'instar du poumon de Molière, le climat se fait le grand agrégateur de problèmes en tout genre, qu'ils soient locaux ou globaux. C'est moins le climat qui est dans l'air du temps que l'air du temps qui se teinte de climat.

Le résumé de la journée : il n'y a plus de saisons.

Une pincée de réel

Dans cet étrange concours que se livrent les chefs d'États où le gagnant est celui qui se montrera le plus inquiet et réussira à relier le

climat à tout et surtout à n'importe quoi, seul Narendra Modi, pour l'Inde, semble rester dans le sérieux. À la tribune, il rappelle que trois cent millions de ses ressortissants n'ont pas accès à l'énergie, puis lance :

« Nous avons toujours besoin des énergies conventionnelles. Nous devons les rendre propres, et non imposer l'arrêt de leur utilisation. Et il ne devrait pas y avoir de place pour des décisions unilatérales qui deviendraient des barrières économiques pour d'autres ».

Les mots sont choisis, mais le message est clair. Sans doute Modi a-t-il en tête l'exemple de la Chine, parvenue en à peine quelques décennies à réduire la pauvreté de sa population à une échelle impressionnante grâce à un développement exceptionnellement rapide de son industrie charbonnière. Sans doute se dit-il aussi que demander à un pays comme l'Inde, troisième émetteur mondial de gaz à effet de serre et bientôt première population mondiale, de réduire son empreinte carbone, c'est indirectement condamner à mort des centaines de millions de personnes. Plus précisément : toutes celles qui souffrent de ce que nous pourrions appeler la carence énergétique, grave maladie dont les victimes ont hélas contre elles de ne pas appartenir à cette improbable catégorie des « réfugiés climatiques » qui rassemble pêle-mêle les propriétaires en zone inondable qui subissent une inondation, les victimes de catastrophes naturelles (tremblements de terre, cyclones... toutes choses qui, bien entendu, n'existaient pas avant le xx^e siècle et la délétère influence humaine sur la planète), et pourquoi pas les réfugiés de guerre.

Fausses mauvaises nouvelles

Dans son discours d'ouverture, le président Hollande ne va pas jusqu'à affirmer, comme il l'a fait aux Philippines quelques mois plus tôt, que le réchauffement climatique cause des tremblements de terre³. Les scientifiques qu'il côtoie l'ont-ils finalement averti que c'était un peu gros ? Quoi qu'il en soit, cette prudence nouvelle est superflue dans la mesure où aucun média d'importance n'avait eu le mauvais goût de signaler l'énormité cocasse qui s'était glissée dans l'« appel de Manille ».

Cette correction mise à part, ces mêmes conseillers scientifiques n'ont pas dû se donner la peine de prévenir le président des multiples erreurs et omissions qui se sont glissées dans son bilan climatique, pourtant bref, en ouverture de la conférence. Pour tout dire, *rien* de

tout ce que dit François Hollande n'est de nature à nous alarmer. Tous les « records » qu'il nous annonce sont soit sans importance, soit incertains, soit carrément faux.

La température

La température du globe est le principal point de fixation collectif. À chaque fois qu'une année se révèle un peu plus chaude que les précédentes, les médias ne manquent pas de nous montrer une carte du monde aussi rougeoyante que l'enfer.

Depuis le début du xx^e siècle, l'évolution de la température globale se décompose en quatre périodes⁴ :

- la première, de 1900 aux années 40, a montré un réchauffement modéré (quelques dixièmes de degré) ;
- la seconde, qui s'est étalée des années 40 aux années 70, a été celle d'une évolution très légèrement orientée à la *baisse* ;
- la troisième, des années 70 aux années 90, a vu à nouveau une hausse des températures, à une vitesse très voisine de celle de la première période ;
- enfin, la quatrième et dernière, dans laquelle nous nous trouvons toujours depuis la fin des années 90, est celle d'une température globale à peu près *stationnaire*.

S'agissant d'un indicateur aussi complexe et partiel que celui de la température globale, il n'est pas possible de donner une durée exacte, ne serait-ce que parce qu'il en existe plusieurs modes de calcul et méthodes de mesure (certains utilisent des relevés de stations météorologiques tandis que d'autres exploitent des données satellitaires), et parce qu'il est délicat de prétendre séparer complètement ce qui relève d'une tendance profonde de ce qui n'est qu'un bruit de fond. Une étude statistique très intéressante de Ross McKittrick publiée en 2014 va toutefois jusqu'à suggérer que l'arrêt du « réchauffement climatique » pourrait avoir commencé dès 1988⁵.

Si l'on compare l'évolution de la température de la Terre aux xx^e-xxi^e siècles avec celle des émissions de gaz à effet de serre consécutive à la révolution industrielle, le moins que l'on puisse dire est que le lien n'a rien d'évident. Alors que les émissions ont augmenté sans discontinuer, la courbe de température, elle, a suivi une trajectoire plutôt erratique, sa vague tendance haussière à l'échelle du siècle se montrant aussi irrégulière que faible (moins de 1 °C). La seule période au cours de laquelle la hausse des émissions a été bien corrélée avec les températures est la troisième, celle qui recouvre le dernier quart du xx^e siècle. En-dehors de ce bref intervalle, aucun lien n'apparaît. Ainsi, au décollage des émissions de gaz à effet de serre après-guerre a répondu une stagnation des températures (notre seconde période).

Quant à la première période de hausse, au début du xx^e siècle, elle ne peut guère être reliée aux émissions d'alors, qui étaient encore à un niveau très faible.

D'où la question toute simple, à laquelle le carbocentrisme est bien en peine de fournir une réponse convaincante : si la nature a pu réchauffer la Terre sans notre aide au début du xx^e siècle, pourquoi ne l'aurait-elle pas fait aussi lors de la troisième, celle de la fin du xx^e siècle, très comparable en intensité ? D'autre part, comment expliquer l'actuel plateau de températures, qui se produit à une époque voyant battre année après année les records d'émissions de gaz à effet de serre ?

Le plateau de températures

Carbocentristes comme climatosceptiques l'ont bien compris : la question du plateau de températures est cruciale. C'est donc fort logiquement que sa réalité est fortement questionnée. Nombreux sont les carbocentristes qui affirment que le plateau n'existe que dans l'imagination des climatosceptiques, et qui ne concèdent qu'un léger ralentissement dans la hausse des températures. Il est vrai que, comme toujours lorsqu'on a affaire à un indicateur complexe (à proprement parler il n'existe pas de « température globale », mais plutôt un ensemble de données que l'on agrège tant bien que mal pour donner une tendance générale), l'interprétation des données est toujours affaire délicate. En l'occurrence pourtant, il suffit de regarder l'une ou l'autre des courbes de température pour se rendre compte qu'une rupture s'est vraisemblablement produite au tournant du siècle. Plusieurs articles scientifiques ont d'ailleurs été publiés pour tenter d'expliquer le phénomène.

Pour éviter le plateau, on peut aussi se réfugier dans des intervalles de confiance. La courbe de température étant connue avec une précision limitée, on ne peut pas donner une valeur unique pour la tendance récente, mais seulement une fourchette. Celle-ci offre la possibilité de dire que la tendance pourrait être toujours haussière. L'argument n'est pas sans valeur, mais pose tout de même le problème de l'usage raisonné des statistiques. Ces dernières sont faites pour extraire une information pertinente de données imparfaites et parcellaires. En l'occurrence, la stagnation des dernières années n'a pas besoin de tout un attirail théorique pour être observée. L'on ne peut s'empêcher de songer que, en l'espèce, l'usage de statistiques n'a pas pour effet de faire apparaître une information qui serait partiellement cachée dans du « bruit de fond », mais, à l'inverse, de noyer le message plutôt clair des données, de le fondre dans d'inutiles subtilités qui conduisent à ne pas dire l'évidence.

Les carbocentristes qui admettent l'existence du plateau le font en général pour aussitôt préciser que celui-ci mérite à peine d'être mentionné. Ils en parlent comme d'un « hiatus », ou d'une « pause », pour affirmer le caractère à la fois anecdotique et temporaire de ce qui, selon les mots de Christophe Cassou lors d'un débat à l'Académie des sciences⁶, ne serait « absolument pas une surprise pour les climatologues ». Un tel propos est invalide pour deux raisons majeures. La première, c'est que pour être crédible, il aurait au minimum fallu que le « non-événement » ait été un tant soit peu annoncé à l'avance. Cela n'a nullement été le cas. La seconde est que, en admettant que les quinze ou vingt ans du plateau soient trop courts pour constituer une tendance climatique (il faut pour cela trente ans, une durée conventionnelle dont la fonction première est de donner un ordre de grandeur et non une valeur exacte), ces quinze ou vingt ans sont en revanche suffisants pour estimer que les modèles sur lesquelles se fondent les actuelles projections doivent être revus. La très carbocentrisme Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA) indiquait en effet en 2008 que⁷

« Les simulations excluent (à 95 % de confiance) une tendance nulle sur des durées de quinze ans ou plus »

suggérant qu'une telle durée sans réchauffement est nécessaire pour signaler l'existence d'un écart avec le taux de réchauffement aujourd'hui prévu.

À présent, nous y sommes.

2014, 2015 : « années les plus chaudes »

L'année 2014 a battu un record de chaleur, que 2015 a battu à son tour, et il n'est pas impossible que 2016 le fasse aussi. Comment, dans ces conditions, soutenir que la température globale est à peu près stationnaire depuis quinze ou vingt ans ?

Contrairement aux apparences, tout cela n'a rien de bien mystérieux. Constaté que la tendance actuelle est stationnaire n'est pas la même chose que de dire que la température n'évolue pas. En réalité, celle-ci passe son temps à osciller, aux hausses ponctuelles succédant des baisses tout aussi ponctuelles qui, globalement, se compensent à peu près. Occasionnellement donc, il arrive qu'un petit pic se produise. Puisque, par ailleurs, le léger réchauffement observé au xx^e siècle fait que l'actuel plateau se situe à un niveau relativement haut, tout pic de ce genre produit un « record », qui ne signifie donc

pas grand-chose.

En l'espèce, le « record » de 2014 a trois caractéristiques qui le rendent particulièrement peu significatif. La première est qu'il n'apparaît que sur l'une des quatre courbes de température globale qui sont aujourd'hui utilisées. Aucune des trois autres ne le montre, ni de près ni de loin. (Le lecteur est libre de proposer une réponse à la question de savoir pourquoi les médias ont unanimement choisi de ne pas évoquer ces trois autres courbes.) Deuxième caractéristique : le « record » tient à une différence de l'ordre du centième de degré, c'est-à-dire inférieur à la marge d'erreur inhérente à l'indicateur. Au sens statistique, ce record n'est donc pas significatif. Troisième caractéristique, conséquence de la précédente : ce record n'a qu'une certaine probabilité d'être réel. Il a finalement été reconnu, sous la pression de climat sceptiques attentifs, que 2014 n'avait qu'une certaine probabilité d'avoir établi un record. Une probabilité pour le moins faible : de l'ordre d'une chance sur trois.

L'année 2015 a été à son tour une année record pour les températures, au moins pour les mesures au sol. Il est probable que les premiers mois au moins de l'année 2016 seront aussi particulièrement chauds. Là non plus, pourtant, il n'y a rien de bien inquiétant. Une telle bouffée de chaleur tire son origine d'un phénomène océanique parfaitement naturel (El Niño), qui se produit occasionnellement et a pour effet de réchauffer ponctuellement la planète. L'expérience des El Niño antérieurs indique qu'il est très probable que le pic de chaleur actuel se dissipera dans quelque temps, et qu'il sera sans doute suivi d'un court refroidissement. Le retour à la normale n'est qu'une question de mois.

L'évolution de la température de la Terre ne montre donc rien de si extraordinaire, si ce n'est une tendance à une hausse modérée depuis le milieu du XIX^e siècle, qui correspond probablement à un simple rebond après une période plutôt froide appelée le Petit Âge glaciaire. Si, comme certains le pensent au vu de l'évolution actuelle de l'activité solaire, le plateau de températures se prolonge jusqu'à 2030 ou 2040, alors nous tiendrons la preuve définitive que l'homme n'a pas dépossédé la nature dans son rôle de régulatrice du climat. À l'inverse, si nous vivons un changement de rythme prélude à une nouvelle augmentation de la température, il faudra que celui-ci acquière une vitesse de croisière particulièrement importante pour redonner quelque crédit à l'alarmisme actuel.

Les événements extrêmes

Dans son discours d'ouverture, François Hollande affirme que l'année écoulée a vu un record du nombre d'événements climatiques

extrêmes. C'est complètement faux.

Peut-être la source à laquelle le président a puisé était-elle un récent rapport⁸ de l'UNISDR, le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes. Opportunément publié une semaine avant la COP21, celui-ci utilise toutes les ficelles du genre pour faire croire que le pire est en cours. Il évoque ainsi six cent mille morts en vingt ans à cause d'événements météorologiques. Un tel chiffre fait évidemment un certain effet, mais qu'il n'est peut-être pas inutile de mettre en perspective : le SIDA a à lui seul tué deux fois plus de personnes en Afrique lors de la seule année 2010, par exemple. Cela ne signifie certes pas que les morts causés par les catastrophes naturelles auraient moins de valeur, mais invite à regarder avec un minimum de recul les données de ce genre. Les défis de l'humanité sont multiples, et la meilleure volonté du monde ne doit pas nous faire oublier le sens des priorités.

Surtout, ce rapport de l'UNISDR a beau faire son possible pour rester dans la ligne carbocentriste, sa lecture attentive montre que non seulement 2015 n'a probablement pas battu les records signalés par Hollande, mais aussi que la tendance générale des événements extrêmes n'est pas particulièrement inquiétante.

Le rapport se focalise en réalité sur les catastrophes naturelles, la différence avec les événements extrêmes tenant aux effets ressentis par les populations. Pour être une catastrophe naturelle, il faut que l'événement considéré fasse au moins dix morts, ou au moins cent victimes, ou encore que le pouvoir en place décrète un état d'urgence ou bien en appelle à l'aide internationale. Si utile que soit cette définition pour quantifier une réalité, il est clair qu'on ne peut guère espérer qu'elle fournisse un indicateur de l'évolution du climat lui-même. Par exemple, la population mondiale ayant augmenté tous les cinq ans de 6 % à 10 % selon les époques depuis le milieu du xx^e siècle, il est prévisible que le nombre de victimes d'un même événement soit plus important aujourd'hui qu'hier, surtout compte-tenu du fait que la croissance de population a été particulièrement importante dans les régions du monde qui demeurent à la fois les moins développées et les plus naturellement sujettes aux catastrophes (Asie, Afrique).

Le rapport ne se focalise que sur la période 1995-2015, si bien qu'il n'est pas possible d'en déduire une quelconque tendance longue. Toutefois, les résultats rapportés sur cette période suffisent à eux seuls à invalider toute idée d'augmentation des catastrophes naturelles – malgré, donc, l'accroissement considérable de 28 % de la population mondiale durant cette période. Après que la barre des 400 catastrophes a été franchie pour la première fois (de la période) en 2005, les années qui ont suivi ont tourné autour de 300, avec une

légère tendance à la baisse. Pour 2015, l'extrapolation des données partielles disponibles (qui s'arrêtent à la fin du mois d'août) conduit à penser que le nombre de catastrophes devrait être du même ordre, voire inférieur. Rien de tout cela n'autorise donc ni de près ni de loin à anticiper un quelconque record.

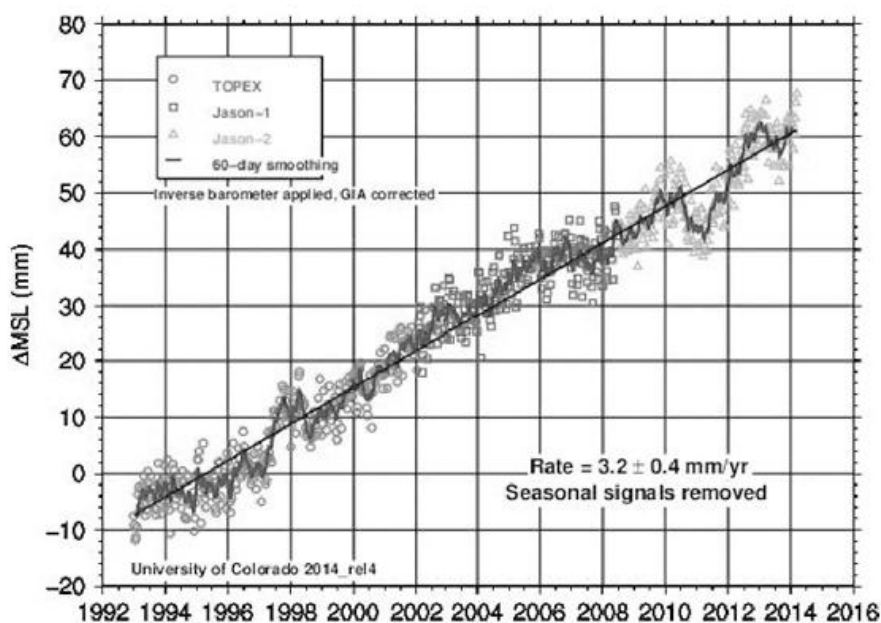
Le nombre de victimes de catastrophes naturelles suit la même tendance légèrement baissière depuis une dizaine d'années. Le nombre de morts est, lui, particulièrement bas depuis 2011, après avoir connu un pic en 2008 principalement causé par un cyclone exceptionnellement meurtrier en Birmanie.

Tous ces résultats sont en ligne avec les observations et les publications scientifiques de ces dernières années sur le sujet. À l'échelle mondiale, la seule évolution remarquable de l'activité cyclonique est... la diminution considérable de leur énergie totale. Même si cela n'atténue en rien le drame qu'a vécu le Vanuatu lors du passage du cyclone Pam, pour celui-ci comme pour tant d'autres cyclones, les ravages causés sont bien moins corrélés à un quelconque « dérèglement climatique » qu'à l'urbanisation en zones à risques ou au niveau de modernisation des infrastructures. Un ouragan qui frappe la Floride fait bien moins de victimes et de dégâts qu'un typhon de même intensité aux Philippines : tout cela ne s'explique que trop bien par l'inégalité des capacités économiques et la forte différence qui en résulte dans les capacités de protection et de prévention.

Quoi qu'il en soit, toute idée de record dans l'activité cyclonique récente est complètement fantaisiste. Pour les sécheresses, nulle tendance à la hausse ne semble être à déplorer depuis 1950 selon une étude scientifique parue en 2012⁹. Enfin, l'on ne peut que se demander où Hollande est allé pêcher ses informations sur un record d'inondations en 2015, le dernier rapport du GIEC lui-même demeurant très prudent sur l'évolution de leur nombre et de leur intensité.

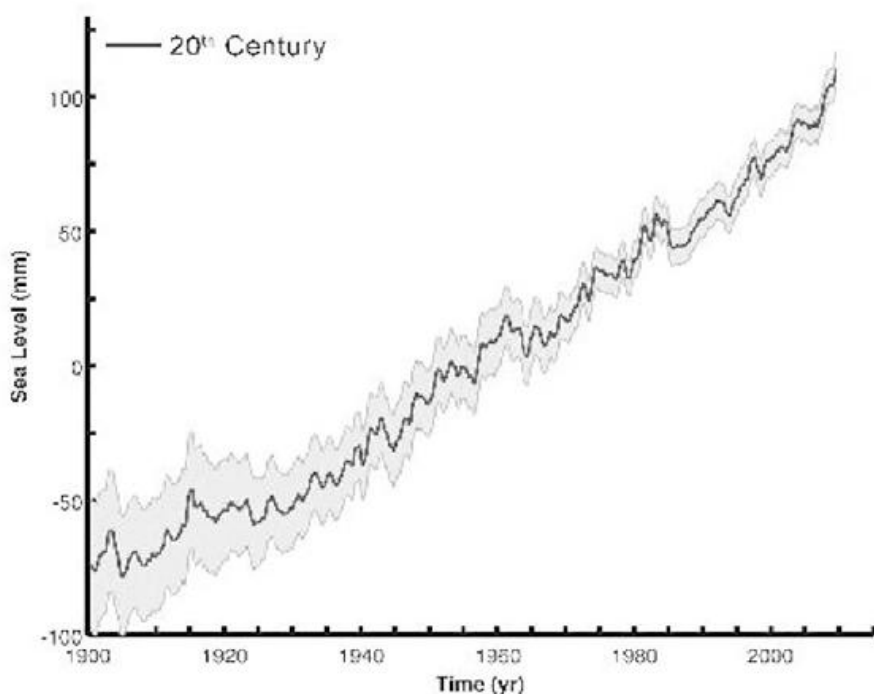
Le Déluge

C'est une autre antienne de l'alarmisme climatique : le réchauffement climatique devrait provoquer à la fois une fonte des glaces et une dilatation de l'eau des océans, qui risquerait d'élever considérablement le niveau des mers ces prochaines décennies. Voici, selon les données satellitaires produites par l'université du Colorado, l'évolution du niveau océanique global :



En dehors de petites fluctuations, il est patent que la montée est extrêmement régulière, et qu'elle ne s'éloigne que ponctuellement d'une tendance de fond d'environ 3,2 millimètres annuels de hausse, soit 32 centimètres par siècle.

Beaucoup d'études ont été menées pour avoir une idée de la hausse sur des périodes plus longues. Pour en rester à notre échelle, la technologie satellitaire n'étant en ce domaine disponible que depuis les années 90, les reconstitutions antérieures utilisent les relevés de marégraphes. Une étude publiée en 2011 (Church & White) a proposé la reconstitution que voici :



À nouveau, si l'on fait abstraction des oscillations à petite échelle, cette courbe montre une hausse du niveau océanique remarquablement constante depuis un siècle, ce qui indique très vraisemblablement que cette hausse, d'ailleurs modérée, tire son origine dans des phénomènes dont l'échelle de temps est séculaire, voire millénaire, sans rapport fondamental avec la récente hausse de la concentration atmosphérique en gaz à effet de serre provoquée par les activités humaines.

La hausse pour tout le xx^e siècle donnée par les marégraphes est de l'ordre de la vingtaine de centimètres. La tendance est donc moins forte que celle observée sur la période plus récente par les satellites (32 centimètres). Comme on le conçoit avec un minimum d'esprit critique, prétendre sur la base de cette différence que l'océan monterait plus vite aujourd'hui qu'hier serait hautement contestable. Le fait que la courbe « moderne » (altimétrique) monte plus vite que la courbe « ancienne » (marégraphique) ne tient manifestement pas

à une quelconque accélération qui se serait produite ces dernières années, mais au fait que les données utilisées sont de nature différente. Il suffit d'ailleurs d'observer les deux courbes sur leur période de recouvrement pour constater qu'elles ne vont pas de conserve, ce qui serait le cas si les deux avaient été bien calibrées (c'est-à-dire si leur traitement avait été effectué de sorte à ce qu'elles se superposent bien sur leur période commune).

Cette erreur élémentaire est inlassablement propagée par le discours alarmiste, qui affirme sans broncher que la hausse du niveau des mers était de 20 centimètres au ^{xx}e siècle et de plus de 30 centimètres aujourd'hui, et donc qu'il y aurait accélération. L'éventualité pourtant claire que celle-ci trouve sa source tout bêtement dans le changement de manière d'observer le phénomène n'est pour ainsi dire jamais évoquée. Un tel abus figure par exemple en toutes lettres dans un rapport officiel paru en 2015 en France sur la question¹⁰ (le gras figure dans l'original) :

Selon Church et White (2011), l'analyse des données marégraphiques sur la période 1901-2010 indique un taux moyen **d'élévation du niveau de la mer de $1,7 \pm 0,2$ mm/an**. (...) Sur la période altimétrique (1993-2014), le niveau marin s'est élevé en moyenne globale de **$3,2 \pm 0,4$ mm/an** (Nerem et al., 2010, Cazenave et al., 2014). Cette valeur, double de celle des dernières décennies, suggère une accélération récente de la hausse de la mer. Cependant, il faut souligner que cette accélération reste délicate à estimer compte tenu de la variabilité multidéennale du niveau de la mer (...).

En réalité, donc, la différence entre les taux moyens « suggère » surtout un artefact dû au changement de méthodologie. À moins de croire, bien sûr, que les marégraphes auraient subitement perdu toute fiabilité précisément à partir de 1994.

L'engloutissement des îles du Pacifique

Qu'il y ait ou pas accélération de la hausse du niveau des mers, il reste que la hausse elle-même existe. Sur la base de celle-ci, il nous est annoncé l'engloutissement prochain des îles du Pacifique de faible altitude. Les petits États insulaires de la région jouissent ainsi d'un statut de victime potentielle qui, quelques jours plus tard, leur permettra de peser d'un poids certain dans les négociations de la COP21. Avec un art consommé de la communication, l'ancien président maldivien Mohamed Nasheed avait organisé en 2009 un Conseil des ministres sous l'eau pour « alerter » sur le risque encouru par son pays. Les Maldives sont un emblème récurrent de ce risque de

submersion annoncé.

Les Maldives sont un ensemble d'un milliers d'îles, dont seules deux cents sont habitées en permanence, et dont l'altitude moyenne ne dépasse pas 1,5 mètre (l'altitude du point culminant n'est que de 2,4 mètres). Sachant que la mer va monter de plusieurs dizaines de centimètres au cours de ce siècle, un raisonnement rapide conduit à annoncer la disparition prochaine de quantité de ces îles.

Qu'en est-il en réalité ? Si le destin des Maldives était d'être progressivement avalées par la mer, nous devrions commencer à pouvoir l'observer. Un moyen simple de le faire consiste à comparer des photos d'il y a, disons, cinquante ans, avec des photos plus récentes, pour constater *de visu* les prémices de cet engloutissement.

De telles photos existent. Elles ne montrent *aucune* hausse du niveau marin aux Maldives. Le cas le plus frappant est celui d'un arbre en bord de mer, photographié dans les années 1950 à une altitude si faible qu'il aurait normalement disparu aujourd'hui si le raisonnement simpliste sur la submersion des Maldives avait quelque validité. Or cet arbre a pu être photographié de nouveau en 2001, à une distance de la plage qui montre que la mer ne s'en est pas significativement rapprochée¹¹.

Ceux qui doutent que l'on puisse tirer des conclusions sur la base de ce cas particulier ou de quelques autres du même genre seront toutefois peut-être intéressés par un autre aspect de la question : les Maldives disposent aujourd'hui de cinq aéroports, dont deux internationaux. Tous, donc, situé à environ un mètre d'altitude. Peut-être dira-t-on qu'à l'époque de la construction des premiers le risque de submersion était encore inconnu, ou lointain. On objectera tout de même que les aéroports en question sont toujours là aujourd'hui, y compris le plus ancien d'entre eux, sur l'île de Hulhulé, mis en service en 1960. Sans doute les investisseurs qui ont versé l'équivalent de 60 millions d'euros pour le racheter en 2010 lors de sa privatisation n'ont-ils pas été dupes des annonces catastrophistes sur l'engloutissement programmé des Maldives. Ces annonces n'inquiètent pas davantage les propriétaires des aéroports de Hanimaadhoo (devenu international en 2012 et situé à un mètre d'altitude), de Villa (mis en service en 2011), et des quelques autres que compte le pays. En juin 2009, ce sont pas moins de onze nouveaux aéroports dont la construction a été programmée par le gouvernement maldivien, quelques mois seulement avant la fameuse conférence climat de Copenhague, qui fut l'occasion de tant de déclarations angoissées sur l'avenir des îles du Pacifique. Un cas d'école.

Qui n'a jamais vu une photo montrant la banquise « qui fond », parfois accompagnée d'ours polaires « en voie d'extinction » ? C'est toute la force de la suggestion : désormais, dès que nous voyons un morceau de glace polaire, nous imaginons immédiatement qu'il est en train de fondre. Nous n'en savons rien, bien entendu – peut-être même la glace était-elle en train de se former au moment de la prise de vue –, pourtant l'image « parle d'elle-même. »

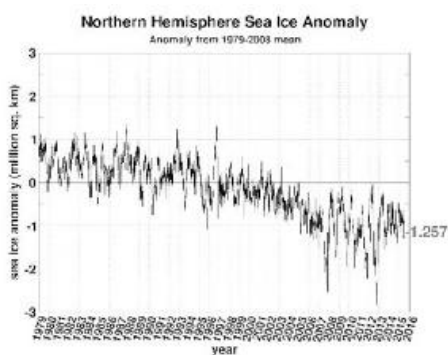
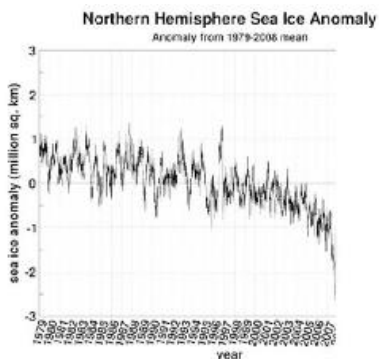
Là encore, il y a un monde entre les représentations et la réalité, et un gouffre entre le « record » annoncé par Hollande et les observations.

Donnons tout de suite l'élément principal justifiant l'alarmisme au sujet de la banquise : oui, en Arctique, la glace de mer a plutôt diminué ces dernières années. Toutefois, il y a tant de bémols à apporter à ce constat que l'on ne voit guère ce qui justifierait une quelconque inquiétude.

Tout d'abord, le phénomène demeure relatif. En 2007, lors de son discours de réception du prix Nobel de la paix, Al Gore avait pronostiqué une fonte complète à l'horizon 2013. Force est de constater qu'on en est encore loin, et même très loin : encore près de six millions de kilomètres carrés en 2015 lors du dernier minimum estival, soit pas loin de dix fois la taille de la France.

Il faut s'y résoudre, ce n'est pas demain que nous ferons du ski nautique au pôle Nord. Sera-ce après-demain ? Il est toujours possible de prolonger une courbe pour annoncer des catastrophes. Le procédé est d'autant plus abusif ici que nous avons extrêmement peu de recul sur la question. À l'échelle climatologique, les données qui permettent de quantifier précisément l'état de la banquise sont très jeunes (une trentaine d'années), si bien qu'il est impossible de dire dans quelle éventuelle tendance de long terme s'inscrit l'évolution récente. Aucune observation ne permet d'établir la variabilité de la banquise à l'échelle séculaire, personne ne peut même affirmer avec certitude que la banquise est moins étendue aujourd'hui qu'il y a quelques siècles.

S'alarmer de la baisse actuelle est donc pour le moins excessif et prématuré. D'ailleurs, alors que la banquise arctique s'est effectivement réduite dans les années 2000, cette baisse a cessé depuis maintenant plusieurs années. En tout cas, les courbes disponibles ne montrent nulle trace du soi-disant « record de fonte de 2015 » pourtant annoncé par Hollande à la face du monde.



À gauche : évolution de la banquise arctique jusqu'à fin 2007, date où Al Gore et le GIEC reçoivent le prix Nobel de la paix.

À droite : évolution complétée jusqu'à fin 2015.

(Source : Cryosphere Today,
Arctic Climate Research at the University of Illinois)

On parle en général fort peu de la glace de mer au pôle Sud et, comme souvent s'agissant de climat, ce dont on ne parle pas est précisément ce qui est le plus dérangeant. En effet, alors qu'au Nord la glace de mer a un peu diminué, au Sud elle augmente. Beaucoup. L'année 2014 a vu un record absolu d'extension avec plus de vingt millions de kilomètres carrés : voilà donc enfin un « record », même ce n'est pas vraiment celui que Hollande imagine...

Il est intéressant aussi de noter que les comportements opposés des deux pôles se compensent à peu près. En cumulant les glaces de mer du Nord et du Sud, on obtient une courbe qui oscille entre 15 et 23 millions de kilomètres carrés (selon un rythme saisonnier). L'anomalie, c'est-à-dire l'écart journalier entre l'aire totale et la moyenne observée pour la même date sur une période conventionnelle de référence, montre une stabilité assez remarquable depuis 1979 et les premiers relevés satellites. Les fluctuations restent toujours de l'ordre du million de kilomètres carrés, sans aucune tendance haussière ou baissière. Un vague décrochage, limité et très erratique, s'est bien produit entre 2006 et 2013, mais au vu des données pour 2014 et 2015, ce court épisode n'apparaît comme rien de plus qu'une bizarrerie sans conséquence, qui reflète surtout le caractère « bruité »

de la courbe.

Les ours polaires

Les ours polaires sont le symbole émotionnel de la « terrible fonte de la banquise arctique ». Pourtant, ces beaux animaux ne semblent pas particulièrement préoccupés de nos angoisses existentielles à leur sujet. Leur population, après être passée par un creux préoccupant au milieu du ^{xx}^e siècle en raison d'une chasse excessive, a considérablement augmenté depuis, au point qu'il a même été question, à la fin des années 1990 (c'est-à-dire avant que les ours polaires deviennent l'emblème que nous connaissons), d'en réautoriser partiellement la chasse. Les données chiffrées disponibles doivent être prises avec des pincettes tant le dénombrement des ours polaires est affaire délicate, mais il semble que, d'environ 5 000 au milieu du ^{xx}^e siècle, la population totale soit passée à plus de 20 000 au début du ^{xxi}^e.

Parfaitement adaptés à leur milieu, les ours polaires ne sont concernés que de loin par la diminution du minimum de banquise qui se produit à la fin de l'été. Ce qui compte surtout pour eux est de pouvoir se nourrir au printemps¹². En admettant même (ce qui est loin d'être évident) que leur capacité à se nourrir serait directement corrélée à l'étendue de glace de mer, il se trouve que l'état printanier de la banquise ne montre que très peu de variations d'une année sur l'autre. À l'évidence, donc, et n'en déplaise à Brigitte Bardot, les ours polaires trouveront encore longtemps à se nourrir des bébés phoques dont ils sont si friands.

Chapitre 4

Aux sources de la guerre (1^{er} décembre 2015)

« Quelle meilleure riposte contre ceux qui veulent détruire notre monde que de faire tout ce que nous pouvons pour le sauver ? »

Barack OBAMA, 1^{er} décembre 2015¹

Dans sa conférence de presse donnée à Paris avant son départ de la COP21, le président des États-Unis réaffirme une nouvelle fois le lien entre terrorisme et climat. Le syllogisme est bien rôdé : lorsque le climat change les choses empirent et donc les gens se radicalisent. Voilà comment, par la grâce d'une chaîne causale pour le moins hardie, en réduisant nos émissions de gaz à effet de serre nous limitons les risques de revivre les attentats de 2015 à Paris. La veille, de nombreux chefs d'État ont proposé ce type d'argument dans leurs discours.

Même les plus acharnés défenseurs de ce raisonnement fort contestable concèdent que l'évolution du climat ne saurait être la cause unique du terrorisme de ces dernières années. Néanmoins, tout comme il est logiquement impossible de démontrer que l'homme n'est pour rien dans l'évolution du climat, il n'est pas possible non plus de prouver que les « dérèglements climatiques » ne seraient pas au moins un élément d'explication au développement d'organisations terroristes. Il ne reste donc qu'à déclarer la limitation des émissions de gaz à effet de serre nécessaire par précaution, et le tour est joué. Avec, au besoin, l'argument facile : qui donc oserait nier que nous devons tout mettre en œuvre contre le terrorisme ?

Le cas de la Syrie a été particulièrement exploité en 2015, notamment depuis l'afflux de migrants en Europe et l'existence persistante de Daech. Il nous a été expliqué à l'envi qu'une grave sécheresse a ravagé les récoltes du pays, provoquant un exode rural,

lequel aurait conduit aux troubles à l'origine de la guerre civile puis, *in fine*, à la migration massive que nous connaissons ainsi qu'à l'essor de l'État islamique.

Mettre ainsi en exergue une telle chaîne de causalité, fût-elle reconnue comme partielle, ne peut se faire à la légère. Cela engage notre compréhension d'un sujet sur lequel toute erreur d'appréciation peut avoir des effets dramatiques, pour les victimes mais aussi pour les troupes actuellement engagées dans le conflit et pour lesquelles une connaissance la plus complète et la moins biaisée de la situation est une nécessité stratégique. Voilà pourquoi il est non seulement légitime mais nécessaire de se demander si cela vaut vraiment la peine de prendre en considération un éventuel lien entre « changement climatique » et tragédie syrienne.

La réponse est non. La sécheresse invoquée n'a pas pu jouer un rôle davantage que marginal dans l'enchaînement des événements. Bien des facteurs autrement décisifs suffisent amplement à expliquer ce qui s'est passé.

Climat implique terrorisme ?

Lorsque les premiers troubles éclatent en Syrie début 2011, ils ne font que s'ajouter à la longue liste des révoltes du « Printemps arabe » initiées en Tunisie quelques mois plus tôt. Diverses réformes qui devaient permettre un développement et une modernisation du pays avaient échoué. Manquant de cadres dirigeants suffisamment compétents, fortement pénalisé par des sanctions décrétées par les puissances occidentales en 2003 en raison de ses liens avec des organisations terroristes, gangrené par la corruption, le pays échoue à se transformer pour faire face aux nouveaux défis qui se présentent, notamment l'accroissement considérable de sa population (qui a quadruplé en un demi-siècle)². Pour des raisons d'économie, tout un pan de la politique sociale traditionnelle prend fin dans les années 2000, notamment celui qui consistait à vendre aux habitants le pétrole produit localement à un prix largement inférieur à celui du marché. La fin de cette subvention étatique, qui s'explique également par la crainte d'un épuisement prochain de la production, conduit à une flambée des cours : le prix de l'essence est multiplié par sept entre 2005 et 2008, tandis que celui du diesel triple entre 2007 et 2008, avec les conséquences catastrophiques que l'on imagine pour les exploitants agricoles³.

Outre la flambée du prix de l'essence et du diesel, l'agriculture syrienne doit se contenter d'un système d'irrigation qui, malgré des tentatives de modernisation, demeure particulièrement inefficace. La qualité défectueuse des conduits de distribution conduit à des

pertes de plus de 50 %⁴. L'eau n'est même employée qu'une seule fois en général, alors qu'un meilleur système permet une utilisation multiple (jusqu'à six fois en France pour l'eau d'une rivière). Enfin, la situation géopolitique fait que l'approvisionnement hydrique du pays est un problème qui va croissant : d'un côté, une guerre contre Israël en 1973 a privé la Syrie du plateau du Golan, « château d'eau » stratégique où se trouvent les sources du Jourdain et du lac de Tibériade. De l'autre, la politique de développement agricole de la Turquie exacerbe le problème du partage des eaux du bassin de l'Euphrate.

La sécheresse de 2007-2009

C'est dans ce contexte très dégradé que survient la sécheresse qui fait les gros titres encore aujourd'hui. (Les dates qui la bornent ne sont pas les mêmes selon les auteurs, certains allant jusqu'à évoquer une période allant de 2006 à 2011.)

Vu de loin, il ne semble pas déraisonnable de penser qu'une situation climatique défavorable pourrait avoir été un élément déclencheur de la crise qui couvait. N'oublions pas toutefois qu'évoquer une sécheresse en Syrie est un peu comme parler d'un cyclone en Floride ou d'un tremblement de terre au Japon : il s'agit d'un phénomène naturel aussi grave que courant. Selon une estimation, entre 1961 et 2009 près d'une année sur deux a vu une sécheresse quelque part dans le pays. Le nombre d'années de sécheresse a été compris entre treize et vingt-et-un selon les régions, soit entre une année sur quatre et près d'une année sur deux. En moyenne, une sécheresse dure quatre ans et demi, cette durée pouvant grimper jusqu'à près de dix ans dans certaines zones. Parmi les sécheresses particulièrement remarquables, on peut mentionner celle des années 70, qui a frappé plus de 85 % du territoire et a duré une décennie. Plus récemment, celle de 1999-2001 a laissé un souvenir extrêmement douloureux.

La sécheresse faisant partie du paysage climatique syrien depuis toujours, on ne voit *a priori* pas pourquoi l'une d'elles devrait se voir attribuer un rôle particulier dans la marche de l'histoire du pays, à moins peut-être d'être d'une sévérité particulière. Est-ce le cas de la sécheresse de 2007-2009 ? Des chercheurs ont récemment calculé un indice de sécheresse⁵ séparément pour chacune des cinq zones climatiquement homogènes du pays, à partir des données disponibles entre 1961 et 2009 et qui incluent notamment les précipitations et l'humidité. Sur la période 2007-2009 qui nous intéresse, l'indice des deux zones les plus fertiles est resté dans la norme⁶. C'est le cas aussi pour les deux zones qui suivent dans l'ordre croissant d'aridité, hormis

pour l'année 2008 où l'indice montre effectivement un état de sécheresse, sans toutefois que celle-ci doive être considérée comme sévère. Seule la zone la plus aride a connu une situation vraiment difficile en 2008, qui reste toutefois comparable en intensité aux épisodes antérieurs de 2000, 1978 et 1973.

En termes climatiques, l'importance de cette sécheresse de 2007-2009 ne doit donc pas être surévaluée. En revanche, nous l'avons vu, l'appareil agricole syrien était particulièrement fragilisé à ce moment-là, à la fois à cause de son obsolescence et par la brusque hausse des cours du carburant.

C'est cette conjonction de problèmes qui, bien plus que la seule sécheresse, explique les graves problèmes d'approvisionnement qu'a connus le pays et qui, eux, ont effectivement contribué à la dégradation de la situation économique et politique. Sans compter, bien sûr, les autres facteurs sociétaux qui ont joué un rôle tout aussi essentiel.

Plus de sécheresses ?

Même si la sécheresse de 2007-2009 n'est pas à elle seule un élément majeur d'explication, peut-on toutefois imaginer que, sous l'effet du « dérèglement climatique », les sécheresses en Syrie deviendraient plus fréquentes, contribuant de manière diffuse à l'affaiblissement du pays ? L'évolution depuis cinquante ans de l'indice de sécheresse ne permet pas de le prétendre. Dans les trois zones les plus arides ne s'observe aucune tendance, ni à la hausse ni à la baisse. Les deux zones plus fertiles, de tailles comparables, montrent, elles, des évolutions opposées, avec une tendance favorable dans la zone la plus fertile et défavorable dans l'autre. Les deux se compensent à peu près.

Le tableau de la situation ne laisse donc aucune place au « dérèglement climatique » pour expliquer la crise syrienne. La solution à apporter aux problèmes récurrents posés par la sécheresse n'est certainement pas de chercher à modifier le climat. Elle réside plutôt dans la modernisation des infrastructures du pays, dans la diversification de son économie ou encore dans le développement d'un système d'assurance agricole adapté aux conditions locales.

Face à l'évidence, même la sentinelle carbocentriste qu'est le *Guardian* a finalement ouvert ses colonnes⁷ à Mike Hulme (professeur en changement climatique, université d'East Anglia) et Jan Selby (professeur en relations internationales, université du Sussex) qui, dans un article commun, ont explicitement dénié toute importance significative à la sécheresse de 2007-2009 dans le déclenchement de la

guerre civile syrienne⁸.

L'on ne saurait trop conseiller à ceux qui ne sont pas convaincus d'aller demander aux migrants syriens arrivés sur notre sol les causes de leur exode. Quoi qu'en pense Barack Obama, je doute fort qu'il s'en trouve beaucoup pour évoquer le dérèglement climatique.

Fait significatif : en amont de la COP21, la Syrie est l'un des rares pays à ne pas avoir présenté sa proposition de contribution nationale aux efforts requis par la politique climatique, ni pour les objectifs d'atténuation ni – et c'est là le point le plus notable – pour les objectifs d'adaptation, lesquels « visent à réduire la vulnérabilité des systèmes naturels et humains aux effets des changements climatiques réels ou prévus. » La Syrie a probablement jugé qu'elle avait plus important à faire que de danser pour faire tomber la pluie.

Chapitre 5

Le rapport que personne n'a lu (2 décembre 2015)

« Paris va devoir faire face à des événements climatiques extrêmes comme les crues et des étés de plus en plus chauds. »

Célia BLAUDEL (maire adjointe de Paris), 2 décembre 2015¹.

« Jour de la résilience », ce troisième jour de la COP21 est l'occasion pour une vingtaine de grandes villes du monde de faire parler d'elles, avec une annonce fracassante : leur engagement commun de consacrer 10 % de leur budget annuel à l'adaptation aux risques climatiques². Pour Paris, un calcul à partir du budget primitif 2015³ montre qu'une telle promesse correspond à plus de sept cent millions d'euros par an, c'est-à-dire près de la moitié de l'ensemble des dépenses d'investissement annuelles de la ville.

Un engagement aussi énorme ne peut être pris qu'avec des éléments solides qui montrent que les « dérèglements climatiques » des prochaines décennies sont porteurs de risques considérables.

Ces risques, l'équipe municipale ne les a pas inventés. Ils sont exposés en détails dans un rapport⁴ remis en 2014 par Jean Jouzel, alors vice-président du groupe scientifique du GIEC, à Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie. Intitulé *Le Climat de la France au XXI^e siècle*, ce rapport vise, selon l'introduction, à « fournir une analyse du changement climatique en France au XXI^e siècle » à partir de deux modèles climatiques régionaux. Il accompagne un site Internet⁵ qui permet à chaque collectivité territoriale de se faire une idée détaillée de ce qui l'attend. Rédigé sous la direction du plus respecté des climatologues carbocentristes français par cinq chercheurs, publié sur le site du ministère, il est de cette catégorie de rapports dont on peut exiger toutes les garanties quant au sérieux scientifique de ses analyses.

Concluant à une possible augmentation des températures estivales de plus de 5 °C d'ici la fin du siècle en métropole, ce rapport a été, selon une habitude bien ancrée, annoncé en fanfare par l'ensemble de la presse nationale, qui n'a pas manqué l'occasion de distiller une nouvelle fois le message sur l'« urgence climatique ». De façon tout à fait malencontreuse, il n'a visiblement pas été question pour les commentateurs, tous acquis à la bonne cause, de faire autre chose que des citations serviles. L'absence totale de réactions critiques de la part de ceux, nombreux, qui auraient été en position de les faire m'autorise à penser que j'ai été le seul à lire ce rapport sans complaisance de principe. Pourtant, sachez-le : c'est sur ce rapport et son site associé que se fondent probablement les débats sur le climat qui agitent le conseil municipal de votre commune, à Paris ou ailleurs.

Pas trop technique, sa lecture est accessible à quiconque est disposé à faire un minimum d'efforts. Il n'est pas non plus trop long, d'autant que ses soixante pages se réduisent à peu de choses une fois retirés un certain nombre d'éléments superflus (par exemple, le résumé y apparaît deux fois). Sa lecture critique est donc un excellent moyen pour tester si la confiance aujourd'hui volontiers accordée à nos experts du climat est toujours légitime ou non.

En ce qui concerne ce rapport, la réponse est non. Incohérences et contradictions internes s'y repèrent au premier coup d'œil. À moins d'être particulièrement allergique aux chiffres, chacun peut facilement se rendre compte de ses énormes lacunes qui, c'est le moins qu'on puisse dire, en affaiblissent considérablement la portée. Comme il ne s'agit pas, ni ici ni ailleurs, de demander au lecteur une confiance aveugle, je ne saurais trop lui conseiller, en parallèle à la lecture de ce qui suit, de consulter le rapport lui-même pour se faire sa propre idée sur ce texte et sur la pertinence de mes critiques.

Des désaccords affichés

Le tableau ci-dessous, qui figure en page 17 du rapport, indique les résultats des simulations d'évolution de température en France métropolitaine des deux modèles climatiques régionaux sur lesquels il se fonde (WRF et Aladin-Climat), aux horizons 2021-2050 d'une part et 2071-2099 d'autre part. Il y a des simulations pour les étés et pour les hivers selon différents « scénarios » (ou « trajectoires »). Ces derniers, appelés RCP (*representative concentration pathways*), envisagent chacun une évolution possible des émissions à venir de gaz à effet de serre :

- RCP2.6 : des mesures rapides et drastiques sont prises à l'échelle mondiale pour limiter les émissions.
- RCP4.5 : scénario intermédiaire.

- RCP8.5 : situation *business as usual*, où aucune limitation n'est entreprise.

Le tableau suivant résume les écarts de température par rapport à la moyenne de référence 1976-2005, pour chacun des modèles et scénarios, en moyenne aux horizons 2021-2050 et 2071-2100.

TEMPERATURE		C25	WRF	Aladin-Climat	C75
HIVER					
2021-2050	RCP 2.6	+0,4 °C	Indisponible	+0,6 °C	+1,3 °C
	RCP 4.5	+0,3 °C	+1,3 °C	+0,8 °C	+1,4 °C
	RCP 8.5	+0,5 °C	+0,8 °C	+1 °C	+1,6 °C
2071-2100	RCP 2.6	+0,4 °C	Indisponible	+0,9 °C	+1,4 °C
	RCP 4.5	+0,8 °C	+2 °C	+2 °C	+2 °C
	RCP 8.5	+1,9 °C	+3,6 °C	+3,4 °C	+3,4 °C
ETE					
2021-2050	RCP 2.6	+0,7 °C	Indisponible	+1,2 °C	+2 °C
	RCP 4.5	+0,6 °C	+1 °C	+1,3 °C	+1,9 °C
	RCP 8.5	+0,9 °C	+0,6 °C	+1,2 °C	+2 °C
2071-2100	RCP 2.6	+0,6 °C	Indisponible	+1,3 °C	+2 °C
	RCP 4.5	+1,4 °C	+1,2 °C	+2,9 °C	+2,9 °C
	RCP 8.5	+3,2 °C	+2,6 °C	+5,3 °C	+5,1 °C

Laissons de côté les colonnes C25 et C75 pour nous concentrer sur celles des modèles du rapport, WRF et Aladin-Climat, qui vont avoir de quoi nous étonner.

Tout d'abord, les deux modèles proposent des prévisions pour la période 2021-2050 dont l'harmonie n'est pas la qualité première. Dans le cas du scénario *business as usual* (RCP8.5), faut-il croire que les étés seront de 0,6 °C plus chaud comme l'annonce WRF, ou de 1,2 °C selon ce qu'en dit Aladin-Climat ? Pour les hivers du scénario intermédiaire RCP4.5, à quelle valeur faut-il se fier : + 1,3 °C, ou + 0,8 °C ? Ce genre d'écart est tout à fait considérable s'agissant de prévisions pour une période si proche de nous qu'elle pourrait sans problème s'appeler « demain ».

À l'horizon 2070-2099, les deux modèles s'accordent raisonnablement bien pour les hivers. Que dire en revanche des étés où, pour le scénario intermédiaire, l'un propose + 1,2 °C là où l'autre annonce + 2,9 °C ? Enfin, pour les étés toujours, mais avec cette fois le scénario *business as usual* (RCP8.5), la divergence entre les deux modèles devient caricaturale : + 2,6 °C pour l'un, + 5,3 °C pour

l'autre.

Bien que fort préoccupant pour la fiabilité de l'ensemble, ce n'est pourtant pas cet écart majuscule qui a été retenu par les commentateurs, mais la seule valeur de « + 5,3 °C en été en France en 2100 », qui a permis bien des titres chocs dans la presse.

Les deux modèles mis en œuvre par deux équipes de chercheurs ne sont donc pas d'accord entre eux sur les températures, du moins pas assez pour prétendre en tirer un rapport officiel susceptible d'orienter une politique publique.

Il y a pire : le tableau précédent montre aussi que les deux modèles ne sont même pas cohérents... avec eux-mêmes. En effet, selon la théorie en vigueur, plus de gaz carbonique implique plus de réchauffement. Un modèle climatique suivant ce principe devrait donc proposer un réchauffement de plus en plus important au fil des scénarios où augmentent les émissions de CO₂. Tel n'est pas le cas sur le tableau précédent. S'il faut convenir qu'Aladin-Climat n'est en porte-à-faux qu'une seule fois avec ce critère (pour les étés de la période 2021-2050), et ce de façon limitée (un dixième de degré en moins en passant de RCP4.5 à RCP8.5), le modèle WRF, en revanche, le viole à deux reprises de façon manifestement excessive pour la période 2021-2050, pourtant la plus proche de nous. Les hivers passent de + 1,3 °C à + 0,8 °C avec *plus* de CO₂ : contradiction ! Les étés passent de + 1 °C à + 0,6 °C, de nouveau avec *plus* de CO₂ : contradiction !

Un rapport qui perd le nord

Avec des images plutôt que par des nombres, ces problèmes prennent encore plus de relief. Voici, tiré du rapport, l'équivalent visuel de la dernière ligne du tableau précédent, sur les températures estivales à l'horizon 2070-2099 dans le cas du scénario RCP8.5 :

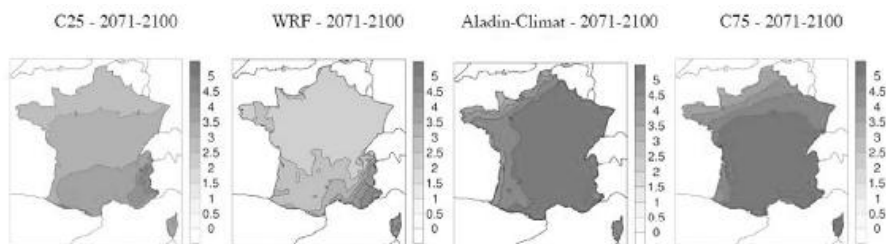


Figure 7: Écarts de température estivale (°C) en France relativement à la référence 1976-2005, pour le scénario RCP8.5, aux horizons 2021-2050 et 2071-2100. Pour chaque ligne, de gauche à droite : 25^e centile de l'ensemble, WRF, Aladin-Climat, 75^e centile de l'ensemble.

Comme on le voit sans peine, les simulations de WRF et d'Aladin-Climat (figures centrales) produisent des résultats complètement différents, à la fois en termes d'amplitude du réchauffement (ce que nous savions déjà) et de répartition. Ainsi, pour WRF, la France métropolitaine se réchauffe d'environ 2 °C dans sa moitié nord, un peu plus dans sa moitié sud, avec une pointe à + 5 °C localisée autour de Nice. Pour Aladin-Climat, en revanche, c'est pratiquement toute la métropole qui se réchauffe de plus de 5 °C, la hausse étant plus modérée sur le littoral Atlantique et le long de la Manche. L'explication qui accompagne cette figure ne manque pas de sel (le gras figure dans l'original) :

« L'augmentation de la température moyenne estivale devient importante à l'horizon **2070-2099, en dépassant les 5 °C** (jusqu'à 7 °C pour les régions de l'Est) sur une large partie de la métropole pour le modèle Aladin-Climat. Notons que WRF simule un réchauffement peu marqué par rapport à l'ensemble de nos simulations, et que tous les modèles s'accordent sur la **répartition croissante de l'augmentation de température selon un axe Nord-Ouest/Sud-Est.** »

Lecteur, à vous de juger : trouvez-vous que l'augmentation de température suive « un axe Nord-Ouest/Sud-Est » sur les deux dessins concernés ? Moi pas. Mes yeux me disent très clairement que l'axe du réchauffement selon WRF est orienté Nord-Sud, et celui d'Aladin-Climat orienté Est-Ouest. Et, en-dehors de la singularité niçoise, je ne vois nulle ressemblance entre les deux et me perds en conjectures pour

comprendre comment un rapport officiel rédigé par des scientifiques peut présenter les choses comme il le fait.

Sur la figure précédente, voyons à présent les dessins de gauche et de droite. Intitulés C25 et C75, ils correspondent à des moyennes de simulations effectuées par des modèles européens. Rangeons ces simulations européennes par ordre croissant du réchauffement qu'elles proposent : celle à la limite des premiers 25 % correspond à C25, celle à la limite des 75 % à C75. En quelque sorte, C25 et C75 constituent des garde-fous, qui excluent les simulations proposant un réchauffement excessivement faible (inférieur au C25) ou excessivement fort (supérieur au C75). L'idée est qu'en principe, les simulations plus fines que doivent être WRF et Aladin-Climat (adaptées à l'échelle métropolitaine plutôt qu'européenne) devraient rester à l'intérieur de ces deux extrêmes – sans que, il est vrai, ce soit là une obligation statistique absolue. Heureusement d'ailleurs : WRF est en-dessous de C25 tandis qu'Aladin-Climat est au-dessus de C75 ! Comment le rapport explique-t-il ? Très simplement : il reste muet sur la question.

La liste des incohérences sur les températures est loin de s'arrêter là. Vous pourrez par exemple vérifier sur le rapport que, pour la période 2021-2050, le modèle WRF prédit que, avec *plus* de CO₂, il y aura *moins* de vagues de chaleur (comparer, sur les figures 13 et 14 (pages 29-30), les deuxièmes dessins des deuxièmes rangées), mais aussi... *plus* de jours de grand froid (comparer à nouveau, cette fois sur les figures 15 et 16 (pages 32-33), les deuxièmes dessins des deuxièmes rangées).

Les précipitations

Une autre partie du rapport qui mérite le détour concerne l'évolution des précipitations. Voici le tableau qui, en page 23, résume les prévisions des deux modèles.

Le tableau suivant résume les écarts de précipitations par rapport à la référence moyenne 1976-2005 (en mm/jour), pour chacun des modèles et scénarios, en moyenne aux horizons 2021-2050 et 2071-2100. Ces résultats doivent être pris avec précaution étant donnée la forte incertitude autour de l'évolution des précipitations. Par ailleurs, il s'agit de moyennes sur toute la France de valeurs susceptibles de montrer des différences régionales importantes.

PRECIPITATIONS		C25	WRF	Aladin-Climat	C75
HIVER					
2021-2050	RCP 2.6	-0,13	Indisponible	+0,21	+0,34
	RCP 4.5	-0,21	+0,07	+0,01	+0,32
	RCP 8.5	-0,16	+0,41	+0,20	+0,41
2071-2100	RCP 2.6	-0,19	Indisponible	+0,10	+0,39
	RCP 4.5	-0,8	+0,54	+0,11	+0,42
	RCP 8.5	-0,13	+0,85	+0,28	+0,54
ETE					
2021-2050	RCP 2.6	-0,27	Indisponible	~0	+0,11
	RCP 4.5	-0,40	+0,42	+0,36	~0
	RCP 8.5	-0,49	+0,08	+0,15	~0
2071-2100	RCP 2.6	-0,31	Indisponible	+0,05	+0,14
	RCP 4.5	-0,48	+0,15	-0,16	~0
	RCP 8.5	-0,70	+0,32	-0,38	-0,17

On appréciera comme il convient l'euphémisme nous enjoignant de prendre ces résultats « avec précaution ». Voyons par exemple le cas d'Aladin-Climat pour les hivers de la période 2021-2050 : nous découvrons non sans intérêt que les précipitations augmenteront de la même manière ou presque dans les deux scénarios extrêmes (+ 0,21 mm/j pour RCP2.6, + 0,20 mm/j pour RCP8.5), alors que le scénario intermédiaire RCP4.5 ne conduira, lui à aucune modification substantielle (+ 0,01 mm/j). Pour Aladin-Climat toujours, le même phénomène se produit pour les étés 2021-2050 : c'est le scénario intermédiaire qui débouche sur la situation la plus extrême. Les auteurs du rapport, qui se contentent dans le texte de recopier tel et tel chiffre du tableau, ne signalent pas cette bizarrerie.

Dans ce tableau, la comparaison entre les deux modèles français donne à nouveau à voir des désaccords considérables, dont le cas des étés 2071-2099 est le plus frappant : les modèles ne sont même pas d'accord sur le signe de la tendance. Selon que vous souhaitez plus ou

moins de pluie pour l'avenir, choisissez l'un ou l'autre.

Tant de questions sans réponses

Un autre exemple de l'étrange manque de curiosité des auteurs sur leurs propres données apparaît sur la figure 23, page 50, que voici :

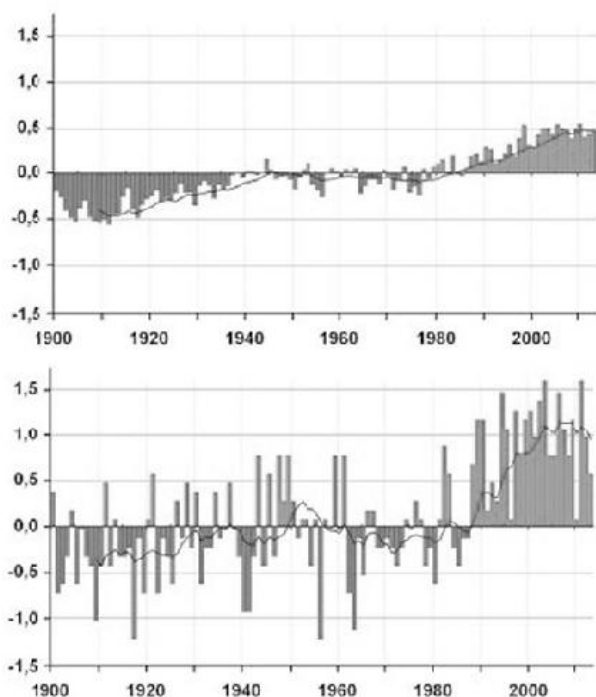


Figure 23: Anomalies de température moyenne annuelle entre 1900 et 2013 en moyenne à l'échelle de la planète (haut) et en moyenne à l'échelle de la France métropolitaine (bas). Ces anomalies représentent des différences par rapport aux moyennes correspondantes de la période 1961-1990 et sont exprimées en °C. Les traits continus noirs représentent l'évolution des moyennes décennales.

Dans le rapport, cette figure a principalement pour fonction d'illustrer qu'« À l'échelle de la France, une importante variabilité interannuelle, d'origine naturelle, aléatoire et imprévisible masque le signal de changement climatique de long terme. » En d'autres termes, les fluctuations ponctuelles de température à grande échelle (la Terre entière) se compensent mieux qu'à petite échelle (la France), ce qui se traduit par le fait que les écarts de température sont plus marqués pour la France prise isolément que pour la planète dans son ensemble, bien que la tendance profonde soit la même dans les deux cas.

Il faut croire que, devant cette figure, pas un de nos six climatologues signataires du rapport n'a observé un fait qui frappera

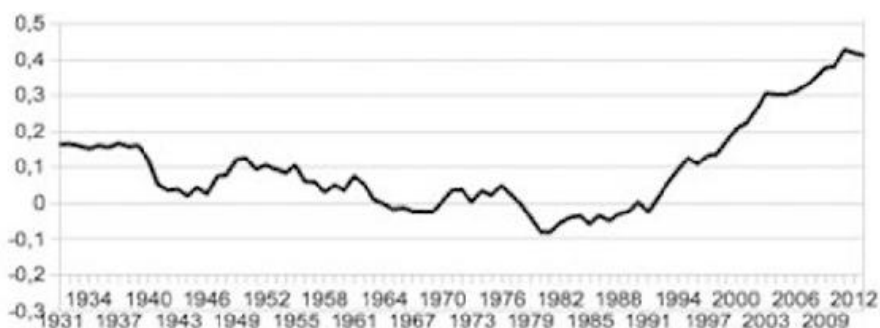
pourtant facilement n'importe qui capable de comparer deux courbes. Laissons de côté les bâtons pour nous concentrer sur le trait continu qui passe à l'intérieur de chacun des deux histogrammes. Comme l'indique la légende de la figure, il s'agit des courbes « lissées » sur dix ans, c'est-à-dire où chaque point représente non pas la valeur de la température de l'année correspondante, mais la moyenne des températures des dix années précédentes. L'intérêt de ce lissage est qu'il gomme les fluctuations passagères et permet de mieux voir l'évolution profonde.

Or ici, que voyons-nous ? Que jusque dans les années 1980 les deux courbes, sans évidemment être strictement superposables, ne s'écartent jamais beaucoup l'une de l'autre (le plus grand écart se situe autour de 1950, avec environ un quart de degré), et qu'ensuite, les deux courbes se mettent à diverger considérablement, les températures françaises bondissant pour dépasser les températures mondiales de 0,5 °C, de façon tout à fait stable depuis maintenant une vingtaine d'années !

Voici, avec des moyennes sur trente ans plutôt que dix (les auteurs du rapport concèdent que « Les changements sont rapportés à des moyennes sur des périodes de trente ans », sans pour autant appliquer leurs propres préceptes pour la figure 23), la courbe donnant l'écart :

The French Hockey Stick

Écart en °C entre la France (Météo France) et le reste du monde (HadCRUT4)
(moyennes sur 30 ans)



Difficile de ne pas voir que l'écart a fait un bond tout à fait considérable depuis les années 80. À moins que la curiosité soit un vilain défaut, on aimerait bien savoir si les auteurs du rapport considèrent ce bond comme « aléatoire et imprévisible ». Mais là encore, le rapport reste muet.

Il serait trop long de présenter toutes les autres bizarreries et incohérences dont ce rapport est truffé. On pourrait remarquer que les courbes de température proposées selon les scénarios donnent à voir divers refroidissements aussi inattendus qu'inexpliqués. On pourrait observer combien les modèles français ont du mal à rester dans les marges d'erreur définies par les simulations européennes. On pourrait montrer, ce qui n'est pas le moins cocasse, que même si la France ne se réchauffe plus du tout jusqu'en 2050, une telle stagnation restera dans les marges d'erreur que les auteurs se donnent. Les précipitations, aussi bien en métropole qu'en outre-mer, pourraient faire l'objet de critiques tout aussi sévères. Seul le désir de ne pas assommer le lecteur me retient de poursuivre⁶.

Un parent encombrant

Un autre point d'importance mérite d'être évoqué : ce rapport de 2014 n'est pas le premier du genre. En 2005, un rapport voisin dans

l'esprit, intitulé *Changements climatiques : quels impacts en France ?*, a été publié, avec, entre autres auteurs, Hervé Le Treut, Jean Jouzel et Serge Planton⁷. Le premier est aujourd'hui directeur de l'IPSL (Institut Pierre-Simon Laplace), la grande structure de recherche carbocentriste française. Les deux derniers, quant à eux, sont également signataires du rapport de 2014. Dans ces conditions, il ne me semble pas excessif de dire qu'il y a une filiation entre les rapports de 2005 et de 2014, d'autant plus que la principale partie commune entre eux est le chapitre intitulé « Changements climatiques futurs en France », précisément écrit par Serge Planton.

Le rapport de 2005 a été élaboré pour le compte de Greenpeace, une organisation qui n'est pas précisément connue pour donner dans la demi-mesure s'agissant de l'alarmisme environnemental, qu'il soit climatique ou autre. Le militantisme anti-nucléaire historique de Greenpeace est intéressant à rappeler dans la mesure où l'IPSL a pour organisme de tutelle le Commissariat à l'énergie atomique. On s'en voudrait d'avoir le mauvais goût de s'étonner de cette si merveilleuse entente des contraires, et il est donc heureux que personne n'ait eu la détestable idée de se poser la question des origines et des motivations d'une telle coopération.

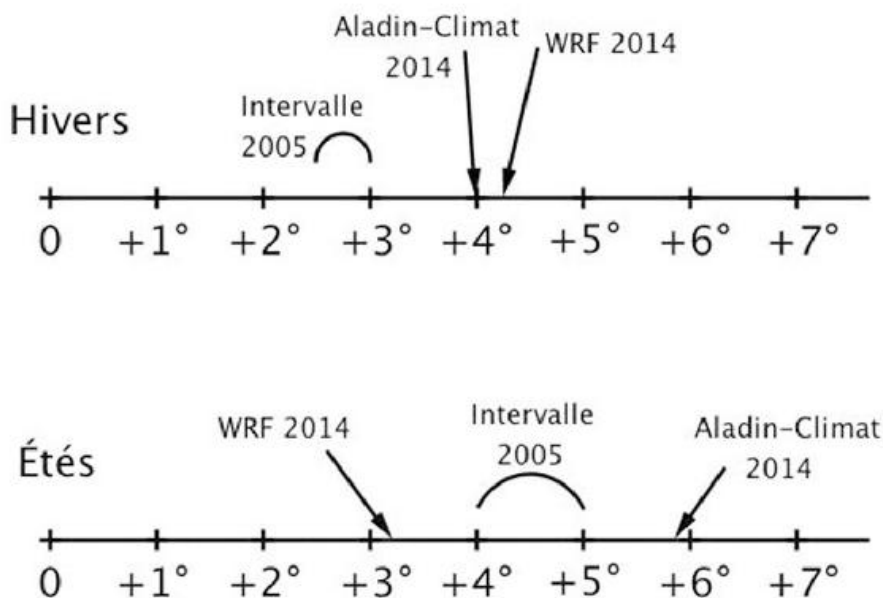
Que la fine fleur de la climatologie française ait accepté de publier un rapport pour une organisation comme Greenpeace est en soi étrange, mais les choses ne s'arrêtent pas là. La rédaction de ce rapport a été confiée à la société Climpack, aujourd'hui Climpack-Metnext, entreprise de droit privé qui, entre autres services, propose à ses clients des « études de stratégie en adaptation climatique ». Je ne doute pas que les spécialistes qui ont contribué à ce rapport se sont tenus à l'écart de toute espèce de conflit d'intérêts (en particulier l'un des deux co-auteurs du chapitre « Impact sur le tourisme », qui se trouve être membre d'un cabinet de conseil en politiques climatiques). Je ne suis toutefois pas sûr que la même indulgence eût été accordée à un éventuel rapport climatosceptique financé par, au hasard, une société pétrolière ou charbonnière.

Étant donné que les rapports de 2005 et de 2014 traitent de sujets voisins et qu'ils ont plus ou moins été rédigés par les mêmes personnes, il est légitime d'imaginer que les résultats de ces deux rapports devraient être eux-mêmes proches, d'autant plus qu'on ne lit ni en 2005 ni en 2014 un manque de confiance fondamental dans la capacité des modèles à prévoir l'avenir climatique du pays (malgré les multiples contradictions internes qui, nous l'avons vu, émaillent le rapport de 2014). Nous pouvons donc supposer *a priori* une certaine cohérence entre ces deux rapports.

Est-ce le cas ? Non.

En page 50 du rapport de 2005, Serge Planton indique que, selon

des simulations climatiques de Météo-France et de l'IPSL, l'augmentation typique de température en France pour la période 2070-2099 devrait être de 2,5 °C à 3 °C en hiver et de 4 °C à 5 °C en été pour le scénario climatique A2, scénario qui n'est plus utilisé aujourd'hui mais correspond de très près au scénario RCP8.5 (*business as usual*). On ne peut pas comparer directement ces valeurs avec celles qui apparaissent dans le rapport de 2014, car la température de référence n'est pas la même (elle est calculée sur la période 1960-1989 dans le rapport de 2005, et sur la période 1976-2005 dans celui de 2014). L'ajustement porte sur 0,6 °C, qu'il faut ajouter aux prévisions de WRF et Aladin-Climat de 2014 pour pouvoir comparer celles-ci avec ce qui était annoncé en 2005. Ces corrections faites, voici le bilan des comparaisons sous forme d'une figure.



Dans tous les cas, les prévisions de 2014 sortent des intervalles de celles de 2005. Et pas de façon marginale : environ un degré à chaque fois, en plus ou en moins ! Posons donc la question : entre le rapport de 2005 et celui de 2014, auquel doit-on se fier ? Et si la réponse est en faveur du plus récent, doit-on croire les prévisions de WRF ou d'Aladin-Climat ?

Ne doutons pas que les chercheurs aient des arguments à faire valoir pour expliquer tous ces problèmes. Même dans cette hypothèse, un reproche majeur demeure : aucune clé n'est donnée pour expliquer toutes ces étrangetés. Aucun moyen n'est fourni pour savoir à quel modèle (ou à quel rapport) il vaut mieux se fier pour telle ou telle question. Dans un rapport officiel publié par le ministère de l'Écologie et qui a vocation à orienter les politiques publiques, cela ne devrait pas se produire. Pour cette raison, j'estime que le rapport de 2014 doit être retiré et entièrement réécrit.

En attendant, nulle politique de la ville ne devrait se fonder dessus pour prévoir de consacrer 10 % de son budget annuel à l'adaptation

aux risques climatiques.

Chapitre 6

Si jamais Dieu existe (3 décembre 2015)

« On est dans la phase de maturation du texte. »

Ségolène ROYAL, 3 décembre 2015¹.

Il faut accélérer le processus, dit le président de la COP21 Laurent Fabius. Car comme de bien entendu les brouillons de projets se sont enchaînés, avec leurs cortèges de propositions entre crochets. Seule chose possible : mettre bout à bout ces fameux morceaux de phrases et reporter à plus tard le choix entre ces guirlandes de propositions contradictoires, quitte à prendre des décisions précipitées permettant des effets d'annonce qui seront bien vite reniés. De quoi rire, pour qui n'a pas peur du climat.

– Pardon m'sieur, vous êtes en train de travailler ?

La jeune femme qui m'aborda ainsi dans la salle d'attente de la gare tandis que, sur mon ordinateur, j'analysais l'état des négociations de la COP21, semblait fort inquiète. Surpris par la question dont je ne compris pas tout de suite la portée, je lui répondis que oui. Elle leva les yeux au ciel, lâcha un soupir désespéré et s'éloigna de quelques pas sans insister.

– Vous avez besoin d'aide ? compris-je enfin. Vous voulez consulter quelque chose sur Internet, peut-être ?

Elle se rapprocha pour me montrer son smartphone à l'écran cassé. Il ne fonctionnait plus, mais quelqu'un lui avait expliqué un moyen pour le réparer. La procédure était obscure, la jeune femme n'avait visiblement pas compris elle-même pourquoi elle pouvait fonctionner, mais tout ce qu'elle demandait était un ordinateur et une connexion. D'ordinaire méfiant quand un inconnu sollicite ce genre de choses, c'est cette fois moi-même qui, devant son visage éploré, insistai pour qu'elle en fasse l'usage approprié, quel qu'il fût, et tant pis pour

la COP21.

Mettre en place la réparation prit du temps et, quand enfin elle y parvint, l'ordinateur indiqua que le bouclage de la procédure prendrait une grosse demi-heure. Mon train partait dans une heure, celui de la jeune femme dans quarante minutes. Ce serait donc un peu juste, mais qui ne tente rien n'a rien.

Elle sortit un second téléphone de sa poche, plus rustique mais suffisant en attendant. J'essayai alors de ramener son angoisse à de plus justes proportions :

– C'est stressant, un smartphone en panne juste au moment de partir en voyage, n'est-ce pas ? Heureusement, vous avez quand même de quoi contacter vos proches, c'est l'essentiel.

– Oui, mais il va falloir que je fasse sans Snapchat.

Snapchat... Était-ce bien cette application qui permet de publier des photos sur Internet et qui les efface automatiquement au bout de quelque temps ? Elle me regarda, sidérée de voir que quelqu'un, dans le monde, semblait à peine connaître Snapchat.

– Bon, tentai-je encore pour l'apaiser. Ce n'est tout de même pas si grave de ne pas pouvoir se servir de Snapchat pour quelques jours. Il y a quelques années, ça n'existait même pas, alors que vous, si !

– Oui, mais maintenant, il y a Snapchat, et j'aime bien.

Je n'avais pas la prétention de juger cette jeune femme, seulement de la rassurer. J'ignorais alors que ce court dialogue qui s'achevait serait notre seul véritable échange, alors même qu'il allait se passer beaucoup d'autres choses bien plus importantes. Se détournant de moi, la jeune femme lança :

– Ma belle, est-ce que tu sais...

Cette étrange apostrophe s'adressait à une autre personne, assise non loin de nous. La jeune femme ne la connaissait pas, mais l'avait identifiée comme faisant partie de son monde. Puis-je sans risque écrire que les deux femmes étaient noires ? Toujours est-il que l'intuition de la jeune femme était bonne : malgré une certaine différence d'âge, les deux sympathisèrent aussitôt. Tandis que je n'arrivais plus qu'à faire semblant de m'intéresser aux deux cent cinquante options en suspens dans le brouillon qui devait servir de base à une ébauche d'accord pour la COP21 qui devrait être remis moins de quarante-huit heures plus tard, la jeune fille se livra à des confidences à celle qui avait accepté d'être sa grande sœur d'un soir.

Elle avait dix-huit ans. Elle était enceinte de deux mois et le vivait avec un naïf ravissement, aussi attendrissant qu'inquiétant pour l'avenir. Le père n'était pas au courant.

– Tu devrais lui dire.

– Je vois pas comment. À chaque fois que je l'appelle je l'engueule, c'est un connard. Un connard !

Avec patience, la dame expliqua l'importance d'un père pour un enfant. Elle eut les mots qu'il fallait. Ils n'avaient rien de bien extraordinaires, mais comme c'était elle qui les disait, ils firent mouche.

– Et toi, t'as des enfants ? lui demanda la jeune femme.

– Oui. Quatorze et neuf ans.

Plus tôt, elle avait révélé son âge à elle : trente-deux ans. Trente-deux moins quatorze font dix-huit. La jeune femme avait donc devant elle l'image presque exacte de ce qu'elle pourrait devenir elle-même.

– Et... t'es mariée ?

– Oui. Je suis mariée.

Un sourire fier accompagnait cette réponse.

Plusieurs fois par semaine, cette dame attendait son train comme ce soir-là, parfois trois ou quatre heures durant, dans cette salle d'attente à l'ambiance sinistre. Elle vivait une vie modeste de vendeuse et affirmait mettre un point d'honneur à toujours bien faire son travail. Et, donc, elle était mariée et avait deux enfants, sans doute déjà couchés à cette heure avancée.

Un être de lumière. Un ange à l'évidence envoyé par le destin pour qu'à la jeune femme déboussolée soit accordée la chance d'entendre, au moins une fois, des mots justes. L'exemple à suivre. Malheureusement un train fut annoncé, la dame se leva, salua et partit.

Mon ordinateur était plus lent que prévu à mener à bien l'opération qui devait sauver le smartphone. Il annonçait avoir encore besoin de huit ou neuf minutes sur les dix qu'il restait avant le départ du train de la jeune femme. Incidemment, celle-ci me parla de son billet de train. Elle l'ignorait, mais celui-ci n'était pas en règle.

– Allez vite sur le quai ! m'alarmai-je. Votre billet n'est pas valable, et pour les trains de nuit le contrôle a lieu avant la montée. Les agents risquent de ne pas vous laisser passer, vous devez tout de suite aller parler avec eux. Je vous rejoins.

Nous nous rendîmes sur le quai, elle devant et moi derrière avec mes sacs et tenant mon ordinateur ouvert resté relié au téléphone malade.

Comme je le craignais, la barrière de l'accueil en début de quai se révéla infranchissable pour l'infortunée voyageuse. Je m'attendais à un esclandre de sa part, mais il n'en fut rien. Elle renonça aussitôt, réservant sa colère aux murs de la gare, qui résonnèrent quelques instants de ses clameurs furieuses tandis qu'elle retournait dans la salle d'attente en maudissant la SNCF, les contrôleurs, les trains et les billets non valables. J'avais l'air tout à fait ridicule à la suivre comme un caniche sans raison apparente, encombré de mes deux gros sacs, de mon ordinateur et de cet appendice téléphonique que je prenais soin

de ne pas laisser tomber.

« Je m'en fous, je passerai la nuit ici, dans la salle d'attente ! Ils pourront toujours essayer de me faire sortir ! » clama la jeune femme en défiant le vide.

Devant elle se trouvait sa valise. Oubliée. Si les agents du train l'avaient laissée monter, elle serait partie sans.

Finalement, l'ordinateur annonça sa mission terminée. Hélas, pour quelque mystérieuse raison, le smartphone ne se ralluma pas comme espéré. Le destin n'avait pas voulu que j'accomplisse une bonne action ce soir-là, seulement que je sois témoin de ce que le monde peut produire comme misère ordinaire.

– Puis-je encore vous aider ?

– Non je ne crois pas, répondit-elle sans me voir.

Je coupai le cordon qui reliait le téléphone inerte à l'ordinateur, rendit à sa propriétaire ce qui lui appartenait, et enfin saluai avec compassion avant de me diriger vers mon propre train. Elle était déjà en conversation téléphonique avec une improbable amie qui, espérait-elle, l'aiderait à trouver un lieu où dormir.

J'ignore où cette jeune femme a finalement passé la nuit.

Comment un pays riche comme le nôtre, qui se targue de consacrer tant de moyens à l'éducation, à la jeunesse, à l'insertion, à la lutte contre l'exclusion, n'a-t-il pas su avoir pour cette personne une attention appropriée ? Cette jeune femme était vive, charmante, mais sans doute si habituée à la misère qu'elle n'était plus capable de faire une différence claire entre petits tracassés et grands malheurs.

Si jamais Dieu existe, puisse un lecteur attirer son attention bienveillante sur le cas de cette jeune femme et de son enfant à naître.

Cette histoire s'est produite le jeudi 3 décembre 2015 autour de 22 heures, dans la salle d'attente de la gare d'Austerlitz, à Paris. Que le lecteur me pardonne d'avoir éprouvé le besoin d'en faire état. Jusque-là rien ne m'avait jamais à ce point démontré combien la COP21 était vaine, futile et inutile.

De quoi faut-il avoir peur ?

Il est souvent demandé aux climatosceptiques de dire quels sont pour eux les « vrais problèmes », comme s'il était acquis que la fin du monde est proche et que la seule question en suspens est la manière dont elle surviendra. Laissez-nous avoir peur, semblent clamer ceux qui reprochent aux climatosceptiques de refuser l'idée d'un désastre climatique prochain.

Face à une telle question, la pente la plus naturelle, suivie par

beaucoup, consiste à faire montre de bonne volonté en proposant telle ou telle apocalypse alternative. L'un expliquera à quel point est crucial le problème de l'accès à l'eau potable, l'autre s'alarmera de la pollution, notamment dans les grands ensembles urbains, un troisième évoquera les problèmes d'approvisionnement énergétique, un quatrième la question des inégalités, et ainsi de suite. Indépendamment de ce qu'il faut penser de ces autres questions, leur mise en exergue permet d'être réintégré d'une certaine manière au discours dominant qui s'appuie avant tout sur la peur et la repentance.

À ce qu'il me semble, la peur du climat est de nature fondamentalement religieuse. Le parallèle avec la religion (principalement la tradition judéo-chrétienne) est si facile à dresser qu'il en est presque banal. Le récit climatique contemporain raconte en effet l'histoire d'une humanité pécheresse, qui se vautre sans retenue dans les futilités et devra un jour en rendre des comptes devant l'autorité supérieure, le dieu païen postmoderne : la Planète (à qui l'on donne même à cette occasion le nom révélateur de Gaïa, un dieu du panthéon grec). Pour éviter le pire, nous devons faire acte de repentance, renoncer aux plaisirs terrestres que nous ont procurés les développements industriels des deux derniers siècles, et trouver dans la frugalité carbonique la voie de la rédemption. Les multiples « compensations carbone » imaginées pour permettre aux plus riches de continuer à profiter de leurs avantages sans subir les foudres du clergé climatique ont tout des anciennes indulgences cléricales, aussi bien dans leur principe que dans leur pratique : bien souvent en effet, ces compensations carbone prennent la forme matérielle d'un simple chèque à l'ordre de tel ou tel organisme précisément dédié à la question climatique d'une façon ou d'une autre.

Outre ce parallèle classique (et à mon sens tout à fait pertinent), un lien fort entre les peurs climatique et religieuse est l'affirmation de leur caractère vertueux. La peur de Dieu ou du climat n'est pas de même nature que celles du croquemitaine ou de l'ennemi en armes : seule la première est positivement connotée. Marque de piété voire de sagesse, elle n'a rien du sceau de l'infantilité ou de la lâcheté dont sont frappées les secondes.

Le sens profond de la question « de quoi faut-il avoir peur ? » peut donc être que *nous désirons collectivement qu'un dieu se prépare à nous punir*. Le dieu des chrétiens étant mort au moins depuis Nietzsche, il faut lui trouver un remplaçant. En un sens, choisir le climat revient à ressusciter le Zeus grec, dont le célèbre foudre est un symbole parfait : une « arme climatique » qui punit les hommes de leurs mauvaises actions.

La piste est bonne, mais il ne faut pas s'arrêter en si bon chemin car, bien que l'on trouve ici où là quelques tentatives explicites pour

diviniser la planète, l'intérêt qu'elles suscitent ne dépasse guère la recherche d'un exotisme un peu vain – depuis quelques années, le *New Age* a tout de même pris un certain coup de vieux... En réalité, l'attribut a détrôné son propriétaire. Nous n'avons pas besoin du dieu qui punit, mais seulement de la punition elle-même. Nous pouvons nous dispenser de ressusciter Zeus, il nous suffit d'exhumer son foudre.

Cette religion postmoderne fondée sur une punition sans dieu punisseur tâche de se structurer comme un monothéisme, au sens où son clergé exige que le climat soit notre préoccupation première, voire unique, les autres peurs vertueuses n'en étant en définitive que des conséquences. Le dérèglement climatique est grand, et le GIEC est son prophète. À l'image du fameux poumon de Molière, tous nos problèmes sont, au fond, climatiques. On peut parier sans grand risque que les générations futures auront bien du mal à concevoir que tant de gens diplômés et écoutés au plus haut niveau aient pu sérieusement affirmer, en ce début de *xxi*^e siècle, que le terrorisme islamique, les réfugiés de Lampedusa, voire la prostitution ou l'obésité étaient en rapport avec les « dérèglements climatiques ».

Dans une telle perspective, la question « de quoi faut-il avoir peur ? » adressée à un climatosceptique est l'expression d'une tolérance religieuse. La question sous-jacente n'est pas exactement « quel est votre dieu ? » mais plutôt « en quel instrument punisseur croyez-vous ? » Or il est sans doute peu de climatosceptiques vraiment satisfaits de leur position de seul contre tous. Beaucoup d'entre eux (moi compris) voudraient sincèrement que leur opinion ne soit pas considérée comme hérétique. Beaucoup détestent qu'on les regarde comme des brebis égarées, voire des démons. Beaucoup, donc, sont tentés de saisir cette perche qui leur est tendue pour se racheter en affichant leur foi. Celle-ci ne pouvant être tout à fait quelconque – l'ombre de Zeus plane tout de même sur son foudre –, il est de bon aloi de ne pas trop s'éloigner des peurs environnementales. On aurait d'autant moins de raison de le faire que l'étal est fort bien achalandé : surpopulation, épuisement des ressources, chute de la biodiversité, chute des rendements agricoles... faites votre choix, messieurs-dames les climatosceptiques. Claude Allègre, pour ne citer que lui, a choisi l'acidification des océans au marché de la peur environnementale. Il s'est aussi affiché comme « vrai écologiste », un peu comme il aurait pu parler de la vraie foi.

Le choix de la peur

En réalité, il n'y a aucune raison d'avoir dans sa manche une réponse à la question de la « vraie peur légitime ». Le fait que les

croyants tolèrent plus volontiers les autres religions que l'athéisme n'est pas un argument pour se soumettre à une peur quelconque de punition collective.

Pour ce qui me concerne, je n'ai pas spécialement cherché à le faire, d'autant que la profusion même des Églises rend difficile un choix éclairé. Sans prétendre savoir laquelle serait l'expression de la vraie foi, je dois me contenter d'observer qu'aucune ne m'a encore converti. Poussé dans mes retranchements, forcé à dire d'une manière ou d'une autre « ce qui ne va pas dans le monde », j'en suis réduit à craindre et à déplorer des démons fort démodés, dont la banalité est hélas incompatible avec le souffle épique des « désastres climatiques » : la guerre, les tensions sociales, les malheurs individuels tels que la séparation ou le déclassement social, les futures filles-mères de dix-huit ans perdues gare d'Austerlitz... Voilà des satans que je redoute, des faiseurs d'apocalypses individuelles tristement réelles dont la somme est d'une ampleur qui n'a rien à envier à celle des catastrophes virtuelles auxquelles tant d'attention est aujourd'hui consacrée.

À présent que j'ai moi aussi sacrifié au rituel de la dénonciation de « ce qui ne va pas », puis-je risquer l'idée que, par ailleurs, le monde ne se réduit pas à un ensemble de malheurs ? Que l'action collective ne se réduit pas à « résoudre les problèmes » ? Qu'il y a des choses merveilleuses qui se passent sous nos yeux ? Que bien des indicateurs vont dans le bon sens ? Que de belles ambitions seront réalisées, dont nous aurons le bonheur de voir les effets de notre vivant ? Position risquée. À ne pas développer...

Chapitre 7

Les routes de la soumission (4 décembre 2015)

« L'association *Notre affaire à tous* réclame donc de l'État français que celui-ci s'engage à réduire de 25 % à 40 % les émissions de GES tel que recommandé par la communauté scientifique et qu'il mette en place le cadre juridique et réglementaire indispensable à la poursuite d'objectifs ambitieux en matière de lutte contre le réchauffement climatique. »

Notre affaire à tous, 4 décembre 2015¹.

Le 4 décembre est l'occasion pour une énième association inconnue au bataillon de se faire entendre à la COP21. Elle y annonce son intention de lancer une procédure contre l'État français, coupable selon elle de « carence fautive dans sa gestion de la problématique globale liée au changement climatique ».

Ces juristes et militants, jeunes pour la plupart, n'ont sans doute pas encore eu l'occasion de lire Montesquieu sur la nécessaire séparation des pouvoirs. Ils ont une autre excuse : quelques mois plus tôt, une initiative comparable aux Pays-Bas a débouché sur une condamnation du gouvernement néerlandais. Ce dernier ayant fait appel, il reste un espoir que l'action politique ne soit pas désormais contrainte à se dérouler au prétoire.

Une fiction revisitée

La complaisance accordée à ce type d'initiatives fait frémir tant elle rend crédible une possible alliance entre le militantisme environnemental, la science carbocentriste et une institution judiciaire qui se substituerait à un pouvoir politique jugé défaillant.

Comment se fait-il que tant de bastions naturels de résistance aux

excès du militantisme climatique, tant d'institutions regardées comme inexpugnables, puissent ainsi sembler si fragiles ? Une bonne explication du phénomène est proposée dans *Soumission*, le roman de Michel Houellebecq. L'histoire ne concerne pourtant nullement le climat². Pourtant, ce livre qui a tant fait parler de lui a beaucoup de choses à nous dire.

Par le biais du parcours intérieur torturé d'un professeur de littérature à la Sorbonne, *Soumission* raconte comment, dans une France imaginaire de 2022, un parti musulman en vient à prendre démocratiquement le pouvoir. Sans surprise, un tel sujet traité par un auteur connu pour ses prises de position critiques envers l'islam a conduit les commentateurs à s'intéresser surtout au caractère « prophétique » d'un roman dont, tragique hasard du calendrier, la sortie a eu lieu presque au même moment que les attentats de Paris du 7 janvier 2015. Ce n'est toutefois pas cet aspect qui est significatif ici mais un autre, qui semble n'avoir guère fait l'objet de commentaires. À ce qu'il me semble, la force du roman réside moins dans son décor d'étudiantes en burqa ou d'affrontements entre identitaires et partisans de la « Fraternité musulmane » que dans sa description clinique de la manière dont un fleuron de l'intelligence nationale peut s'abandonner sans résistance à des valeurs qui ne sont pas les siennes. La Sorbonne, haut-lieu historique de Mai 68 et incarnation du prestige intellectuel français, devient « université islamique ».

Dans une réalité parallèle, Houellebecq a une culture scientifique plutôt que littéraire. Le personnage principal de son roman n'est pas un spécialiste de Huysmans mais un paléoclimatologue. Le laboratoire où il travaille abandonne progressivement ses principes de prudence et de rigueur scientifique au profit de la « noble cause de la lutte contre le réchauffement climatique ». Non pas que lui ou ses collègues adhèrent vraiment aux certitudes du GIEC, mais ils s'y conforment par simple effet moutonnier, par une passivité collective au milieu de laquelle les velléités contestataires sont vite noyées sous l'afflux de financements nouveaux.

Dans une seconde réalité parallèle, Houellebecq est un militant. Son roman raconte comment l'ensemble de nos dirigeants se rallie à une politique climatique coûteuse, inefficace et illusoire. Le candidat de la Fraternité musulmane à l'élection présidentielle de 2022 cède la vedette à quelque théoricien de la *deep ecology*, auquel une divinisation de la planète tient lieu de programme politique.

Dans une troisième réalité parallèle, Houellebecq est journaliste. Il décrit dans son roman comment les éditorialistes des principaux médias, de toutes couleurs politiques, renoncent à leur esprit critique pour se livrer à la promotion permanente de la « cause climatique ». La rédaction du journal *Le Monde* et ses pages « Planète » y remplacent

la Sorbonne comme haut lieu de l'excellence.

En entendant, ce 4 décembre 2015, nos jeunes juristes inconnus faire le *buzz* à la COP21, l'on se demande s'il ne faut pas d'ores et déjà prévoir une quatrième réalité parallèle dans laquelle Houellebecq serait juriste. Son personnage y serait magistrat à la cour d'appel de Paris, il aurait parfaitement conscience que son rôle n'est pas de dire au Gouvernement ce que doit être sa politique climatique, mais choisirait tout de même de rester passif face à ce qui lui apparaîtrait comme un mouvement qui le dépasse.

Les Houellebecq de ces mondes parallèles doivent faire face à une difficulté particulière dans la rédaction de leur récit : s'agissant du climat, la réalité dépasse ce que la fiction peut normalement s'autoriser en termes d'exagération. Les hypothèses commodément présentées comme certitudes, symbolisées dans *Soumission* par l'affirmation hardie de la conversion de Rimbaud à l'islam, n'y ont rien de fictif ni de rare.

Par-delà les emprunts à la conjoncture et à un certain état d'esprit du moment, le roman de Houellebecq est une analyse remarquable de la soumission à l'air du temps, de la manière dont les circonstances peuvent balayer sans peine ni délai la tradition d'excellence la mieux assise. Supérieur en cela à n'importe quel traité d'épistémologie, *Soumission* est le manuel parfait pour comprendre comment la science, ce fleuron de l'humanité, peut si facilement se faire déborder par des forces qui lui sont contraires.

Résistances

Si l'on peut se réjouir que l'arme de l'esprit par excellence qu'est le livre garde sa faculté à faire réfléchir, on peut en revanche déplorer que *Soumission* use de la même technique que celle du carbocentrisme militant : la peur de l'avenir. Il reste que l'un des livres récents les plus discutés et les plus vendus, et qui repose sur une vision futuriste d'une peur collective, ne fait rigoureusement aucune place au « dérèglement climatique ».

La structure de *Soumission* présente tout de même une importante différence avec celle de l'affaire du climat : dans cette dernière, l'esprit de résistance n'a pas disparu. Les conquêtes carbocentristes ont certes été nombreuses, variées et foudroyantes, mais n'ont jamais atteint la victoire totale. Les climatosceptiques ont plié mais n'ont pas rompu. En France, leur bastion le plus remarquable est l'Académie des sciences elle-même. Sous l'impulsion d'abord de Claude Allègre, et aujourd'hui de Vincent Courtillot, la noble institution fondée jadis par Colbert peut se targuer de constituer une place forte de la liberté intellectuelle. Fort discret a été l'accueil médiatique réservé au dernier

avis de l'Académie, intitulé « Changement climatique et transformation du système énergétique », et pour cause : sous la pression de plusieurs académiciens, cet avis rendu seulement quelques jours avant le début de la COP21 s'est contenté, sur le carbocentrisme, d'un minimum syndical bien éloigné de ce que qui était attendu.

Lorsque le « réchauffement climatique d'origine humaine » ne sera rien de plus que le paysage intellectuel d'historiens des sciences, je ne doute pas que ceux-ci verront en l'Académie l'un des rares lieux où la lueur de l'esprit authentiquement scientifique aura, vaille que vaille, continué à briller. La vénérable institution aura résisté à la vague, pour l'honneur de la haute tradition scientifique de notre pays.

Nous mentir pour notre bien

C'est la ligne de défense ultime au sujet du climat, l'argument qui finit invariablement par être opposé aux climatosceptiques lorsqu'il est patent que leurs éléments scientifiques sont recevables : même si l'alarmisme climatique n'a pas lieu d'être, il serait tout de même légitime de préserver la peur, pour orienter l'action collective dans le « bon sens », celui de comportements respectueux de l'environnement. Peu importerait la validité de la théorie du GIEC, l'essentiel résiderait dans le message que celle-ci contribue à véhiculer dans l'opinion.

C'est qu'il n'est pas facile de faire évoluer les mentalités, voyez-vous : les gens sont égoïstes, stupides et bornés, alors le seul moyen de les faire agir, c'est de leur faire peur. Oh, bien sûr, ce serait mieux si on pouvait faire autrement, mais bon, il faut bien faire avec ce que l'on a, n'est-ce pas ? Or ça tombe bien, le climat a permis de catalyser les grands problèmes environnementaux. Les gens sont convaincus du problème et ils ont compris ce qu'on attendait d'eux. Vous n'allez tout de même pas gâcher avec vos doutes les effets positifs de tant d'efforts de sensibilisation ?

Ce qui précède n'est pas caricatural. Ces propos sont tenus par quantité de personnes par ailleurs tout à fait estimables, qui ne semblent pas en percevoir les dangers. Autoriser les pouvoirs publics à mentir aux citoyens dès lors que l'objectif poursuivi serait « bon »... Quel démocrate peut entendre une telle affirmation sans s'indigner ? Qui un tant soit peu attaché aux valeurs de notre République peut cautionner ce partage assumé entre catégories de citoyens, l'une constituée d'une « élite sachante » à qui serait reconnu le droit au mensonge pour influencer l'autre, celle des citoyens ordinaires ?

De telles objections sont si évidentes que je suis presque gêné d'avoir à les coucher par écrit. Mon vœu le plus cher serait que le lecteur me reproche de n'asséner ici que des banalités, de tirer à la ligne en me répandant en vérités premières. Mon expérience de ces

dernières années m'a hélas montré qu'en fait de climat (et plus généralement d'environnement), l'éventualité d'un « mensonge pour notre bien » n'a pas l'effet repoussoir qu'il devrait.

Bien sûr, ceux qui ne se gênent pas pour dire que la fin justifie les moyens se considèrent toujours eux-mêmes comme faisant partie de l'élite. Ils s'attribuent naturellement un droit de savoir qu'ils refusent au petit peuple incapable de réflexion sensée et qui doit être tenu à l'écart de la réflexion.

C'est bête à écrire, mais j'estime que le jeu politique démocratique ne peut s'affranchir de faire le pari de l'intelligence des citoyens. Ce sont eux et nul autre qui ont légitimité pour décider des grandes orientations collectives. Pour qu'ils puissent le faire de façon éclairée, il est indispensable que soit proscrite toute manœuvre de désinformation, toute volonté de dissimulation. Et qu'on ne serve pas l'argument de la nécessité occasionnelle de la confidentialité de l'information : nous avons ici affaire à quelque chose qui concerne directement l'avenir collectif à long terme, il est donc éminemment condamnable de prétendre y appliquer quelque restriction que ce soit.

Traquer sans pitié toute espèce de « secret défense » abusif est une condition de notre liberté commune. Il ne devrait même pas être nécessaire de l'écrire. Tout comme il ne devrait pas être nécessaire de rappeler à des juristes le concept de séparation des pouvoirs.

Chapitre 8

Entre brouillon et action (5 décembre 2015)

« Nous pouvons définir scientifiquement le jardin d'Eden. »

Johan ROCKSTRÖM (Stockholm Resilience Centre),
5 décembre 2015¹.

Le sixième jour de la COP21 est aussi celui de la « Journée de l'Action ». Les majuscules sont de rigueur pour cet « événement de haut niveau pour renforcer la mise en œuvre des actions pour le climat ». Concrètement, il s'agit d'offrir une tribune à une cinquantaine de personnalités pour présenter « Les efforts d'engagement des États et des acteurs non-étatiques ».

On l'aura compris, ce barnum dans le barnum a principalement pour fonction de permettre à quelques personnalités de se montrer et d'étaler leurs bons sentiments et leurs belles actions. On y lance un slogan banal, « We must, we can, we will », dont la secrétaire exécutive de la CCNUCC, Christiana Figueres, juge utile de nous faire l'exégèse détaillée. On répète une nouvelle fois les mantras. On se félicite de la « mobilisation ». Au rayon comique involontaire, une fort belle sortie de Ségolène Royal a hélas échappé à l'attention des médias : après s'être alarmée au sujet de l'« oxyde de carbone »²(sic), notre ministre de l'Environnement nous rassure en nous expliquant que « La bonne nouvelle, c'est que personne n'est épargné et donc que tout le monde doit agir »³.

L'aspect indirectement religieux du discours de la ministre qui nous annonce la « bonne nouvelle » (en usant au passage d'une anaphore vite lassante pour dérouler la liste des espoirs à nourrir) est toutefois peu de choses à côté de l'intervention de Johan Rockström. Ce professeur à l'université de Stockholm en sciences de l'environnement présente à l'auditoire une synthèse parfaite du désastre qui guette la science lorsqu'elle se pique de morale et

s'inspire sans le savoir d'une pensée messianique.

La phrase proprement stupéfiante dans laquelle Rockström affirme savoir définir scientifiquement le paradis originel n'est pas prononcée pour faire sourire l'auditoire : manifestement, son auteur y croit pour de bon. La référence biblique est même un assez bon résumé de l'intervention, tant celle-ci, bien que ponctuée de toutes les expressions savantes nécessaires à l'habillage scientifique propre à convaincre un auditoire profane, évoque irrésistiblement le prêche d'un télévangéliste – aussi bien sur le fond que sur la forme. Le propos ne présente aucune différence fondamentale avec celui d'un très classique prêcheur de l'apocalypse : d'abord un rappel de l'histoire du monde et de l'innocence originelle de l'humanité, puis l'insistance sur le point critique que nous avons désormais atteint par nos excès destructeurs de l'environnement (on notera la pas très subtile invocation de la Syrie et de sa « pire sécheresse depuis huit cents ans »), panorama terrifiant des malheurs qui nous attendent en l'absence d'éveil rapide des consciences, et enfin glorification du « tout bénéfice » à espérer de nos efforts.

En à peine un quart d'heure d'exposé, Rockström réalise aussi l'exploit d'un recensement exhaustif de tous les ingrédients de ce que j'ai appelé ailleurs la peur exponentielle⁴ (ce dernier mot est explicitement prononcé) : affirmation de l'étroitesse du monde, puis de la vitesse folle de notre expansion, évocation de « points de bascule », sans oublier la « non-linéarité », et surtout le désormais fameux « Anthropocène », la nouvelle époque géologique que l'on tâche de nous vendre depuis quelques années pour nous faire savoir à quel point l'Homme est aussi puissant qu'indigne de sa puissance.

S'il fallait une preuve supplémentaire du caractère intrinsèquement religieux de la question climatique, elle est faite.

Au royaume des crochets

À côté de cette « Journée de l'Action », l'autre événement qui marque la journée est la remise en grande pompe à Laurent Fabius de la première ébauche d'accord. Texte à trous et à options, il s'agit d'une auberge espagnole qui, à terme, doit permettre d'accoucher de tout, à moins que ce ne soit de son contraire.

Un simple coup d'œil au texte⁵ montre que, sans surprise, l'échec final est inévitable. Dès le premier alinéa de l'article 2 *bis* sur les dispositions générales, les crochets (qui correspondent aux choix qui demeurent en suspens et qui devront être faits avant la fin de la conférence) donnent matière à rire :

« Toutes les Parties élaborent, communiquent [et exécutent] régulièrement des [contributions] [composantes] [en matière d'[atténuation] et d'adaptation] [prévues] déterminées au niveau national [annonces de planification de l'adaptation] [et des moyens de mise en œuvre]² [en vue de réaliser [l'objet du présent Accord tel que le définit l'article 2] [l'objectif de la Convention tel qu'il est énoncé en son article 2], [conformément à l'article 4 de la Convention] [conformément aux dispositions du présent Accord, y compris les dispositions spécifiques ayant trait à l'atténuation et à l'adaptation et aux moyens mis en œuvre.]

2 Sans préjudice de la terminologie devant être utilisée pour décrire les engagements, les annonces et les efforts des Parties dans le cadre de l'Accord de Paris. »

Après plus de vingt ans de négociations internationales, on en est donc encore à discuter terminologie et objectifs généraux. On avait pourtant cru, le jour même, entendre Ségolène Royal nous expliquer que « La bonne nouvelle, c'est qu'on a vu émerger, avec les contributions des États, un langage universel qui fait qu'aujourd'hui tout le monde parle de la même chose » (« et que plus personne ne conteste le réchauffement climatique », avait-elle ajouté). Visiblement, la ministre avait prématurément vendu la peau de l'ours.

On appréciera comme il convient, dans cette ébauche d'article, que si tous les négociateurs semblent d'accord sur l'idée que les Parties « élaborent » et « communiquent » sur leurs efforts, certains en revanche regimbent à l'idée de devoir les « exécuter », comme en témoigne la présence des crochets autour du mot.

L'article 3, sur l'atténuation, réussit l'exploit particulièrement impressionnant de ne contenir pratiquement que des phrases entre crochets et des séries d'options. L'un des rares passages à contenir quand même quelques petits bouts hors crochets est l'alinéa 2, ainsi rédigé :

« Chaque Partie élabore, communique [et maintient] régulièrement des ###³ [successifs] et [prend] [devrait] [autre] [prendre les mesures appropriées sur le plan interne] [prévoit] [poursuit et] [applique] [devrait] [autre] [prévoir] [poursuivre] [appliquer] [une législation interne], des politiques ou autres mesures [déterminées au niveau national] [visant à] [appliquer] [réaliser] [mener à bien] [qui facilitent la réalisation de] [sa ###].

3 « ### » est utilisé ci-après sans préjudice de la façon dont les engagements/contributions/autres des Parties en matière d'atténuation seront désignées dans l'accord final et en attendant une décision sur l'article 2 bis. Les options sont les suivantes (...) »

Je fais grâce au lecteur des quatre options entre lesquelles les négociateurs doivent choisir pour définir les fameux « ### », qui concernent les efforts définis au niveau national.

Pour le plaisir, voyons encore l'alinéa principal de l'article 18, qui définit comment l'accord lui-même entrera en vigueur :

« Le présent Accord entre en vigueur le trentième jour qui suit la date du dépôt de leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion [selon l'échéance qui intervient en premier, mais en prenant effet au plus tôt le 1^{er} janvier 2020] par [X] [50] [55] [100] [les trois quarts des] Parties à la Convention au minimum [y compris toutes les Parties visées à l'annexe I] [et] [ou] [par des Parties à la Convention qui comptaient pour [55] [60] [70] [x] % dans le volume total des émissions mondiales [nettes] de gaz à effet de serre en [date] [1990] [2000] [2010] [2012] [.] [, ces Parties comptant pour X % dans le volume total des émissions mondiales [nettes] de gaz à effet de serre en [date] [1990] [2000] [2010] [2012] [mais pas avant le 1^{er} janvier 2020]. »

On ne sait donc pas encore quelle proportion de Parties devront ratifier l'accord pour que celui-ci entre en vigueur. On ne sait pas non plus s'il y a des Parties plus égales que d'autres, ni de quelle manière les éventuelles différences seront définies. Les plus comiques crochets de cet alinéa sont sans doute les « [X] » et les « [date] », qui montrent que certains négociateurs non seulement ne sont convaincus par aucune des possibilités offertes dans la masse des crochets adjacents, mais qu'ils n'ont même pas été capables de proposer la leur propre.

Les exemples précédents sont loin d'être exhaustifs. Toute l'ébauche est dans la même veine. Mais en réalité, bien sûr, l'essentiel est ailleurs. Il est que « quelque chose » a été remis au président de la COP21 dans les délais impartis. L'illusion peut donc perdurer : « Les choses avancent », « il n'est pas trop tard »...

Bref, la routine.

Chapitre 9

La reddition de l'Église (6 décembre 2015)

« Je suis avec une vive attention les travaux de la conférence mondiale sur le climat en cours à Paris, et me vient à l'esprit une question que j'avais formulée dans mon encyclique *Laudato Si'* : "Quel genre de monde voulons-nous laisser à ceux qui nous succèdent, aux enfants qui grandissent ?". Pour le bien de la maison commune, de nous tous et des générations futures, tout effort à Paris devrait être orienté pour atténuer les impacts des changements climatiques, et dans le même temps, pour contrer la pauvreté et faire fleurir la dignité humaine.

Prions pour que l'Esprit Saint illumine ceux qui sont amenés à prendre des décisions aussi importantes, et leur donne le courage de toujours prendre en compte le critère de choix du meilleur bien pour l'entière famille humaine. »

Pape François, 6 décembre 2015¹.

En s'adressant ainsi, en plein milieu de la COP21, à ses fidèles rassemblés place Saint-Pierre à Rome, le pape confirme sa reddition sans condition à l'ordre climatique et à son hold-up des consciences.

Cette reddition, personne ne la lui a demandée. Il la prononce pourtant avec force le 24 mai 2015 au travers de l'encyclique *Loué sois-tu (Laudato Si')*, dans laquelle il clame bien haut ses convictions carbocentristes et plus généralement écologistes². Tous les poncifs y passent dans cet étalage de bonnes intentions qui ne mangent pas de pain sur tous les sujets. Le ton est au joyeux mélange si typique du genre. À ceux qui se demanderaient ce qui pourrait *ne pas* relever de la problématique environnementale, la réponse est bien simple : rien. L'encyclique se complaît dans l'inusable litanie : « tout est lié » (§ 16³, 70, 91, 92, 117, 120, 137, 138⁴, 142 et 240) qui lui permet à bon compte d'aborder tout ce qui lui passe par la tête. Ainsi, « puisque tout est lié, la défense de la nature n'est pas compatible non plus avec la justification de l'avortement. » (§ 120 ; on peut donc être à la fois

carbocentriste et anti-avortement : de quoi faire perdre son latin à Bruno Latour.) Plus loin, le même « tout est lié » conduit l'encyclique à jeter son dévolu sur la consommation de drogue (§ 142), et ainsi de suite.

« Tout est lié » est un propos classique de la pseudoscience, et plus globalement du refus des exigences et des méthodes de la pensée analytique au profit de généralités invérifiables. Pour ces dernières, nous sommes d'autant mieux servis dans l'encyclique que les mantras alarmistes dont elle regorge sur le dérèglement climatique, la pollution ou encore la biodiversité ne sont nullement sourcés. Aucune référence scientifique n'est donnée, pas même une banale mention des rapports du GIEC. En matière économique, « Le marché » est à chaque page désigné comme le Satan des temps modernes (à égalité avec la « culture consumériste »), là encore sans nulle référence académique. Quant à la politique, le pape ne nous épargne pas les stéréotypes convenus sur l'absence de vision à long terme des gouvernants. Au vu de tous ces lieux communs sur les sciences de l'environnement, l'économie ou encore l'organisation sociale, on se demande un peu à quoi sert l'Académie pontificale des sciences.

Un prophète pour le climat

Les acclamations qu'a reçues l'encyclique ne sont pas surprenantes de la part de ceux qui, d'ordinaire, se déclarent les adversaires farouches de ce que représente l'Église. En revanche, l'enthousiasme de nombre de religieux tient plutôt de celui des Troyens amenant joyeusement dans leur cité le fameux cheval éponyme : « Dans l'allégresse et en chantant, ils firent entrer la mort, la trahison et la ruine. » *Loué sois-tu* est l'occasion d'un aggiornamento de l'Église qui lui permet de cohabiter désormais avec la nouvelle religion païenne, celle de la « mère terre » (§ 92). Le pape explique que la « culture écologique » doit devenir une « spiritualité » à part entière (§ 111 et sixième chapitre), évoque une nécessaire « conversion écologique » dont il précise que « cela n'est pas quelque chose d'optionnel ni un aspect secondaire dans l'expérience chrétienne » (§ 216 et suivants, notamment § 217). Il ne parvient même pas à se hisser au-dessus d'une naïveté naturaliste dont le passé a pourtant montré toute la dangerosité : « Il n'y aura pas de nouvelle relation avec la nature sans un être humain nouveau. » (§ 118)

Pour un chrétien, on devine qu'articuler le rapport entre l'homme, la création et le créateur est une question importante. Mais l'enjeu de l'encyclique n'est pas là : il s'agit de montrer patte blanche, d'assurer que l'Église est dans l'air du temps et ses Saintes Écritures plus vertes que vertes.

Avec la bénédiction du Saint-Siège, l'un des principaux ennemis que la chrétienté s'était jadis choisi, l'animisme archaïque, peut enfin faire son grand retour. À ce nouveau paganisme il convient de dérouler le tapis rouge avec des références intouchables. On lui choisit donc un prophète digne de son rang : François d'Assise en personne. Un bon client. Son célèbre *Cantique des créatures* n'est pas difficile à récupérer quand on n'est pas trop regardant sur le sens des mots. Voici, pour commencer, le texte de ce magnifique poème, dont l'anaphore « Loué sois-tu » donne son titre à l'encyclique⁵ :

« Très haut, tout puissant et bon Seigneur,
à toi louange, gloire, honneur,
et toute bénédiction ;
à toi seul ils conviennent, ô Très-Haut,
et nul homme n'est digne de te nommer.
Loué sois-tu, mon Seigneur, avec toutes tes créatures,
spécialement messire frère Soleil
par qui tu nous donnes le jour, la lumière :
il est beau, rayonnant d'une grande splendeur,
et de toi, le Très-Haut, il nous offre le symbole.
Loué sois-tu, mon Seigneur, pour sœur Lune et les
étoiles :
dans le ciel tu les as formées,
claires, précieuses et belles.
Loué sois-tu, mon Seigneur, pour frère Vent,
et pour l'air et pour les nuages,
pour l'azur calme et tous les temps :
grâce à eux tu maintiens en vie toutes les créatures.
Loué sois-tu, mon Seigneur, pour sœur Eau.
qui est très utile et très humble,
précieuse et chaste.
Loué sois-tu, mon Seigneur, pour sœur notre mère la
Terre,
qui nous porte et nous nourrit,
qui produit la diversité des fruits,
avec les fleurs diaprées et les herbes.
Loué sois-tu, mon Seigneur, pour ceux
qui pardonnent par amour pour toi ;
qui supportent épreuves et maladies :
heureux s'ils conservent la paix
car par toi, le Très-Haut, ils seront couronnés.
Loué sois-tu, mon Seigneur,
pour notre sœur la Mort corporelle
à qui nul homme vivant ne peut échapper.

Malheur à ceux qui meurent en péché mortel ;
heureux ceux qu'elle surprendra faisant ta volonté,
car la seconde mort ne pourra leur nuire.
Louez et bénissez mon Seigneur,
rendez-lui grâce et servez-le
en toute humilité ! »

On ne distingue nul panthéisme déguisé dans ce cantique, qui n'évoque « messire frère Soleil » ou « sœur notre mère la Terre » qu'en se référant à Dieu de manière constante. La Terre, le vent ou les nuages ne sont nullement loués en tant que tels, ils ne sont que l'instrument de la bonté divine et l'expression de sa grandeur.

En faisant de François d'Assise le saint patron de l'écologie en 1979, Jean-Paul II pensait honorer logiquement la pensée de l'une des grandes figures du christianisme. Il ne se doutait pas qu'en réalité il glissait le ver dans le fruit. La nouvelle religion de la Terre venait de se voir doter d'une idole. Elle ne l'a plus lâchée.

Trente ans après Jean-Paul II, son successeur Benoît XVI dispose de tout le recul nécessaire pour s'inquiéter, déjà, de la dérive. Désireux de remettre les pendules à l'heure, il n'y va pas avec le dos de la cuillère. À Assise même, en 2007, il déclare devant un parterre de prêtres, de religieux et de diacres⁶ :

« François [d'Assise] lui-même subit une sorte de mutilation, lorsqu'on en fait le témoin de valeurs certes importantes, appréciées par la culture d'aujourd'hui, mais en oubliant que le choix profond, nous pourrions dire le cœur de sa vie, c'est le choix du Christ. [...] Son regard sur la nature est en réalité une contemplation du Créateur dans la beauté des créatures. Son vœu de paix lui-même se module ensuite comme une prière, puisque lui fut révélée la modalité selon laquelle il devait le formuler : "Que le Seigneur te donne la paix". François est un homme pour les autres, parce qu'il est au plus profond de lui-même un homme de Dieu. Vouloir séparer dans son message la dimension "horizontale" et la dimension "verticale" signifie rendre François méconnaissable. »

Benoît XVI tente ainsi d'éteindre l'incendie en réaffirmant l'évidence qui apparaît à tout lecteur un tant soit peu attentif du *Cantique des créatures* : c'est Dieu que François d'Assise regarde avant tout. Le pape de 2007 est logiquement d'accord pour le dépeindre en chrétien amoureux de la nature, mais pas pour en faire un amoureux de la nature tout court.

Les contorsions intellectuelles nécessaires pour faire de François d'Assise le saint patron des écologistes n'excèdent pas celles qui font d'Alpais de Cudot, qui vivait aux XII^e-XIII^e siècles, la sainte patronne des astronautes⁷. Le problème, c'est que dans le cas qui nous occupe nous n'avons pas affaire à une petite idolâtrie gentilette sans conséquence : nous sommes au cœur d'une tectonique des représentations collectives susceptible d'orienter durablement tout un pan de notre système de pensée.

L'avertissement de Benoît XVI est resté lettre morte. Désormais, la Terre est grande et François d'Assise est son prophète. L'encyclique s'empresse de se soumettre à toutes les figures imposées du carbocentrisme militant et de ses excroissances idéologiques, poussant l'effort jusqu'à sacrifier à la peur exponentielle, qui est à la religion de la nature ce que l'Apocalypse est au message évangélique. Redisons que la peur exponentielle est la crainte que notre monde, considéré comme fini, ne soit en train d'exploser en raison de notre folle croissance, que celle-ci soit économique, démographique ou autre. Dans l'encyclique, la terrible croissance est évoquée au travers de l'« accélération continuelle des changements de l'humanité et de la planète » (§ 18), tandis que le caractère fini, puis étroit, du monde est souligné par la dénonciation du « mensonge de la disponibilité infinie des biens de la planète, qui conduit à la “presser” jusqu'aux limites et même au-delà des limites » (§ 106).

Un jour, peut-être, les historiens des religions verront-ils François comme le pape ayant donné l'un des premiers grands coups de boutoir à l'issue desquels la sainte Trinité aura cédé la place à un *dieu quadrinitaire*. Les dénégations qui parsèment l'encyclique ici et là (notamment au deuxième chapitre) arrivent en effet fort tard : au bout de tant de pages nous avons déjà largement eu le temps d'apprendre à prier au nom du Père, du Fils, du Saint-Esprit et de la Terre-Mère.

Réécrire les Écritures

Ce que le langage courant appelle écologisme est une idée moderne, dont on ne trouve pas de trace avant le XVIII^e siècle. Le *Cantique des créatures* en est d'ailleurs une marque très nette : son auteur du XIII^e siècle s'émerveille en contemplant la création, mais ne suggère ni de près ni de loin une responsabilité humaine particulière pour l'environnement, ni un danger potentiel devant une mauvaise utilisation des ressources, et encore moins une quelconque peur exponentielle. Dans cette prière le monde n'a rien d'étroit, même s'il ne se mesure pas en années-lumière. Dans ces conditions, forger une ascendance chrétienne à l'écologisme ambiant ne peut se faire que d'une seule manière : en tordant le sens des textes anciens pour les

faire entrer de force dans le moule contemporain.

Si beaucoup de monde a lu l'encyclique, il s'en trouve probablement beaucoup moins pour être allés vérifier les références sur lesquelles elle s'appuie. Non pas, donc, les références scientifiques ou économiques (puisque, nous l'avons vu, l'encyclique n'en contient pas), mais les références religieuses, qui figurent, elles, en abondance et qui ont beaucoup à nous apprendre.

Dès le second paragraphe commence une entreprise de réécriture des Écritures. Il y est évoqué notre terre « opprimée et dévastée », qui « gémit en travail d'enfantement », avec pour référence la lettre de Paul aux Romains (8,22). On ignorait jusque-là que, en écrivant que « toute la création gémit et souffre comme pour un enfantement », l'apôtre visait l'industrie lourde antique et les 4 × 4 de l'époque de Jules César. La Terre n'ayant pas disparu avec l'Empire romain, on peut soupçonner que les gémissements de la création évoqués par Paul n'ont pas précisément le même sens que ceux que le pape croit entendre aujourd'hui. Surtout, l'idée d'enfantement n'a que peu à voir avec celle de destruction : il s'agit d'une épreuve normale, « naturelle », qui permet de faire émerger quelque chose de nouveau.

Une simple lecture du passage concerné de l'épître aux Romains confirme l'impression première : les « désordres climatiques », la pollution, les craintes pour la biodiversité et autres préoccupations écologistes d'aujourd'hui sont complètement étrangères à la lettre comme à l'esprit du texte de Paul. Celui-ci vise, lui, une forme de naissance, ou de renaissance, par la rédemption divine, espérée pour l'Univers entier. L'inanité de présenter Romains 8,22 comme un manifeste écologiste avant l'heure apparaît à la simple lecture dans le contexte (8,18-27) :

« Je pense que ce que nous souffrons pour un temps limité n'a pas de comparaison avec la Gloire qui nous attend et qui doit se manifester. Le monde créé attend que les fils et filles de Dieu [définis en 8,14 comme "ceux qui sont conduits par l'Esprit de Dieu"] viennent au grand jour : c'est cela qui ne le laisse pas en repos. Car si la création actuellement ne peut rien faire de valable et durable, cela ne vient pas d'elle mais de celui qui lui a imposé ce destin. Il lui reste cependant une espérance : la création aussi cessera de travailler pour ce qui se défait et recevra sa part de la liberté et de la gloire des enfants de Dieu.

Nous voyons bien que toute la création gémit et souffre comme pour un enfantement. Nous-mêmes, bien que nous ayons reçu l'Esprit comme un premier don, nous gémissons en nous-mêmes, dans l'attente de nos droits de fils et de la

rédemption de notre corps. Déjà nous sommes sauvés, mais tout reste une espérance, et dès qu'on voit ce qu'on espère, ce n'est plus l'espérance. Comment espérer ce que déjà on voit ? Espérons donc sans voir, et nous l'aurons si nous persévérons.

Nous sommes faibles, mais l'Esprit vient à notre secours. Comment et pour quoi devons-nous prier ? Nous ne le savons pas, mais l'Esprit le demande pour nous sans paroles, comme dans un gémissement. Et Celui qui scrute les cœurs comprend les aspirations de l'Esprit, car l'Esprit veut obtenir pour les saints ce qui est de Dieu. »

Tout comme François d'Assise, donc, Paul s'en remet intégralement à Dieu. L'homme n'a nullement pour mission directe de soulager les douleurs de la création, et il n'est pas davantage directement responsable de la condition de celle-ci. La « souffrance » qu'elle subit n'a rien à voir avec une dégradation environnementale, mais bien plutôt avec l'attente impatiente de Dieu. Voici pourtant la manière dont l'encyclique exploite ce passage :

« Nous avons grandi en pensant que nous étions ses propriétaires [de la Terre] et ses dominateurs, autorisés à l'exploiter. La violence qu'il y a dans le cœur humain blessé par le péché se manifeste aussi à travers les symptômes de maladie que nous observons dans le sol, dans l'eau, dans l'air et dans les êtres vivants. C'est pourquoi, parmi les pauvres les plus abandonnés et maltraités, se trouve notre terre opprimée et dévastée, qui "gémit en travail d'enfantement" (Rm 8,22). »

Le glissement de sens induit par le « c'est pourquoi » est donc parfaitement abusif : chez Paul, il n'est ni de près ni de loin question d'une création qui souffre d'une exploitation humaine violente.

Le bœuf et l'âne

Il suffit d'ouvrir une Bible pour se rendre compte que, dans l'encyclique, les interprétations pour le moins hyperboliques des écritures saintes se multiplient comme les pains dans la main de Jésus. Concentrons-nous sur le paragraphe 68, qui commence ainsi :

« Cette responsabilité vis-à-vis d'une terre qui est à Dieu implique que l'être humain, doué d'intelligence, respecte les lois de la nature et les délicats équilibres entre les êtres de ce

monde, parce que “lui commanda, eux furent créés, il les posa pour toujours et à jamais sous une loi qui jamais ne passera” (Ps 148,5b-6). C’est pourquoi la législation biblique s’attarde à proposer à l’être humain diverses normes, non seulement en relation avec ses semblables, mais aussi en relation avec les autres êtres vivants [...] »

Sauf que ce n’est absolument pas là la perspective du psalmiste mentionné, dont le passage cité n’a nulle connotation « écologiste ». Lisons le début du psaume pour en avoir le cœur net :

« Louez le Seigneur du haut des cieux,
louez-le dans les hauteurs,
louez-le, vous, ses anges,
louez-le toutes ses armées !
Louez-le, soleil et lune,
louez-le, vous tous, astres de lumière ;
louez-le, cieux d’au-delà du ciel,
ainsi que les eaux de dessus les cieux !
Qu’ils louent le nom du Seigneur,
car lui donna un ordre et ils furent créés.
Il les a mis en place pour l’éternité,
leur donnant des lois qui ne passeront pas. »

Les « êtres de ce monde » évoqués par l’encyclique ne sont donc pas les habitants de la Terre comme elle le laisse entendre (et dont il est question ensuite dans le psaume) : il s’agit en réalité des astres et des anges, c’est-à-dire plutôt de ce qui se trouve au ciel. On peut donc à la rigueur voir dans cette « loi » du psalmiste quelque chose comme la gravitation universelle, certainement pas en revanche une allusion aux lois du vivant.

Immédiatement ensuite, l’encyclique nous dit :

« C’est pourquoi la législation biblique s’attarde à proposer à l’être humain diverses normes, non seulement en relation avec ses semblables, mais aussi en relation avec les autres êtres vivants : “Si tu vois tomber en chemin l’âne ou le bœuf de ton frère, tu ne te déroberas pas [...]. Si tu rencontres en chemin un nid avec des oisillons ou des œufs, sur un arbre ou par terre, et que la mère soit posée sur les oisillons ou les œufs, tu ne prendras pas la mère sur les petits” (Dt 22, 4-6) »

Ainsi présenté, on croirait cette citation du Deutéronome écrite par la Société protectrice des animaux. Là encore, ouvrons la bible

à l'endroit concerné (Dt 22,1-8) :

« Si tu trouves le bœuf ou la brebis de ton frère qui se sont égarés, tu ne passeras pas à côté indifférent : tu les ramèneras à ton frère. Si ce frère n'habite pas à côté de chez toi ou si tu ne le connais pas, tu recueilleras l'animal dans ta maison, et il restera chez toi jusqu'à ce que ton frère vienne le rechercher. Alors tu le lui rendras. Tu feras de même pour son âne, pour son manteau, pour tout objet égaré que ton frère a perdu et que tu as trouvé. Tu ne feras pas l'ignorant. Si tu vois l'âne de ton frère, ou son bœuf, tombé sur le chemin, tu ne passeras pas à côté, mais tu l'aideras à se relever.

La femme ne portera pas un costume d'homme et l'homme ne mettra pas un vêtement de femme, car Yahvé ton Dieu a en horreur celui qui fait cela.

Si tu rencontres sur ton chemin, sur un arbre ou à terre, un nid d'oiseaux avec des petits ou des œufs, et que la mère soit couchée sur les petits ou sur les œufs, tu ne prendras pas la mère et ses petits. Tu laisseras aller la mère, et tu ne prendras pour toi que les petits : ainsi tout ira bien pour toi et tu vivras de longs jours.

Lorsque tu construiras une nouvelle maison, tu mettras une barrière tout autour du toit, car tu serais responsable si quelqu'un tombait de là-haut. »

Là encore, donc, toute interprétation écologisante du Deutéronome est pour le moins hasardeuse : ce qui est en jeu dans le passage est, d'une part, la nécessaire solidarité entre frères (mot compris au sens large), d'autre part des considérations ordinaires de bonne gestion de patrimoine. « Tu feras de même pour son âne, pour son manteau, pour tout objet égaré » indique on ne peut plus clairement le statut du bœuf et de l'âne : celui de simples biens meubles.

De même, le passage sur les oiseaux ne mentionne nul impératif d'humanité envers les animaux, mais seulement une attitude rationnelle permettant de « vivre de longs jours » – le contraste est net avec la justification donnée ensuite pour la barrière autour d'une maison, où là, et là seulement, est explicitement signalée une obligation vis-à-vis d'autrui.

D'autres passages du Nouveau Testament cités de façon tout aussi litigieuse sont Luc 12,6 (§ 93 et 221) et Matthieu 6,26 (§ 93). L'exégèse n'est plus ce qu'elle était...

Résistance manquée

Les lignes précédentes n'ont pas été écrites par un catholique traditionnaliste hostile à toute modernité doctrinale et qui préférerait l'austérité d'un Benoît XVI au progressisme affiché de son successeur François. Pour tout dire, en fait de religion (quelle qu'elle soit), je suis un infidèle assumé. En conséquence, la dernière lubie papale pourrait ne provoquer chez moi qu'un simple haussement d'épaules. Si ce n'est pas le cas, c'est que même le mécréant diplômé que je suis ne peut ignorer l'influence profonde, le poids moral et historique considérable que garde aujourd'hui l'Église dans notre civilisation occidentale. Qu'on le veuille ou non, la Bible jouit d'une place éminente dans la morale collective, même si la sécularisation de notre monde nous le fait ignorer le plus souvent.

Il n'y a pas besoin d'être croyant pour être sensible au *Cantique des créatures* de François d'Assise, ni pour considérer que les écrits religieux ont façonné nombre de nos représentations toujours actives, dont certaines hautement estimables. Ce serait se couper d'un aspect essentiel du débat que de l'ignorer sous prétexte de science ou de laïcité.

Pour nombre de raisons, l'Église était bien placée pour jouer un rôle positif dans l'affaire climatique. Par exemple, les techniques de la religion du climat, l'Église les connaît pour les avoir elle-même abondamment pratiquées par le passé : imposer sa foi par la peur de l'apocalypse climatique, appeler à la confession des péchés environnementaux sous peine de déluge, exhorter à la contrition écologique rédemptrice, placarder partout le moderne crucifix qu'est devenu le globe terrestre, promettre la Géhenne aux incroyants climatosceptiques et aux pécheurs carboniques... Le parallèle va jusqu'aux indulgences climatiques qui permettent aux plus fortunés de s'acheter à peu de frais une bonne conscience à zéro gaz satanique. (L'encyclique suggère que le gaz carbonique serait « hautement polluant » (§ 26) : il faudra prévenir les plantes, mais aussi se résoudre à cesser de respirer...) Quant à l'Inquisition, il ne faudra peut-être plus attendre longtemps pour voir naître son équivalent contemporain. Le texte adopté lors des négociations de Bonn, quelques mois avant la COP21, contenait en effet la proposition de créer un « tribunal international de justice climatique. » Celle-ci est, pour cette fois encore, passée à la trappe lors des négociations ultérieures, mais on avance, on avance...

On aurait pu espérer aussi que le pape nous épargnerait le retour au bon vieux temps où, ne se contentant pas du pouvoir spirituel, l'Église tâchait d'imprimer sa marque sur le pouvoir temporel. Enfin, le conservatisme qu'on reproche souvent au Vatican aurait, pour une

fois, pu constituer un vaccin efficace contre les modes et les chemins pavés de bonnes intentions – surtout pour faire face à une religion concurrente.

Il n'est pas difficile de trouver dans le message évangélique de quoi commenter utilement un événement tel que la COP21. Au sujet de la manière dont chacun s'y repeint en « vert », en « durable », en « écologiquement raisonné », l'on peut notamment songer à Matthieu 6,2, qui dit tout ce qu'il y a à dire en fait de *greenwashing* : « Lorsque tu fais un don à quelqu'un, ne sonne pas de la trompette devant toi, comme le font les hypocrites dans les synagogues et dans les rues afin de recevoir la gloire qui vient des hommes. » On peut aussi songer à la manière dont Jésus condamne les donneurs de leçons professionnels qui imposent aux autres ce qu'ils sont loin de s'appliquer à eux-mêmes. Les dizaines de milliers de « négociateurs climatiques » qui, chaque année depuis plus de vingt ans, s'autorisent force processions aéroportées pour jouer les importants et en appeler à la sobriété carbonique pourraient ainsi s'entendre rappeler Luc 11,46 : « Malheur à vous aussi, professeurs de la loi, parce que vous chargez les hommes de fardeaux difficiles à porter, que vous ne touchez pas vous-mêmes d'un seul doigt ! »

Pour l'heure, les pharisiens du carbone et les professeurs de la loi climatique peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Bien isolés en effet sont les quelques avertissements lucides du souverain pontife tel que celui-ci : « Ne pensons pas seulement aux pauvres de l'avenir, souvenons-nous déjà des pauvres d'aujourd'hui. » (§ 162)

Coûts cachés

À mon sens, il apparaîtra à terme qu'en rendant grâce à la création plutôt qu'au créateur, l'encyclique a lâché la proie pour l'ombre, et qu'en exploitant la crainte de l'avenir comme moyen de coercition morale, François a tourné le dos à Jean-Paul II, ce pape qu'il a pourtant fait canoniser et qui, en pleine guerre froide, ouvrait son pontificat par le fabuleux et historique « N'ayez pas peur ».

Lors de sa toute première homélie en tant que pape, François avait pourtant fixé un cap fort différent. Si l'Église négligeait de diffuser le message évangélique pour se contenter de bonnes œuvres, y disait-il alors, elle perdrait son âme et régresserait au niveau d'une simple ONG humanitaire. Il avait aussi cité Léon Bloy : « Celui qui ne prie pas le Seigneur prie le diable ». Paroles, paroles...

Dans le désert intellectuel, scientifique et moral qu'est l'affaire du climat, l'Église n'aura finalement pas été le bastion qui, gardant la hauteur de vue qui sied à une institution deux fois millénaire qui en a vu d'autres, aurait défendu la pondération face aux assauts de l'air

du temps. Si vingt siècles de réflexion sur l'absolu divin, et presque autant de domination sur les âmes, ne protègent pas contre les récupérations faciles des adorateurs de Gaïa, c'est quand même à désespérer... C'est d'autant plus vrai que, s'agissant des relations entre science et religion, et malgré la mise au point claire et nette de Jean-Paul II, l'Église n'en finit pas de payer la rigueur de son Inquisition lors de l'affaire Galilée. Ah ! comme la revanche aurait été belle, même vue avec les yeux d'un scientifique incroyant... Quatre siècles après Galilée, l'Église aurait mis en garde contre les excès auxquels peut conduire une position idéologique dominante qui prétend régenter le vrai. Combien de belles pages l'Église pourrait-elle écrire en éclairant l'affaire climatique à la lumière des propos de Jean-Paul II sur Galilée, qui contenaient ce passage quasi-prophétique⁸ :

« Cependant, les problèmes sous-jacents à ce cas [Galilée] touchent à la nature de la science comme à celle du message de la foi. Il n'est donc pas à exclure que l'on se trouve un jour devant une situation analogue, qui demandera aux uns et aux autres une conscience avertie du champ et des limites de ses propres compétences. »

L'Église aurait pu être l'alliée inattendue de la science authentique⁹. Hélas, l'espoir s'éteint de faire d'elle une institution défendant une rigueur bienveillante et sans complaisance. Elle ne sera pas le phare de la modernité se tenant au-dessus de l'écume. Il faudra se contenter de quelques voix dissidentes, telle celle du cardinal George Pell, qui s'est vigoureusement opposé à l'encyclique avec cet argument massue : « L'Église n'a reçu aucun mandat du Seigneur pour se prononcer sur les questions scientifiques. »

Nul doute que l'auteur de l'encyclique a à redire à tout ce qui précède. Il n'en reste pas moins que celle-ci s'adresse « À chaque personne habitant cette planète » pour « entrer en dialogue avec tous » (§ 3), si bien que je me sens fondé à exprimer mes objections même sans disposer de diplôme en théologie biblique. Ma critique est ici, au fond, la même que pour le *Rapport sur le climat en France au XXI^e siècle* évoqué au chapitre 5 : lorsqu'elles atteignent un certain nombre, les pages noircies n'ont plus le droit d'échouer à convaincre leur lecteur.

Épilogue

La nuit suivant l'angélus papal du 6 décembre glorifiant la COP21, l'organisation militante Avaaz placarda dans tout Paris une série d'affiches à l'effigie de divers climatosceptiques connus, assorties du

mot *Wanted* et d'accusations de « crimes climatiques ». Chaque affiche fut tout spécialement disposée au voisinage de l'hôtel où, durant la COP21, résidait la personne ainsi « recherchée ».

Appel à la haine, tentative d'intimidation, diffamation... ce n'est hélas pas par ces mots que *Le Figaro* signala l'événement deux jours plus tard. Le journal se contenta en effet d'en rendre compte en ne donnant la parole qu'à Avaaz, et en classant finement l'article dans sa rubrique « Sciences & environnement »¹⁰. *Le Figaro* ne donna pas suite à la tribune soumise en guise de réponse par l'un des « recherchés », Chris Horner¹¹. Nous savons désormais que la fière devise de Beaumarchais qui apparaît sous le titre du vénérable journal (« Sans la liberté de blâmer il n'est point d'éloge flatteur ») ne doit pas être prise trop au sérieux.

Aux dernières nouvelles, le pape n'a pas réagi à ces affiches. La « dignité humaine » dont il était question dans son angélus n'avait peut-être pas vocation à concerner « l'entière famille humaine ».



Chapitre 10

Des nouvelles du gaz satanique (7 décembre 2015)

« La Chine essaie de s'attaquer massivement à son problème de pollution de l'air. »

Corinne Le Quéré (université d'East Anglia),
7 décembre 2015¹.

Lundi 7 décembre, les ministres entrent en scène pour prendre en main les négociations. Pour les accueillir, rien de tel qu'une bonne nouvelle : une étude publiée ce jour-là indique que l'année 2015 a vu une légère baisse des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Ce nouveau cas de superstition statistique arrive à point nommé pour donner du grain à moudre à la COP21, où il n'y a pas toujours grand-chose à se mettre sous la dent en dehors de ce énième discours de Ban Ki-moon qui exhorte les participants à saisir « l'occasion unique de forger notre propre destinée » car, si vous l'ignoriez encore, « La catastrophe climatique nous guette ».

Superstition statistique, le mot n'est pas trop fort. L'étude en question annonce une baisse pour 2015 de 0,6 % : une telle précision est d'autant plus suspecte que l'année n'est pas encore terminée à ce moment-là. Il faut aller voir plus en détail pour découvrir que la fourchette proposée va en fait de -1,6 % à + 0,5 %. En d'autres termes, il y a eu une baisse à moins que ce ne soit une hausse.

Baisse ou pas, l'évolution globale de 2015 resterait en-dessous de la tendance globale de ces dernières années, qui est de l'ordre de 2,4 % par an. Cela ne fait pas pour autant de 2015 une année si remarquable. Bien que les émissions mondiales croissent en tendance depuis des décennies, l'évolution n'a jamais été uniforme. Elle a été plus d'une fois orientée à la baisse sur un an. Les évaluations du dernier rapport du GIEC montrent même que, entre 1970 et 2010, le phénomène s'est produit une dizaine de fois, sans remettre en cause la

tendance de fond qui, elle, reste à une accélération des émissions (une nouvelle illustration, donc, de la différence entre tendance profonde et évolution ponctuelle).

La « nouveauté » proclamée de cette baisse de 2015 tiendrait à ce qu'elle serait la première à se produire hors d'une année de déclenchement d'une crise économique. Le cas des années de croissance normale du PIB mondial qu'ont été 1987 ou 1999, qui ont vu elles aussi une réduction ponctuelle des émissions de gaz à effet de serre, infirme cette idée. Quoi qu'il en soit, et les auteurs de l'étude en conviennent, les émissions devraient rester sur une tendance à la hausse ces prochaines années. En clair : la baisse éventuelle de 2015 a tout d'un non-événement.

Les mystères des chiffres

Cette baisse de 2015 est d'autant plus incertaine qu'à l'heure actuelle il n'est pas possible de contrôler la qualité des données sur les émissions mondiales. Une preuve flagrante en a été apportée un mois à peine avant la COP21, où l'on apprenait par un *New York Times*² médusé que la Chine, ayant refait ses calculs, avait découvert qu'elle brûlait chaque année 17 % de charbon de plus que son évaluation antérieure l'indiquait. La différence est colossale, elle représente à elle seule près de 70 % de la consommation charbonnière de l'ensemble des États-Unis. En fait d'émissions de gaz à effet de serre, cette simple correction équivaut à l'apparition soudaine d'un nouveau pays émetteur qui se placerait d'emblée au troisième rang mondial, largement devant l'Inde.

Dans la catégorie des corrections d'un trait de plume, un autre cas a été signalé après la COP21 par le blogueur Steve McIntyre³, qui s'est intéressé aux contributions décidées à l'échelle nationale (INDC, *Intended Nationally Determined Contributions*) annoncées par les pays en amont de la conférence. McIntyre a remarqué que, dans cette liste publiée sur le site officiel du Programme des Nations unies pour l'environnement, la République démocratique du Congo prévoit pour 2020 un niveau d'émissions équivalent à celui de l'Inde. Explication : une faute dans une conversion d'unités a eu pour effet de multiplier la projection congolaise d'un facteur dix. « Étant donné, explique McIntyre, que cette seule erreur était du même ordre de grandeur que le rendement prévu des INDC, on se demande évidemment si elle a eu un impact et, dans le cas contraire, comment la chose a été gérée. »

Autre étrangeté repérée par le blogueur sur cette même liste de contributions annoncées : une inexplicable ligne intitulée « non comptabilisé », qui indique des émissions de gaz à effet de serre non référencées correspondant à plus de 20 % des émissions totales.

McIntyre a signalé en décembre ce second problème, mais n'a pas reçu de réponse. La ligne incriminée a toutefois été subrepticement modifiée, sans que l'on comprenne beaucoup plus clairement quelles sont sa fonction et sa justification. Le principal mystère est ici que, à ce qu'il semble, pas un des quarante mille négociateurs de la COP21 n'ait eu l'idée de se pencher sur ce point pourtant fort étrange.

Éloge impossible du CO₂

Le principal coupable supposé de nos malheurs climatiques futurs est le gaz carbonique, ou dioxyde de carbone, ou encore CO₂ (et non CO2 comme il est souvent écrit). Il s'agit d'un gaz dont la concentration atmosphérique est de l'ordre de 400 ppm, ce qui signifie « parties par million ». En termes simplifiés, cela signifie que le CO₂ constitue environ 0,04 % de notre atmosphère.

C'est fort peu. Pour justifier qu'une si petite concentration pourrait tout de même avoir des effets majeurs (nous sommes passés de 300 ppm à 400 ppm en un siècle), on recourt souvent à une comparaison médicale comme celle d'une pilule de quelques grammes de cyanure qui est tout à fait capable de tuer un homme. La comparaison est percutante, mais elle est surtout naïve : alors que le cyanure n'est pas naturellement présent dans le corps humain, le gaz carbonique est, lui, naturellement présent sur la Terre, et dans des proportions qui varient considérablement en fonction du lieu, de la saison et de l'époque. Le cycle du carbone est une gigantesque machinerie dont nous commençons seulement à pouvoir faire l'étude quantitative. Le budget annuel du CO₂ implique des valeurs de l'ordre de 150 gigatonnes, dont seulement 5 pour les émissions humaines. La comparaison avec le cyanure est donc irrecevable. Si, comme on nous l'affirme si souvent, le climat est un système autorégulé, alors il n'y a pas de raison de principe pour qu'il ne puisse pas s'adapter à la hausse de l'une de ses variables secondaires en perpétuelle évolution.

Il y a de bonnes raisons de penser que l'augmentation observée de la concentration de gaz carbonique dans l'atmosphère a pour origine notre utilisation de plus en plus intensive de sources d'énergie telles que le pétrole et le charbon. Toutefois, la relation entre les émissions humaines de gaz carbonique et la concentration atmosphérique en CO₂ ne semble pas aussi simple que dans un banal problème de robinet. Par exemple, comme remarqué par le physicien de l'atmosphère Murry Salby, la forte accélération des émissions de CO₂ observée au début du XXI^e siècle n'a pas eu pour conséquence une accélération identique de la concentration de ce gaz dans l'atmosphère. D'autre part, de nombreuses inconnues demeurent sur l'efficacité des « puits de carbone » (les éléments naturels qui

absorbent le gaz carbonique), certains d'entre eux, comme l'océan Antarctique, semblant bien plus efficaces que prévu pour capter le CO₂⁴.

Mais il y a plus important : contrairement à ce qui est suggéré un peu partout, le CO₂ n'a rien d'un gaz toxique. Il n'a *aucun rapport* avec les problèmes de pollution que l'on rencontre dans les grandes agglomérations, quoi qu'en suggère Corinne Le Quéré dans sa déclaration faite dans la foulée de son étude sur la baisse des émissions en 2015. L'ancien gouverneur de Californie Arnold Schwarzenegger a beau trouver très drôle l'idée d'enfermer les climatosceptiques dans une pièce où tournerait un moteur de voiture – un trait d'humour qui a été complaisamment relayé dans *Le Monde*⁵ –, les pics de pollution occasionnels dans certaines régions telles que l'Île-de-France n'ont rien à voir avec le gaz carbonique mais avec les « particules fines », qui sont tout autre chose.

Cette distinction étant faite, il convient de redire avec force que non seulement, donc, le gaz carbonique n'est pas un polluant, mais qu'il en est même l'exact inverse. Le meilleur éloge du CO₂, ce ne sont pas les climatosceptiques qui le font : c'est la biosphère. Faut-il rappeler que le gaz carbonique est l'une des briques les plus fondamentales de la vie sur Terre, l'aliment de base de toutes les plantes vertes, qui s'en nourrissent pour réaliser la photosynthèse ? Nul gaz autre que le carbonique ne mérite mieux le qualificatif de « vert ». La logique la plus simple, appuyée sur les connaissances les mieux assises du cycle de la photosynthèse, nous indique que plus il y a de CO₂ dans l'atmosphère, mieux les plantes peuvent se nourrir, et donc que mieux la biosphère se porte d'une manière générale. Il ne s'agit pas là d'une simple affirmation de bon sens : on peut la vérifier par l'observation. L'imagerie satellitaire montre qu'effectivement notre planète est de plus en plus verte⁶, et il ne fait guère de doute que l'augmentation du CO₂ dans l'atmosphère joue un rôle significatif dans cette évolution. Comme toujours lorsqu'on a affaire à un énoncé global, cela n'empêche pas des phénomènes locaux d'aller à rebours de cette tendance, sans toutefois l'inverser.

Au XIX^e siècle, Victor Hugo rêvait d'une humanité « améliorant la création sous le regard du créateur ». Hugo avait foi en l'homme et célébrait la modernité, non sans une dose de naïveté qui est la marque de son temps. Depuis, nous avons fait beaucoup de mal. N'est-il toutefois pas paradoxal que ce qui se révélera peut-être rétrospectivement l'un des principaux points à porter au crédit de l'humanité en faveur de la biosphère soit justement celui que nous nous reprochons le plus ?

Chapitre 11

Le piège (8 décembre 2015)

« Notre client est une compagnie pétrolière du Proche-Orient, inquiète de l'impact de la conférence climat des Nations unies qui doit se tenir ce mois-ci... »

Faux courrier adressé à William HAPPER (université de Princeton), dévoilé le 8 décembre 2015.

Un personnage inattendu

L'homme qui m'est présenté début décembre 2015 s'appelle Patrick Moore. Militant pour l'usage des énergies fossiles aussi bien que nucléaire, climatосceptique affiché, il est, logiquement, une bête noire de la plupart des organisations environnementalistes.

Il y a pourtant un grain de sable dans ce meilleur des mondes binaires : Moore est aussi l'un des fondateurs historiques de Greenpeace, et participa à tous ses combats pendant des années. Il fit notamment partie de l'équipage du *Rainbow Warrior*, ce fameux navire coulé en 1985 par les services secrets français tandis qu'il s'apprêtait à appareiller pour l'atoll de Mururoa et s'opposer à la poursuite des essais nucléaires. Clin d'œil de l'Histoire, le Premier ministre français de l'époque n'était alors nul autre que Laurent Fabius, l'actuel président de la COP21.

« Je n'ai jamais renié ce que j'ai fait à l'époque, me dit Moore tandis que je tâche de comprendre son parcours intellectuel. C'est l'organisation que j'ai créée qui a changé. C'est devenu un monstre. » Un monstre qu'il combat désormais avec la même fougue qu'il mettait jadis à lutter à ses côtés pour la paix verte¹.

Selon Moore, il est arrivé à Greenpeace ce qui peut parfois arriver de pire à une organisation : elle a atteint ses objectifs. On l'oublie aujourd'hui, mais Greenpeace était au départ surtout dédié à la paix,

et son grand combat concernait les essais nucléaires. Rappelons que, des années 60 aux années 80, le nombre de ces essais dépassait facilement la cinquantaine par an. Quantité d'entre eux ont été menés en plein air, selon des protocoles qui n'étaient pas des plus transparents, si bien que leur impact environnemental et sanitaire reste encore difficile à évaluer.

Depuis, les choses ont bien changé. Hormis le récent et unique contre-exemple de la Corée du Nord en janvier 2016, pour ce que nous en savons il n'y a aujourd'hui plus d'essai nucléaire nulle part. Les connaissances acquises grâce à ces essais, les possibilités ouvertes par la simulation numérique ainsi que les différents traités signés entre puissances nucléaires depuis les années 70 font que les essais appartiennent désormais au passé.

Même si les raisons en sont multiples, force est donc de constater que la grande revendication originelle de Greenpeace a été satisfaite. A-t-on alors vu Greenpeace s'autodissoudre dans la joie de son succès ? Non, bien sûr. Rétrospectivement pourtant, peut-être aurait-ce été préférable. Pour continuer à exister en tant qu'organisation influente, il lui a en effet fallu se lancer dans de nouveaux défis qui l'ont poussé à radicaliser ses exigences, jusqu'à défendre des positions si excessives qu'elles confinent à l'absurde.

Le piège

Au neuvième jour de la COP21, la célèbre ONG réussit un fort joli coup en terme de communication. Elle affirme en effet avoir « piégé » un scientifique en lui envoyant de faux courriers électroniques qui leur proposaient, moyennant finances, d'écrire des articles favorables aux industries fossiles. Ces courriers étaient censés émaner de « gros clients » impliqués dans ce secteur d'activité. Selon ce que révèle Greenpeace, les réponses du chercheur sollicité montrent la duplicité et la cupidité des climatosceptiques, qui semblent décidément prêts à toutes les compromissions. Avec un tel scoop dévoilé en pleine COP21, l'ONG s'assure le succès médiatique de la journée, la presse ne manquant pas l'occasion de relayer le message.

C'est là que nous retrouvons Patrick Moore. Particulièrement méfiant, le cofondateur de Greenpeace se doute immédiatement que la présentation faite des échanges est tendancieuse. Et il le prouve. Dans un article très clair et imparable² publié quelques heures à peine après les révélations de l'ONG, il détaille le contenu complet des échanges entre le faux client et William Happer, ce physicien professeur émérite à l'université de Princeton visé par le piège. On y apprend que Happer n'avait pas manqué de souligner à son correspondant qu'il n'accepterait de rédiger un texte sous son nom qu'à la condition

exprime que le contenu soit intégralement en ligne avec son opinion sur le sujet. Le physicien indiquait entre autres qu'« il est clair que de vrais polluants sont émis lors de la combustion des énergies fossiles » et qu'il « soutient pleinement les régulations » au sujet de ces polluants.

Surtout, Happer demandait que ce ne soit pas à lui que soit versé le montant des honoraires, mais à une association (la CO₂ Coalition), qui le défraie parfois mais ne lui verse jamais aucun revenu.

Ainsi donc, Happer avait rendu explicite qu'il ne ferait aucune concession intellectuelle, et qu'il ne recevrait pas le moindre centime. Mais ce n'est bien entendu pas de cette manière que Greenpeace a présenté les choses.

L'épilogue de cette triste histoire se jouera peut-être au tribunal. Moore a en effet déposé une plainte aux États-Unis contre l'ONG, en invoquant notamment la loi américaine dite RICO destinée à lutter contre le crime en bande organisée. « Le timing de [Greenpeace], explique-t-il, visait clairement à refermer le piège sur le professeur Happer quelques heures avant que celui-ci comparaisse devant le Congrès [pour une audition sur la question du rôle de l'homme sur le climat]. Cette faute constitue une ingérence grave – qui tombe sous le coup de nombreux articles de loi – dans la vie démocratique à laquelle l'Amérique est profondément attachée. »

La période oubliée

Le déroulement de cette triste affaire a tout d'une histoire d'espions de la guerre froide, une époque dont Greenpeace est précisément un rejeton. L'ONG illustre à merveille les résonances contemporaines de cette période étrangement oubliée de nos jours. L'analyse rétrospective de l'affaire climatique accordera pourtant sans aucun doute une place considérable à la guerre froide, en tant que matrice de toute une architecture de pensée qui imprègne encore profondément nos représentations collectives. Ainsi, selon Moore, Greenpeace avait initialement pour vocation de s'opposer à l'usage *militaire* du nucléaire. Il s'agissait de préserver la paix et non de dénoncer les dangers de la technologie elle-même. Ce n'est qu'après coup que le volet civil est devenu lui aussi l'un de ses grands chevaux de bataille. En un sens, donc, son opposition au nucléaire civil (et sans doute, par ricochet, à d'autres choses) est une branche née de son pacifisme des années 70.

Voici donc une idée, encore trop vague mais que je souhaite brièvement soumettre au lecteur. La guerre froide a provoqué un traumatisme si fort que ses effets psychologiques n'ont pas disparu en même temps que la menace. L'habitude de redouter un conflit

planétaire aux ravages durables a survécu à la chute du mur de Berlin, mais de façon déformée. L'alarmisme climatique, précisément né à la fin de cette période, a su prospérer dans un monde qui n'avait plus de raison majeure de redouter sa fin prochaine, mais dans lequel la crainte d'une « menace globale » était devenue une seconde nature. Dans cette perspective, le climat n'est rien de plus qu'une peur globale de substitution, dont le succès ne tient pas à la science qui lui sert de support, ni même à la mode environnementaliste contemporaine, mais à des résurgences inconscientes issues de ce terrible face-à-face entre l'Est et l'Ouest qui prit fin il y a un quart de siècle.

Si cette piste est de quelque valeur, alors, en ces temps où de nouvelles menaces globales hélas fort réelles et concrètes se font de plus en plus pressantes, on peut s'attendre à ce que, la COP21 passée, le climat ne soit très bientôt plus un sujet, son rôle de peur de substitution n'ayant plus lieu d'être. Si l'alarmisme climatique n'est en effet que la peur de ceux qui n'ont pas de raison d'avoir peur, sa disparition ne sera peut-être pas, au fond, une si bonne nouvelle...

Chapitre 12

Ce que l'on fait dire aux enfants (9 décembre 2015)

« Président, regarde la Terre !
Les arbres se détruisent ! La glace fond ! Les animaux
disparaissent et nous aussi on va disparaître. Il faut faire
quelque chose ! Il faut faire en sorte que tout le monde
agisse sinon la Terre explosera. J'ai peur !

Martin, un Terrien »

Le 9 décembre, l'organisateur de la COP21 est très fier de signaler sur son site Internet que de nombreux enfants de par le monde se sont impliqués à leur manière pour la réussite du grand événement en cours¹. Sans la moindre gêne, le site nous affirme que « 196 enfants ont écrit autant de messages remplis d'espoir destinés à encourager les dirigeants en leur demandant de prendre soin de la planète. »

Comme le montre le texte de Martin ci-dessus, prétendre que tous les envois seraient « remplis d'espoir » est un mensonge éhonté. Les messages ont beau être joliment coloriés à la manière enfantine, ils sont bien plus souvent marqués par la crainte que par l'espérance. Les mots « danger », « peur », « pollution », « mort », sont partout, et les dessins sont tout aussi éloquents : planète qui pleure, arbres que l'on coupe, animaux qui disparaissent, feux destructeurs, noires fumées s'échappant de cheminées d'usines...

Les enfants n'ont pas inventé tout cela. Il a fallu que quelqu'un le leur inculque, sans aucun doute dans l'idée d'« éveiller leur conscience » aux problèmes environnementaux. L'effet objectif est clairement mesurable sur ces dessins, librement accessibles sur Internet : nous éduquons nos enfants à avoir peur pour l'avenir du monde.

Un tel dressage semble assez bien fonctionner, à en croire un petit épisode qui s'est produit il y a quelques années avec des collégiens

d'Aubervilliers rassemblés à l'occasion d'une conférence. Dans celle-ci, il était question d'une tablette d'argile de l'époque babylonienne, sans doute écrite par un apprenti scribe du même âge que les élèves. Pour mettre en relief l'importance d'un tel document, les jeunes étaient brièvement invités à imaginer que l'une de leurs copies d'examen serait rangée à l'abri de la chaleur, de l'humidité et de la lumière pendant quatre mille ans, avant qu'un archéologue finisse par la retrouver. « Dans quatre mille ans, on sera tous morts ! » interrompit alors l'un des élèves d'un ton sûr de lui. « Morts à cause du réchauffement climatique. »

Ce collégien avait ainsi éprouvé, à un moment tout à fait incongru, le besoin d'exprimer ce qui était à l'évidence une peur formidable, celle de la mort de l'humanité tout entière.

Il n'est pas difficile de savoir d'où lui venait cette peur. Sur tous les écrans, il ne s'écoule pas une semaine, pas une journée même, sans que de multiples et terribles catastrophes climatiques nous soient prophétisées pour dans dix ans, dans vingt ans ou même dans cent ans.

Le collégien n'avait d'ailleurs même pas besoin de s'intéresser particulièrement à l'actualité, car le catastrophisme climatique a pénétré l'école depuis longtemps. À lire ce passage de la circulaire ministérielle officielle pour la rentrée 2015², il ne semble pas près d'en ressortir (le gras figure dans l'original) :

« **L'éducation au développement durable**, par la prise en compte des interdépendances entre l'environnement, dont le climat et la biosphère, la société, l'économie et la culture, est généralisée dans les programmes d'enseignement et les formations, dans les projets des écoles et des établissements scolaires, en s'appuyant sur les partenariats, en particulier territoriaux. C'est dans le cadre de cette éducation transversale que notre ministère se mobilise pour l'accueil, en décembre 2015, de la **conférence des Nations unies sur le changement climatique "Paris Climat 2015-COP 21"**. Dans les établissements, des débats sur le changement climatique seront organisés, notamment pendant la Semaine du Climat, à partir du 5 octobre. Les établissements scolaires s'inscriront à titre individuel ou en lien avec d'autres établissements dans l'organisation d'un projet pédagogique, de simulations de négociations internationales sur le changement climatique, afin de permettre à la communauté éducative de s'appropriier ces enjeux et de participer à la mobilisation citoyenne de l'école contre le changement climatique. »

On pourrait être un peu surpris de l'absence totale de réaction du monde enseignant à ce passage. Alors que les griefs sur les programmes trop chargés et les difficultés rencontrées sur l'enseignement des apprentissages fondamentaux sont toujours aussi aigus, personne n'a pris la parole pour rappeler les fonctions essentielles de l'école. Personne non plus n'a froncé les sourcils devant l'instrumentalisation flagrante de l'Éducation nationale au profit de la COP21, une conférence incontestablement de nature politique.

Le silence du monde enseignant ne doit toutefois peut-être pas être interprété de manière négative. En effet, sans doute êtes-vous resté dans l'ignorance complète de l'existence de cette mystérieuse « Semaine du Climat » censée se dérouler en octobre. Si tel est en effet le cas, sachez que vous n'êtes pas le seul : *aucun* des enseignants avec qui j'ai évoqué la chose n'en a ne serait-ce qu'entendu parler dans son établissement. Il s'est donc trouvé probablement fort peu d'élèves pour se voir infliger l'obligation de s'imaginer à la place de nos courageux et bien-aimés gouvernants préparant le sauvetage de la planète.

Voilà sans doute une incarnation rassurante de cet esprit de résistance passive collective : bien des enseignants ne sont pas dupes de toutes ces formules creuses et incantatoires. Ils savent d'emblée le peu d'attention qu'il convient de leur accorder, et en font la seule chose qui vaille : rien. Bravo à eux.

Les simulations de Sciences Po

Les « simulations de négociations internationales » évoquées dans la circulaire ne sont pas sorties toutes casquées de la cuisse d'un zélé conseiller ministériel. Il s'agit au départ d'une idée expérimentée par Bruno Latour (encore lui) avec des étudiants de Sciences-Po. Le succès apparemment galactique de cette initiative avait conduit le sociologue des sciences à des accès de lyrisme qui, bien que moins ravageurs que celui qui le poussera à comparer, quelques mois plus tard, les climatosceptiques aux terroristes du Bataclan, méritent tout de même le détour. Pour le plaisir d'un instant de détente, signalons pour commencer ces remarquables et éclairantes explications sur la démarche³ :

« L'architectonique virtuelle du globe et du global s'effrite dès lors que l'on considère que la nature et la politique n'ont pas d'unité et que l'universel est atteint moyennant un assemblage de collectifs. Brisant le simulacre du global, les connexions qui se révèlent sont faites de contradictions et de conflits : c'est à cette échelle réduite que l'action de

composition doit être envisagée. La question climatique est d'ailleurs un problème dont la solution implique nécessairement qu'il soit ramené plus près de nous. »

Passons. Venons-en à la manière dont il présente en toute modestie le travail des étudiants⁴ :

« Quand j'ai vu arriver sur scène la délégation qui représente les forêts, j'ai pensé que les étudiants avaient inventé quelque chose d'aussi important que l'invention du "peuple souverain" en 1790 pendant la *fête de la Fédération* ! »

En effet, qu'on se le dise, les forêts avaient vocation à être représentées de façon officielle, ainsi d'ailleurs que les océans, selon les termes de l'un des articles de l'accord virtuel :

« Les représentants des écosystèmes [Océans, Amazonie] se verront reconnus des compétences de gouvernance pour des actions innovantes et ambitieuses liées au climat. »

Apparemment, l'idée n'a effleuré personne que « Les écosystèmes » ne sont pas en mesure de glisser un bulletin de vote dans une urne. S'en proclamer les représentants revient donc en toute simplicité à s'arroger arbitrairement du pouvoir. Et dire que les étudiants venaient de Sciences-Po...

Comme indiqué au chapitre 3, les dernières années ont été celles d'un plateau des températures globales. Un célèbre climatosceptique britannique, Christopher Monckton (Lord de son état), a eu l'idée il y a quelques temps du « RSS game », qui consiste à calculer chaque mois la plus longue durée depuis laquelle l'évolution de la température globale (plus précisément celle de la basse troposphère, selon les données satellitaires RSS) peut, par un calcul statistique standard, être considérée comme horizontale. Le résultat au moment de la COP21 : 18 ans et 9 mois⁵. Ceux dont l'âge est inférieur à cette durée peuvent donc considérer qu'ils n'ont vécu aucune augmentation de la température globale.

En d'autres termes, malgré les dessins qu'on leur fait faire pour leur apprendre à redouter l'avenir, nos enfants n'ont pas connu le réchauffement climatique.

Chapitre 13

Les deux points de bascule (10 décembre 2015)

« [L'objectif de l'accord est de mettre en place] une riposte mondiale [...] contenant l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, étant entendu que cela réduirait sensiblement les risques et les effets des changements climatiques [...]. »

Accord de Paris, article 2.1.a.

Il faut croire que les experts s'étaient trompés à Copenhague en 2009, eux qui, tel Jean Jouzel, s'étaient réjouis que les politiques aient alors accepté le principe d'une limitation de la hausse des températures de 2 °C. Tout bien pesé, il s'avère apparemment que + 2 °C était encore trop, et que la bonne valeur limite est de + 1,5 °C. Personne, bien sûr, n'aura le mauvais goût de s'étonner que, pendant près de six ans, nos experts aient propagé une valeur excessive, car une loi d'airain de la climatologie politique contemporaine dit ceci : les erreurs ne posent jamais de problème tant que leur rectification va dans le sens du pire.

Le 10 décembre, tout est bien qui finit bien : malgré des discussions qui se poursuivront par la suite, la nouvelle version de l'accord évoque ce + 1,5 °C, qui ne quittera plus jamais le texte. Le point 21 de l'accord final donnera aussi une chance à nos irréfragables experts de se racheter en nous expliquant que, cette fois, la valeur est la bonne. En effet, ce point « *invite* le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat à présenter un rapport spécial en 2018 sur les conséquences d'un réchauffement planétaire supérieur à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les profils connexes d'évolution des émissions mondiales de gaz à effet de serre. »

Dans ma boule de cristal, je vois déjà la grosse conférence de presse qui sera organisée en 2018 pour nous annoncer les terribles malheurs qui nous attendent en cas de dépassement de la nouvelle limite ainsi décrétée. Étant donné que la présence de celle-ci dans l'accord tient pour une bonne part à l'insistance des États insulaires du Pacifique, l'on peut même écrire à l'avance les discours qui seront lus à la tribune, implorant le monde de tout mettre en œuvre pour ne pas laisser engloutir leur terre et leurs maisons.

Tandis que se tiendra cette conférence de presse de 2018 où le pire nous sera sûrement annoncé, les spécialistes continueront, eux, de savoir que les îles coralliennes ne sont pas menacées par la montée des eaux car, comme Darwin l'avait déjà noté, celles-ci peuvent monter à la même vitesse (on pense même depuis quelque temps que leur croissance pourrait être supérieure à celle de la hausse du niveau marin)¹. D'autres spécialistes sauront par ailleurs qu'autour des îles non coralliennes, la hausse océanique observée est de l'ordre de 2 millimètres par an, donc parfaitement gérable à l'aide de dispositions appropriées à l'échelle locale. Ils sauront aussi que là où la hausse est supérieure (comme en Polynésie), elle ne dépasse pas les 3,5 millimètres annuels, le surplus étant dû à l'enfoncement de la plaque tectonique sur laquelle elle repose. Peu de gens entendront ces voix-là.

Une limite déjà franchie

Même les spécialistes ont toujours convenu à demi-mot que le *tipping point* climatique de + 2 °C était une limite politique plus que scientifique, un moyen de se donner un but chiffré sur lequel communiquer facilement en « faisant sérieux » – le caractère percutant des « chiffres » en matière de communication n'étant plus à démontrer.

À présent, le GIEC va être sommé de « prouver » que la nouvelle valeur de + 1,5 °C est meilleure que l'ancienne. Toute l'histoire du GIEC, toute sa stratégie de communication, tout l'engagement de ses membres les plus influents laissent penser que le groupe d'experts s'exécutera avec empressement. Il fera comme Busiris, ce juriste troyen de *la guerre de Troie n'aura pas lieu* de Giraudoux qui, après avoir établi que tel acte commis par les Grecs constitue une déclaration d'hostilité, « démontre » ensuite l'exact contraire pour satisfaire aux exigences politiques troyennes. Les satiristes en tireront une nouvelle source de moquerie tandis que la science, elle, aura pris à nouveau un mauvais coup (mais qui s'en soucie ?).

Au fond, il ne va y avoir qu'un seul tout petit problème : le nouveau

point de bascule à + 1,5 °C qu'il va falloir vendre est déjà virtuellement dépassé selon tous les « scénarios d'émissions » (ou « trajectoires ») aujourd'hui envisagés. Nous avons rencontré le plus optimiste d'entre eux, le RCP2.6, dans le rapport sur le climat en France au ^{xxi}^e siècle (voir le chapitre 5). Dans celui-ci, des réductions drastiques des émissions de gaz à effet de serre ne tardent pas à être entreprises à l'échelle mondiale. Seule cette trajectoire déjà difficile est censée nous laisser de bonnes chances de maintenir la planète sous le seuil des + 2 °C (sous-entendu toujours : d'ici la fin du siècle et par rapport à l'ère préindustrielle). Plus précisément, le cinquième rapport du GIEC, publié en 2014, lui accorde de provoquer une hausse de la température globale comprise entre 0,9 °C et 2,3 °C, avec une valeur moyenne de 1,6 °C.

Il est donc clair que, selon ces critères les plus officiels, même ce scénario extrême en termes d'efforts à mener est loin de garantir les fameux + 1,5 °C.

Cerise sur le gâteau : il est d'ores et déjà certain que cette trajectoire sera loin d'être suivie. Celle-ci, en effet, suppose que les émissions globales de gaz à effet de serre atteignent un pic entre 2010 et 2020 avant de connaître une chute très rapide. Il n'y a rigoureusement aucune chance pour que nous suivions ce chemin. La Chine, premier émetteur mondial, a annoncé en 2014 avoir l'intention d'atteindre son pic d'émissions vers 2030, dans un accord comme d'habitude qualifié d'historique avec les États-Unis. Plus précisément, la Chine y a annoncé, sous les applaudissements, qu'elle se préparait à augmenter d'environ 27 % ses émissions d'ici 2030, tandis que les États-Unis, grands seigneurs, s'engageaient dans le même temps à continuer à ne rien faire de particulier (et donc, pour des raisons mécaniques liées à l'évolution du bouquet énergétique américain, à baisser régulièrement leurs émissions, sans toutefois que cela compense, et de loin, la hausse des autres pays). Et faut-il rappeler le cas de l'Inde, le troisième émetteur qui, on l'a dit, n'a aucunement l'intention de faire des efforts ?

On sait ainsi de la manière la plus claire que, même si les promesses des États étaient tenues (ce qui n'a rien d'acquis au vu de l'histoire de la politique climatique internationale), les émissions globales continueraient à augmenter encore fortement. La CCNUCC a même déjà chiffré la hausse : + 17 % d'ici 2030. Quant à la réduction drastique post-2020 (ou même post-2030) qui constitue la trame de l'optimiste scénario RCP2.6, elle n'est pour l'instant rien d'autre qu'un vœu pieux.

Tout espoir est donc mort-né. Pour être un tant soit peu cohérent avec lui-même, le GIEC va être dans l'obligation, pour son rapport de 2018, soit de désavouer les + 1,5 °C (ne rêvons pas), soit (hypothèse

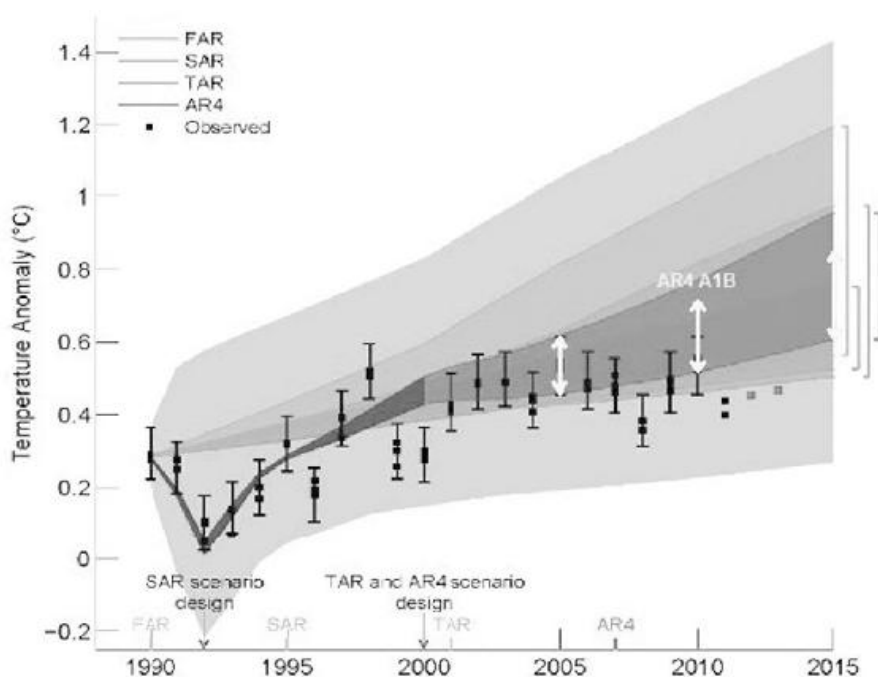
plus crédible) d'évoquer l'apocalypse climatique au futur et non plus au conditionnel. En 2018, plus personne ne pourra continuer à faire semblant de croire que la trajectoire RCP2.6 sera suivie. Il sera intéressant de voir comment experts et communicants articuleront les prévisions de cataclysmes inévitables avec l'obligatoire et éternel espoir qu'il n'est jamais trop tard pour agir.

La course à la température

Outre la nécessité de s'assurer les bonnes grâces des États insulaires lors de l'adoption de l'accord de Paris, la fantaisie des $+ 1,5\text{ }^{\circ}\text{C}$ peut aussi recevoir un autre élément d'explication : elle permet de relancer une course à la température qui, dans les faits (et non dans les modèles), aurait de bonnes chances d'être gagnée beaucoup trop facilement avec $+ 2\text{ }^{\circ}\text{C}$.

La Terre, on l'a dit, ne se réchauffe pour ainsi dire plus depuis près de vingt ans. Plus le temps passe, plus il apparaît que le réchauffement passé, d'ailleurs modéré aussi bien dans son intensité que dans ses effets, ne fournit pas de motif d'inquiétude réel pour l'avenir. Et mine de rien, le xxi^{e} siècle est déjà fort entamé... Souvenons-nous : les deux périodes de réchauffement qui se sont produites au xx^{e} siècle ont duré trente ans, elles ont augmenté la température d'environ un demi-degré chacun. Pour atteindre les $+ 2\text{ }^{\circ}\text{C}$ en 2100, il est donc déjà presque nécessaire que la Terre se remette à se réchauffer à ce même rythme, cette fois sans discontinuer jusqu'à la fin du siècle. Ce sera dur... et quand bien même nous en prendrions le chemin, rappelons que, avant l'accord de Paris, les $+ 2\text{ }^{\circ}\text{C}$ étaient considérés comme une limite acceptable. Allez donc faire peur avec ça !

En abaissant à $+ 1,5\text{ }^{\circ}\text{C}$ le *tipping point*, l'alarmisme climatique s'offre une limite plus proche, donc un frisson plus intense. Il faudra certes sans doute attendre la seconde moitié du xxi^{e} siècle pour trembler à l'approche de la terrible limite, mais l'habileté jamais démentie de nos lanceurs d'alerte à confondre le présent et le futur saura sans nul doute se montrer à la hauteur une fois de plus.



Cette figure, qui compare les modèles climatiques à la réalité des températures au fil du temps (barres du bas), devait paraître dans le cinquième rapport du GIEC en 2014.

Elle a été supprimée au dernier moment.

(FAR : 1^{er} rapport, 1990 ; SAR : 2^e rapport, 1995 ; TAR : 3^e rapport, 2001 ; AR4 : 4^e rapport, 2007.)

Source : Steve McIntyre, <http://climateaudit.org/2013/09/24/two-minutes-to-midnight/>

Une impossibilité symbolique

Le nouveau rapport spécial commandé au GIEC pour 2018 présente un caractère intéressant dans l'optique de la peur exponentielle, dont l'alarmisme climatique contemporain n'est à mon sens que le dernier masque.

La peur exponentielle naît d'une représentation du monde comme

d'une réalité finie, close, et de l'idée selon laquelle l'humanité, incapable de tenir compte de cette finitude (en raison bien sûr de son proverbial et éternel aveuglement), croîtrait à vitesse toujours plus grande, se préparant à l'explosion finale sur les limites de ce monde devenu trop étroit. Qu'elle s'exprime par les mots de la démographie (surpopulation), de l'économie (croissance) ou autre, la symbolique de la peur exponentielle se décompose en trois phases : une phase initiale au cours de laquelle la progression est trop faible pour être perçue, une phase intermédiaire où la croissance se fait visible et inquiétante, et enfin la phase catastrophique, celle où tout est perdu car l'exponentielle ne peut plus être arrêtée. Le point de bascule (le « *tipping point* » des carbocentristes inquiets) est l'instant précis du passage de la deuxième à la troisième phase.

Quelle que soit la forme qu'elle prend, la peur exponentielle nous place toujours peu de temps avant ce basculement de la deuxième à la troisième phase. Avec le même et éternel message : il n'est pas trop tard, mais il faut faire vite.

Ce qui est intéressant ici, c'est que l'accord de Paris ne fait pas que déplacer le *tipping point* climatique des $+ 2^{\circ}\text{C}$: il en crée un second qui se superpose à lui. Nous avons ici, en creux, l'affirmation de l'existence de deux points de bascule potentiels ($+ 2^{\circ}\text{C}$ et $+ 1,5^{\circ}\text{C}$). Si la vision que je propose de la symbolique exponentielle est de quelque valeur, alors il faut voir dans cet article 2.1.a, qui a reçu tant d'éloges de la part des promoteurs de la COP21, le germe d'un recul considérable de la peur climatique. Pourquoi ? Parce que les trois phases associées à la puissante symbolique de l'exponentielle ne font aucune place à cette idée d'un double *tipping point*. C'est d'ailleurs tout à fait logique, car qui pourrait prétendre doser l'apocalypse climatique, parler d'une « fin du monde limitée » pour une augmentation de température entre $1,5^{\circ}\text{C}$ et 2°C ?

Cette donnée nouvelle d'un double *tipping point*, dont on sait qu'elle n'est apparue que pour des questions purement diplomatiques, me semble donc une erreur stratégique majeure de la part des rédacteurs de l'accord. Le $+ 2^{\circ}\text{C}$ était devenue une vraie référence, bien identifiée par son caractère unique, qui fondait la peur du climat dans cette structure symboliquement exponentielle si porteuse dans nos représentations contemporaines. Se donner deux *tipping point*, c'est au fond ne plus s'en donner du tout, c'est remplacer le grand frisson d'une « explosion climatique » par une inquiétude plus diffuse, plus graduelle, et donc beaucoup moins percutante. Désormais, il faudra avoir « un peu peur » entre $+ 1,5^{\circ}\text{C}$ et $+ 2^{\circ}\text{C}$. Comment éviter alors de se dire qu'il faudra n'avoir qu'« un peu plus peur » un peu au-delà ?

En l'espèce, graduer la peur, c'est la rendre banale. C'est aussi ouvrir indirectement la porte à une réflexion sur un sujet

fondamental : l'étude sérieuse du rapport coût-bénéfice des actions entreprises pour limiter la hausse de température. Un sujet soigneusement évité jusque-là (en dehors du risible rapport Stern), et pour cause.

C'est ainsi qu'une simple question tactique au fil des négociations a, sans bruit, coupé la peur climatique de son moteur exponentiel, et donc peut-être programmé définitivement son obsolescence.

Chapitre 14

Magie et rituels (11 décembre 2015)

« J'exhorte tous les négociateurs à prendre des décisions pour notre avenir commun. Ce n'est plus l'heure de camper sur ses perspectives nationales. »

BAN Ki-moon, Secrétaire général des Nations unies,
11 décembre 2015.

Comme d'habitude, la fin de la conférence doit être décalée pour cause de retard. L'accord sera donc pour le 12 plutôt que pour le 11. En attendant, les brouillons successifs se sont considérablement allégés : de plus de cinquante pages, on est passé à moins de trente en seulement quelques jours. Si la COP21 est une nouvelle sorte de régime, on peut donc lui accorder une certaine efficacité. Bien sûr, le mode de fonctionnement de ce régime équivaut un peu à se couper un bras pour perdre du poids. Par exemple, le mécanisme économique considéré par beaucoup comme le plus logique et le plus simple pour limiter les émissions (l'établissement d'un prix du carbone) a purement et simplement disparu du projet. Mais l'essentiel, c'est qu'« on avance ».

Qui paiera ?

Au rayon des bonnes habitudes, la sempiternelle formule dont les journalistes ne se lassent jamais est toujours là : « Les discussions achoppent encore sur la question du financement. » Oh surprise, les pays en développement insistent sur la « responsabilité historique » des pays développés dans le réchauffement climatique, tandis que – comme c'est bizarre – les pays développés estiment que le climat ne fait pas de différence selon qu'une molécule de CO₂ est émise par un pays riche ou pauvre.

John Kerry a eu beau expliquer sans rire quelques jours plus tôt que « c'est de la vie elle-même » dont il est question à la COP21, les décideurs ne semblent finalement pas si résolus à aller plus loin que quelques grandes déclarations. Sur ce dernier point en revanche, les derniers jours de la conférence sont une belle réussite. Fleurissent joliment les ultimes éléments de langage destinés à préparer le maquillage du désastre en succès. On insiste sur des « avancées », sur la « prise de conscience qui s'amorce » qui nous place « tout près du but ».

S'amuser avec des crochets et des options permet aux négociateurs de ne pas trop voir ce qui se passe dans le monde réel. Par exemple, à peine deux jours plus tôt, le ministre indien des Finances Arun Jaitley a quelque peu mis les pieds dans le plat avec une déclaration pas franchement subtile, à l'évidence destinée à signifier une fin de non-recevoir à toute demande d'effort sérieux¹ :

« L'Inde est une nation en développement, et nous devons d'abord reconnaître ses besoins ; l'éradication de la pauvreté doit demeurer notre priorité [...] Si nous devons remplacer le charbon, nous aurons besoin d'un accès à des sources d'énergie et des technologies plus propres à un coût viable. »

Montant annoncé de la facture de cette transition énergétique en Inde : deux mille cinq cent milliards de dollars d'ici 2030. Une paille. Rappelons, pour fixer les idées, que le Fonds vert créé à Copenhague pour l'adaptation aux changements climatiques est, lui, censé se voir doté de cent milliards de dollars par an à partir de 2020. Il faut espérer que les besoins affichés par l'Inde pour sa transition énergétique n'entreront pas dans la même ligne comptable que celle du Fonds vert, faute de quoi l'Inde engloutira à elle seule près de deux fois la totalité de celui-ci pendant au moins vingt ans...

Au sujet du Fonds vert, rappelons qu'aux dernières nouvelles les promesses de financement atteignent péniblement les dix milliards de dollars. Attention, ces promesses ne sont pas pérennes, elles ne valent que pour une fois. En d'autres termes, en six ans le Fonds vert a brillamment réussi à rassembler le dixième de ce que devra être, dans quatre ans, le budget de sa seule première année de fonctionnement. Comme il ne serait pas très charitable de tirer sur une ambulance, n'insistons pas trop sur la panoplie comptable habilement déployée par ailleurs, qui doit permettre de reprendre d'une main le peu qui a été promis de l'autre (la spécialité de la France en la matière consistant à effectuer ses apports sous forme de prêts à taux zéro).

Au fond, à la COP21, la seule question qui compte vraiment n'est pas celle du climat mais celle de l'aide au développement. On ne

jettera pas la pierre aux pays demandeurs, mais on aimerait toutefois être bien certain qu'ils ne sont pas dupes du bonneteau comptable dont se montrent si souvent capables les généreux donateurs. Soyons clairs : dans bien des pays développés, dont la France, les difficultés économiques sont telles qu'on ne voit pas bien comment la situation politique permettrait d'atteindre un effort annuel à la hauteur des ambitions. En tout état de cause, les coupes budgétaires seraient probablement prises dans les budgets d'aide au développement. Libres aux bénéficiaires de préférer des financements pour des panneaux solaires plutôt que pour des écoles, mais qu'ils ne se fassent pas trop d'illusions : il est plus qu'improbable qu'il leur soit accordé les deux.

Tours de passe-passe

Parmi les autres tours de passe-passe dont est capable la diplomatie climatique, il y a celui de l'évaluation des effets de la politique d'atténuation.

Un mois avant la conférence de Paris, deux études sont parues qui, dans un monde normal, auraient retenti comme de terribles coups de tonnerre, même dans un ciel aussi artificiellement bleu que celui de la COP21. Les résultats qui y sont présentés, les uns par le statisticien Bjørn Lomborg² et les autres par une équipe du MIT³, n'ont rien du merveilleux des discours officiels⁴. Ces études, qui ne semblent pas avoir été contestées, s'accordent en effet à dire que même si toutes les belles promesses annoncées en amont de la conférence étaient tenues, l'évolution de la température globale en 2100 n'en serait ralentie que d'à peine 0,2 °C, selon les propres modèles en vigueur au GIEC. Sur une hausse prévue pour être de l'ordre de + 4° ou + 5°, un tel « résultat » dépasserait donc tout juste le bruit de fond.

Des sommes pharaoniques, une bureaucratie climatique pléthorique, et pour quel résultat espéré ? À peine plus que l'épaisseur du trait.

Qui en parle ? Personne. La diplomatie climatique n'étant pas concernée par la réalité, elle reste sourde à ces avertissements, et préfère s'abriter derrière l'une de ces formules magiques dont elle a le secret, qu'il suffit de prononcer à voix haute devant les caméras pour que les vœux se réalisent. Datant de fin octobre 2015, cette parole merveilleuse qui doit tout sauver est lancée par Christiana Figueres, la secrétaire exécutive de la CCNUCC. Comme souvent, il s'agit d'une incantation numérologique, c'est-à-dire d'une phrase contenant une grandeur chiffrée : les engagements mis sur la table auraient pour effet une augmentation de la température globale de + 2,7 °C. Le message sous-jacent est limpide : voyez, nous y sommes presque, nous sommes passés de + 4 °C ou + 5 °C à la valeur + 2,7 °C grâce aux vaillants efforts déjà consentis, nous sommes encore un petit peu au-dessus de

la limite fatidique des + 2 °C (le + 1,5 °C n'avait pas encore fait son entrée fracassante) mais le succès est à portée de main, plus qu'un dernier coup de collier à Paris et le monde sera sauvé.

Évidemment, le propos de Figueres dégage un certain parfum de surnaturel dès lors qu'il s'avère que, selon les études susmentionnées, les engagements des parties ne correspondent en réalité qu'à environ 1 % des efforts nécessaires (selon les modèles en cours) pour nous mettre sur cette trajectoire de + 2,7 °C.

Explication du tour de magie : il est prévu que les parties révisent périodiquement leurs ambitions à la hausse en fait de limitation d'émissions de gaz à effet de serre. Il suffit donc de croire qu'à partir de 2030 les réévaluations successives auront, par la grâce d'une universelle bonne volonté, atteint le niveau requis pour combler les 99 % qui manquent aujourd'hui à l'appel.

On comprend que, à l'instar de tout bon prestidigitateur, la CCNUCC ait préféré ne pas révéler son truc.

Rien de nouveau sous le soleil

Retards, inquiétudes sur la possibilité d'un accord final, optimisme hésitant... il faut n'avoir jamais suivi une COP pour se laisser prendre à ce rituel si attendu. Une preuve amusante du caractère prévisible de la dramaturgie des négociations de Paris a été donnée par le dessinateur Josh. Dans une planche aussi drôle que prémonitoire publiée par la Global Warming Policy Foundation, il anticipe parfaitement le déroulement de la COP21, en sept images⁵ :

1. Les espoirs
2. La dernière chance
3. Le temps presse
4. Le cirque
5. Le blocage
6. La percée de minuit cinq
7. La froide lumière du jour

Ces sept points sont aussi fidèlement suivis lors de la COP21 qu'ils l'ont été lors des COP précédentes. Nous en sommes au « blocage » : des difficultés dans les négociations font que l'annonce du projet d'accord final est reportée au lendemain, « malgré tous les efforts des parties ». C'était si prévisible qu'on se demande presque s'il n'avait pas été organisé dès le départ. Qui sait : on en aurait peut-être le cœur net en regardant les dates des réservations hôtelières des participants.

Le *storytelling* de la COP21 met en avant la bonne volonté de tous, les discussions qui se prolongent tard dans la nuit, sans oublier de

signaler les lits de fortune sur lesquels dorment des participants harassés mais fidèles au poste. Sous le clavier des journalistes comme sous l'œil des photographes, Laurent Fabius est le vaillant timonier qui tient la barre du navire contre vents et marées. On nous signale même qu'il participe à l'*indaba* – vous saurez désormais qu'il s'agit d'un mot zoulou désignant un type particulier de réunion restreinte destinée à faciliter les échanges.

À la veille de la clôture, nul doute que, par la grâce de l'omniprésent et infatigable président de la COP21, la percée de minuit cinq prédite par Josh aura bel et bien lieu.

Chapitre 15

L'ivresse du vide (12 décembre 2015)

La vérité sort de la bouche des enfants, dit-on. Cette fois, on la trouve dans un livre qui leur est destiné. Il s'appelle *Rien*. Il s'agit d'une parodie de spot publicitaire qui promeut le produit « rien » et ses multiples avantages¹. Le rien a beaucoup d'attraits : il ne prend pas de place ; on s'en débarrasse sans problème ; il n'est pas contraignant ; on peut le brandir devant soi sans risquer un lumbago ; et ainsi de suite... Ce simple livre pour enfants est l'antidote parfait aux excès ridicules de la communication qui suit l'adoption en grande pompe de l'« Accord de Paris » en ce 12 décembre 2015.

Ce soir-là, les congratulations sont générales. « La planète a gagné. » Le monde va être sauvé grâce aux efforts inlassables des artisans de la conférence. Comme de bien entendu, la presse française relaie complaisamment les remerciements adressés aux organisateurs nationaux. La France est le centre de l'Univers, comme chacun sait, et il n'est pas interdit de s'en gargariser. François Hollande va jusqu'à invoquer la Révolution française pour dresser un parallèle entre l'adoption de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et ce qu'il considère comme l'adoption des « droits de l'humanité ».

Tout s'est donc passé comme prévu : un échec total maquillé en succès retentissant.

Voir ces fins diplomates se congratuler comme ils le font autour d'un accord rigoureusement vide pousse décidément aux comparaisons enfantines. Comment, en effet, ne pas songer à ces dessins animés de Tex Avery où l'on voit un personnage avancer au-dessus d'un précipice sans s'en apercevoir, défiant pour quelques secondes les lois de la gravitation avant de se rendre compte de sa situation et de chuter aussitôt ?

Pour ses promoteurs complètement hors sol, la COP21 est une défaite en chantant. On en a la gueule de bois pour eux, tant la lecture

du texte de l'accord est sans équivoque : ils n'ont rien obtenu. Rien. Pas un peu. Pas un petit peu. Rien de rien.

Ah, si, c'est vrai, il y a des grandes déclarations et des promesses de promesses. Pourtant, selon les propres critères de l'alarmisme climatique, la conclusion est sans appel : le désastre est intégral. Étrange situation dans laquelle le climatosceptique que je suis se trouve en relative communion de pensée avec les manifestants de ce jour à Paris, qui ont eux aussi compris la vacuité de l'accord. Eux auraient voulu que la conférence atteigne la rive opposée sur laquelle je me tiens, mais ils savent tout autant que les climatosceptiques que, comme attendu, la COP21 a purement et simplement coulé.

Ils dansent au-dessus du vide

Voici en substance ce que dit l'accord dont se flattent les négociateurs² : ce serait bien qu'on fasse ce qu'il faut pour que la Terre ne se réchauffe pas trop, nous allons donc « renforcer la riposte mondiale à la menace des changements climatiques, dans le contexte du développement durable et de la lutte contre la pauvreté » (article 2.1), parce que tant qu'on en est à lutter contre le réchauffement climatique, il faudra aussi penser à la faim dans le monde (9^e considérant), au chômage (10^e considérant), sans oublier de traiter aussi « Les droits de l'homme, le droit à la santé, les droits des peuples autochtones, des communautés locales, des migrants, des enfants, des personnes handicapées et des personnes en situation vulnérable et le droit au développement, ainsi que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'équité entre les générations ». (Quiconque verrait quelque chose comme du hors-sujet dans ce 11^e considérant ignore à l'évidence les contorsions intellectuelles sans limites qui permettent de relier le climat à tout et même au reste. Pour ceux-là, exercice de rédaction : « démontrer », au sens postmoderne, le lien entre égalité des sexes et climat convenable.)

Les pays développés, historiquement les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre, sont vraiment désolés de ce qu'ils ont fait, et maintenant qu'ils ont demandé pardon ils se considèrent comme quittes et ne dédommageront personne en cas de souci climatique (point 52). Pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, chacun est prié d'indiquer les efforts qu'il prévoit de faire (points 22 et suivants, puis article 4.2). En étant « ambitieux » (article 3), sinon ce n'est pas du jeu. Et sans oublier d'expliquer à quel point ces efforts sont grands (point 27 ; notons que personne n'est habilité à vérifier que ces promesses seront tenues). On aimerait bien que les engagements soient le plus haut possible, dès avant 2020 (point 106). Et évitez de comptabiliser deux fois des réductions d'émissions, ce

serait mal (point 108). En plus, sachez que l'atténuation volontaire des émissions, c'est tout bénéfique (point 109 ; ça doit être pour ça qu'il fallait un accord universel pour que tout le monde s'y mette). Attention : à chaque nouvelle réunion il faudra promettre davantage de réductions, en étant toujours au sommet de ses ambitions (article 4.3), mais bon, rassurez-vous : chacun selon ses « capacités respectives, eu égard aux contextes nationaux différents ».

Les pays développés donneront de l'argent aux pays en développement (article 9.1), mais ne nous demandez pas combien ni comment cet argent sera mobilisé. Ah si, pardon : cela « devrai[t] [...] proven[ir] d'un large éventail de sources, d'instruments et de filières [...] par le biais de diverses actions. » (article 9.3), nous voilà donc pleinement rassurés.

L'accord entrera en vigueur en 2020 à condition que suffisamment de parties (i.e. Les signataires de l'accord : 195 pays plus l'Union européenne) l'aient ratifié, c'est-à-dire un ensemble de parties représentant au moins 55 % des émissions totales de gaz à effet de serre. Bien sûr, si une partie décidait que finalement tout ça serait trop lui demander (à l'instar du Canada qui s'était retiré en 2011 du protocole de Kyoto), elle pourrait sans inconvénient se retirer de l'accord. Il lui suffirait pour cela de le signaler dans les trois ans qui suivent son entrée en vigueur (article 28.1).

Les pays développés se débrouilleront, selon des modalités non précisées, pour trouver au moins 100 milliards de dollars par an pour abonder le Fonds vert pour le climat (point 54). Pour y parvenir, la générosité n'étant jamais aussi sincère que lorsqu'elle s'exerce sans contrainte, chacun est prié de mettre la main à la poche pour donner ce qu'il veut, mais attention : on le « *[d]emande fermement* » (point 115 ; italiques dans l'original). L'accord ne précise pas la punition prévue si les intéressés ne se plient pas à cette ferme injonction.

Le reste de l'accord consiste essentiellement à annoncer force réunions, discussions, évaluations, examens techniques, recensements et autres rédactions de rapports. Au chapitre des réalisations concrètes, notons la création de diverses usines à gaz parmi lesquelles un « mécanisme pour faciliter la mise en œuvre et promouvoir le respect des dispositions de l'Accord » constitué d'un « comité d'experts et axé sur la facilitation », qui « fonctionne d'une manière qui est transparente, non accusatoire et non punitive » (article 15, alinéas 1 et 2). Attention, ce mécanisme ne doit pas être confondu avec les « organes subsidiaires jugés nécessaires pour la mise en œuvre du présent Accord » qui font eux l'objet d'une création distincte à l'article 16.4.a. Sans oublier un petit appel aux dons pour que la CCNUCC puisse prospérer de plus belle grâce aux missions nouvelles

qu'elle vient de s'attribuer (points 139 et 140).

L'accord n'est que verbes au conditionnel (« Les Parties devraient intensifier leur coopération... ») ou à l'« indicatif rectifié » (« Chaque Partie entreprend, selon qu'il convient... »), formules incitatives sans contraintes (« Les Parties sont invitées... »), incantations qui ne mangent pas de pain (« Les Parties promeuvent le développement durable... »), suggestions non engageantes (« Les Parties utilisent à titre volontaire... »), projets vagues dont il est facile de se défaire (« Les Parties établissent l'objectif... »), accords de principe qui n'impliquent rien de concret (« Les Parties reconnaissent que l'action pour l'adaptation devrait suivre une démarche... »), sans oublier les truismes (« Les Parties reconnaissent la nécessité d'éviter et de réduire au minimum les pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques... »).

Voilà donc le visage de l'« accord décisif pour la planète. »

Should we shall ?

Laurent Fabius, dans un élan lyrique qu'on espère dicté par la fatigue et non par l'incompétence ou la malhonnêteté, ose prétendre en milieu de journée que l'accord est « juridiquement contraignant ». C'est faux, à moins de considérer que les Parties sont juridiquement contraintes à faire rigoureusement ce qu'elles veulent.

La meilleure preuve de l'absence de tout caractère contraignant est donnée juste avant le dénouement, au moment où un grain de sable se met en travers du chemin vers l'adoption du glorieux accord. L'article 4.4 contient en effet, dans sa version anglaise, un « shall ». C'est-à-dire un impératif. Halte-là ! Aussitôt, John Kerry, le chef de la délégation américaine pour la COP21, sonne l'alerte : il faut absolument mettre le conditionnel « should » à la place.

Pourquoi donc ? Pour cette fois, il ne s'agit pas rendre hommage à l'indémorable style de l'alarmisme climatique qui annonce régulièrement que l'océan « pourrait » monter de plusieurs mètres ou que la Grande Barrière de corail « risquerait » de disparaître à brève échéance. Il s'agit, en contradiction frontale avec la fanfaronnade du président de la COP21, d'éviter tout caractère contraignant à l'accord. Tout simplement parce que celui-ci deviendrait alors *de facto* un « traité », dont la ratification par les États-Unis passerait obligatoirement par le Congrès. Or celui-ci, à majorité Républicaine, est un repaire de climatosceptiques, ce que Kerry sait pertinemment.

Il faut bien entendu tout faire pour éviter une telle incursion, évidemment fort malvenue, d'un bout de démocratie dans le processus. Imaginez un peu le scandale s'il fallait demander leur avis à d'autres représentants du peuple pour ratifier l'accord, alors qu'on

est si bien entre nous pour prendre des décisions sans être dérangés ! Ce serait trop bête qu'il se passe la même chose qu'à l'époque du protocole de Kyoto, n'est-ce pas ? À l'époque, on s'en souvient, à peine signé ce protocole était désavoué à l'unanimité par le Congrès américain, et donc non ratifié par le pays qui était alors le principal émetteur de gaz à effet de serre. (Il n'est sans doute pas sans intérêt de mettre ici en exergue l'étrange trou de mémoire qui accompagne en général l'évocation de ce fameux épisode de l'histoire de la politique climatique, trou de mémoire qui fait négliger de préciser que le président des États-Unis de l'époque n'était pas ce fort commode repoussoir de George W. Bush, mais Bill Clinton. Et que le vice-président était alors Al Gore.)

Bref, ce sera « should » plutôt que « shall ». L'accord ne sera pas un traité. On ne demandera pas leur avis à trop de représentants du peuple, et tout le monde sera content. Par définition l'accord n'aura donc rien de juridiquement contraignant, quoi qu'en dise Laurent Fabius et si dociles que soient les journalistes qui reprennent l'affirmation sans sourciller. Mais peut-on attendre autre chose de ceux qui ont pour mission d'informer et qui, au moment de l'annonce de l'accord, sautaient de joie et applaudissaient en salle de presse ?³

Une soirée au théâtre climatique

Le maître mot de la soirée est celui de schizophrénie. Rien ne l'illustre mieux que la comparaison de deux des considérants de l'accord : le n° 12, qui « *[s]e félicite* des contributions prévues au niveau national » pour diminuer les émissions, et le n° 17 qui, à peine une page plus loin, « *[n]ote avec préoccupation* que les niveaux des émissions globales de gaz à effet de serre en 2025 et 2030 estimés sur la base des contributions prévues déterminées au niveau national ne sont pas compatibles avec des scénarios au moindre coût prévoyant une hausse de la température de 2 °C (...) et *note également* que des efforts de réduction des émissions beaucoup plus importants » seront nécessaires.

Cette évidente contradiction entre les points 12 et 17 démontre à elle seule que le succès de l'accord tient tout entier dans son existence et non dans son contenu. Si l'on considère que les engagements sont insuffisants pour atteindre les objectifs, la conclusion logique est à l'opposé du point 12, lequel devrait au contraire *s'alarmer* du niveau manifestement insuffisant de ces engagements, qui est en réalité caricaturalement bas en regard des critères qui s'appliquaient aux négociateurs.

À sa décharge, en cette soirée du 12 décembre Laurent Fabius avait un problème plus important à régler : faire en sorte que la COP21 soit

finie avant minuit, pour que les historiens n'aient pas d'hésitation sur la date à laquelle l'accord aura été entériné par la communauté internationale. Authentique.

Dès le lendemain, Frédéric Lewino se confesse dans *Le Point*⁴, non sans une candeur qui serait touchante si elle n'en disait si long sur le caractère assumé de la propagande climatique régnante : « Hier, c'était le temps de l'euphorie. Nous n'avons pas eu le cœur de gâcher la fête. » Derrière les cocoricos de circonstance pour féliciter le « triomphe diplomatique » se cache, comme les éditorialistes finissent par le reconnaître, un désastre pour les carbocentristes militants.

Comment tant de gens ont-ils pu, en ce soir du 12 décembre 2015, renoncer à ce point à toute rigueur intellectuelle ? Accepter de se faire les relais d'une si banale entreprise de communication politique ? Quelle étrange appréhension les retient de dire l'évidence ? Est-ce tout simplement qu'ils n'ont pas lu l'accord et se fient aux mines réjouies de leurs initiateurs ? Quant à ces derniers, comment arrivent-ils à danser de façon si joyeuse sur le cadavre de leurs espérances passées ?

On ne peut comprendre ces étranges paradoxes que si l'on identifie la réalité profonde de l'accord : qu'il s'agisse des négociateurs, des experts du GIEC ou des journalistes militants (ce qui, en fait de climat, est un pléonasme), le contenu n'a pas d'importance. La forme seule compte. Nous ne sommes pas dans le monde mais au théâtre. L'objectif réel de la COP21 était, depuis le début, que d'une façon ou d'une autre tout le monde accepte de continuer à faire semblant. Tout va bien tant que l'on peut continuer à jouer à sauver la planète dans des réunions du même type.

Le « succès » affiché n'a donc pas eu lieu *malgré* la vacuité abyssale de l'accord, mais *grâce* à celle-ci. La grande fête n'avait pas pour fonction d'être utile à la « cause climatique », mais de justifier que l'on continue à débattre, à organiser, à prévoir, à s'alarmer, à s'affronter... À jouer à faire semblant d'écrire l'histoire, en somme.

Faire danser de joie les nations sur un accord vide, voilà la réussite dont la COP21 pourra se targuer devant l'Histoire. Mais dans quelques années sans doute, on découvrira ce qu'a été l'envers du décor, et il n'est pas nécessaire d'être grand devin pour pressentir qu'on y verra bien d'autres choses que le *storytelling* qui a accompagné la clôture de la conférence.

L'accord est si vague qu'il sera impossible d'en renier la lettre. En revanche, l'esprit n'a pas mis longtemps à être piétiné. Deux jours après la clôture de la COP21, l'Inde confirmait son intention de doubler sa consommation de charbon d'ici 2020⁵. Le surlendemain, Reuters révélait que le Japon et la Corée du Sud prévoient eux aussi de construire quantité de nouvelles centrales électriques – au charbon,

toujours⁶. Au même moment, les États-Unis, redevenus ces dernières années une grande puissance pétrolière par la grâce des hydrocarbures non conventionnels, décident de mettre fin à plus de quarante ans d'interdiction d'exporter leur production⁷. Le lendemain, le Royaume-Uni ouvre la voie à un accroissement de son exploitation du gaz de schiste en autorisant l'emploi de la technique de fracturation dans le secteur des parcs nationaux⁸. La perfide Albion récidive un jour plus tard en annonçant une nouvelle coupe dans ses subventions aux énergies « vertes »⁹.

Sur un mode presque ironique, moins de vingt-quatre heures après la fin de la conférence, une possible sortie de l'accord est déjà annoncée. Elle émane... du Groenland¹⁰.

Seuls sont surpris ceux qui n'avaient pas compris que le spectacle de la COP21 était fini. La froide lumière du jour anticipée par Josh était déjà revenue.

Chapitre 16

Vanités climatiques

On ne peut pas échapper à cette question, surtout en voyant le gouffre qui sépare l'annonce du triomphe de la COP21 avec la réalité : comment expliquer que tant de scientifiques, de politiques, de journalistes et de militants puissent persister à ne pas voir ce qui est sous leurs yeux ? Faut-il croire que toute cette affaire ne serait qu'une mise en scène, cachant de sombres desseins sous les nobles apparences du sauvetage de la planète ?

La recherche des causes cachées

Affirmer l'existence d'un complot carbocentrisme me semble *faux*, sans toutefois être *délinquant*. Autrement dit, les arguments en faveur de l'idée du complot méritent mieux que d'être écartés d'un revers de main sans examen, même s'ils doivent *in fine* être rejetés. (Je n'ai aucune illusion sur le fait que certains commentateurs en profiteront pour m'accuser de crypto-complotisme, je compte en revanche sur le lecteur de bonne foi pour ne pas s'y laisser prendre.)

Les théories du complot carbocentrisme s'appuient principalement sur des éléments de nature idéologique, politique et économique. Pour ce qui est de l'idéologie, plusieurs textes relevant bien souvent de l'écologie profonde contiennent des propos tout à fait explicites et effrayants sur le « cancer » que constituerait l'humanité pour le monde. L'idée d'une pureté originelle d'une planète par la suite irrémédiablement souillée par les hommes est l'un des principaux piliers anthropologiques sur lequel la carbophobie peut s'appuyer. Il ne reste alors qu'à citer quelques textes, par exemple ceux du club de Rome, qui expriment explicitement une volonté d'instrumentaliser des questions telles que la pollution ou le climat. Voilà alors bien assise l'idée d'un complot destiné à promouvoir une idéologie anti-humaine. Le climat n'y joue que le rôle d'un prétexte masquant un

projet plus vaste visant à restaurer la pureté originelle. La jouissance de ce nouveau paradis serait de préférence réservée à quelques individus triés sur le volet. (Au club de Rome, n'entre pas qui veut...) La recherche d'un monde pur menant vite, on le sait par l'Histoire, à la barbarie pure, il n'est pas difficile de trouver dans la littérature concernée des passages tout à fait effrayants. Il serait hors de propos d'y revenir ici, plusieurs auteurs tels que Luc Ferry ou Pascal Bruckner ayant déjà fait de bonnes synthèses sur la question. Qu'il me suffise de dire que certains textes montrent bien comment les meilleures intentions mènent le plus naturellement du monde aux propositions les plus dangereuses.

L'idée d'une stratégie qui instrumentaliserait le carbocentrisme n'est donc pas déraisonnable en soi, puisqu'elle est clairement exprimée dans plusieurs cercles et que l'importance de certains d'entre eux n'est plus à démontrer. Voilà pourquoi parler d'un complot n'est pas *déliquant* (même si je préférerais que cela le soit, ne serait-ce que pour éviter que certains ne sautent à pieds joints sur cette phrase et en retirent l'italique final pour lui donner une connotation complotiste qui lui est étrangère).

Pourtant, tout cela ne suffit pas à affirmer que l'ensemble (ou même une partie significative) des intellectuels, des scientifiques et des diplomates se serait ligués pour promouvoir un carbocentrisme qui ne serait que le cheval de Troie d'une idéologie trop mortifère pour avancer à visage découvert. Il faut n'avoir aucun sens de la nuance pour ne pas voir combien les discours militants se contredisent dès qu'est abordée la question des remèdes : décroissancisme contre croissance verte, écologie profonde contre développement durable, marché du carbone contre solidarités locales... Si complot il y avait pour mettre le monde en coupe réglée sous la bannière du climat, l'ambiance y serait sacrément électrique.

De plus, les initiateurs d'un éventuel complot seraient de fort mauvais stratèges au vu de la maigreur de leurs victoires. Hormis quelques succès à la marge tels que l'inscription du principe de précaution dans la Constitution française et quelques coûteuses dépenses pour des politiques fondées sur du vide, on serait bien en peine de trouver les traces d'une incarnation véritable de ce changement de paradigme civilisationnel, soi-disant indispensable et urgent, dont on nous rebat les oreilles. Même le fameux rapport au club de Rome, annoncé en fanfare à son époque par une énorme campagne de presse qui a su trouver de nombreux relais et prolongements n'est jamais parvenu à s'imposer au niveau politique. Il a été largement déclassé par le rapport Brundtland (à l'origine du pesant et omniprésent « développement durable »), dont le succès tient surtout à ses bonnes manières diplomatiques et pas trop radicales.

Le bilan de la COP21 est tout aussi éloquent : débauche de moyens, résultats vides.

Au mieux, donc, la théorie du complot carbocentrisme est une théorie inutile, en plus de prêter le flanc à des critiques faciles. Elle n'est au fond rien de plus qu'une paresse intellectuelle, qui permet de tout expliquer à bon compte en plus de prêter des intentions à une masse d'individus qui en sont pour la plupart dépourvus jusqu'à preuve du contraire.

Une communauté d'intérêts ?

Une théorie du complot « allégée » pour expliquer le succès du carbocentrisme est celle de la communauté d'intérêts. Jouissant d'un grand prestige auprès des climatosceptiques plus raisonnables, elle ne manque pas d'arguments très solides en sa faveur.

Nous avons vu, en regardant le rapport sur le climat en France au ^{xxi}^e siècle, comment le carbocentrisme peut, à l'occasion, être le trait d'union entre des organisations aussi antagonistes que Greenpeace et le CEA. Le réchauffement climatique a tout d'un couteau suisse, qui permet de remplir quantité de fonctions : il justifie le développement d'une vaste catégorie d'industries considérées comme « écologiquement vertueuses » ; il permet de renouveler le discours politique avec la promesse de « sauver la planète » ; la critique du système économique occidental y trouve un second souffle dont elle avait bien besoin après la chute du mur de Berlin.

Cette lecture d'une promotion du climat par la convergence d'intérêts apporte des éléments d'explication pertinents. Par exemple, le fait que les climatosceptiques français soient historiquement bien plus inaudibles que leurs homologues d'autres pays s'explique probablement au moins en partie par la prégnance de l'industrie nucléaire nationale – laquelle passe pour être faiblement émettrice de CO₂ et a trouvé dans l'affaire du climat l'occasion de revendiquer une certaine virginité environnementale.

Certains ont fait les comptes du chiffre d'affaires engendré par le carbocentrisme, et ont trouvé des sommes à donner le tournis. Un rapport¹ tout ce qu'il y a de sérieux publié par le *Climate Change Business Journal* évaluait en 2010 que le marché du climat pèse la bagatelle de mille cinq cent milliards de dollars. Lorsque de telles sommes sont en jeu, persister à voir le militantisme carbocentrisme comme une simple alliance citoyenne désintéressée pour sauver la planète serait pour le moins naïf.

Seule une analyse qui s'intéresse aux moyens financiers en jeu permet de comprendre comment il a été possible à une organisation non gouvernementale telle qu'Avaaz, encore à peu près inconnue du

public français, de disposer d'un poids si considérable au moment des dernières COP. Seuls les plus candides ignoreront que l'organisation en 2014 d'une « marche mondiale pour le climat » qui a fait défiler, entre autres, Ban Ki-moon, Laurent Fabius et Ségolène Royal aurait été à la portée de l'une de ces joyeuses bandes de militants écologistes comme il en existe tant. Un tel événement, tout comme ceux de 2015 qui avaient été prévus pour la COP21 (avant que les attentats du 13 novembre ne conduisent à les annuler), ne peut se concevoir qu'avec l'aide de ressources considérables ainsi que d'importants réseaux d'influence.

Il est donc instructif de dresser un bilan des forces économiques à l'œuvre derrière la promotion de la peur climatique, surtout pour le comparer à celui qui soutient le climatoscepticisme (malgré la légende tenace, les montants alloués à ces derniers sont très largement inférieurs). Toutefois, dussé-je être en désaccord sur ce point avec une bonne partie des climatosceptiques, il me semble qu'une vision purement comptable du phénomène demeure très insuffisante. Sans négliger l'importance de ces facteurs, il me semble que leur rôle ne saurait excéder celui d'un appui à la perpétuation du phénomène. Ramener à eux le succès idéologique, même relatif, de l'alarmisme climatique relève d'un réductionnisme économiste qui néglige le fait que quantité de représentations collectives n'ont eu à leur origine que peu de moyens financiers à leur appui. Si tout succès idéologique ne tenait qu'à la supériorité de trésorerie de ses promoteurs, on le saurait.

Certes, les entreprises qui s'habillent de vert profitent abondamment des largesses des subventions publiques, et il va de soi qu'un certain nombres d'entre elles ont flairé le bon filon. Dénoncer un tel opportunisme est nécessaire, mais ne doit pas conduire à inverser cause et conséquence : ce n'est pas parce que des entreprises se parent d'atours écologiques que des incitations financières existent, mais bien le contraire...

La force de la croyance

Un moteur de l'alarmisme climatique aussi évident que peu étudié me semble être celui de la *croyance*, avec toutes les logiques de renforcement qui l'accompagnent. Cette croyance déborde de beaucoup le seul horizon carbocentriste, elle concerne toute une représentation du monde qui s'est développée après-guerre et a inlassablement été promue par tant de penseurs d'horizons divers. Nourrie, comme il en a été question plus haut, de peur exponentielle et de craintes issues de la guerre froide, cette croyance a tout d'une réécriture postmoderne de mythes anciens (perfection originelle de la nature, perversité humaine) à l'aune de la vision moderne d'une toute-

puissance collective sur la nature.

Il semble actuellement impossible de décrire les origines précises de cette croyance, perpétuellement contredite par à peu près tous les indicateurs sérieux disponibles. C'est là une réflexion considérable qui sera à mettre en chantier un jour ou l'autre, et ne pourra sans doute être menée à bien que lorsqu'un certain apaisement sera revenu. Nous parlons ici en décennies davantage qu'en années.

Même sans pouvoir décrire aujourd'hui tous les tenants et les aboutissants de cette croyance, il est possible, une fois reconnue la prégnance de ce moteur, d'en identifier le carburant. Celui-ci n'est pas difficile à trouver. Pour perdurer, une croyance a tout simplement besoin d'un clergé qui assure sa diffusion et sa pérennité. Or ce clergé, nous l'avons déjà rencontré : il est constitué de tous ces intellectuels (au sens large du terme) qui ont renoncé à la pensée libre au profit de l'action militante. S'il y a une catégorie intéressée à la perpétuation de la croyance, c'est bien elle. Son action ne relève ni d'un complot politique ni d'une guerre économique, mais d'une simple volonté d'exercer un magistère moral qui s'inspire d'archétypes directement issus de la tradition judéo-chrétienne.

Cette approche par la mécanique d'une croyance colportée par un clergé intellectuel visant à dominer les âmes me semble la seule qui puisse rendre compte de l'écart si grand entre la « pensée unique climatique » et le peu de résultats réels obtenus par ses promoteurs malgré leurs inlassables efforts depuis tant d'années. Le carburant de la croyance étant ses intellectuels organiques, l'objectif premier n'est pas une action sur le réel mais sur ses représentations. Le clergé de la pensée unique fait mieux que s'accommoder d'une « action unique » à l'opposé de ses revendications : il s'en nourrit, car c'est elle qui lui permet encore et encore d'en appeler à un sursaut de vertu collective sous peine de punition céleste.

Un complot climatosceptique ?

L'idée que le climatoscepticisme serait le bras armé de sataniques industries pétrolières et charbonnières n'ayant en tête que leurs sombres desseins mercantiles est très répandue. Elle se déploie même dans les journaux les plus respectables. Bien entendu, cette idée-là n'est jamais considérée, elle, comme relevant de la théorie du complot, présentée qu'elle est comme une forme de lucidité face à la puissance économique destructrice de quelques intérêts privés.

Ce type d'accusation provient-il d'une analyse sérieuse et étayée ? Il y a quelques mois, j'ai été interrogé par une journaliste spécialiste d'environnement pour le compte d'une radio connue. Comme bien souvent, la question me fut posée de ce que je pensais des agissements

des vilains pétroliers tels qu'Exxon. Ma réponse prit la forme d'une série de questions toutes simples, à laquelle le lecteur est invité à répondre de son côté : quel est le nom du PDG d'Exxon ? Où cette entreprise a-t-elle son siège social ? Quel est son chiffre d'affaires ? sa stratégie de développement ? son point de vue officiel sur le climat ? Comme je m'y attendais, la journaliste n'avait pas la moindre idée de tout cela et convint, avec une louable bonne foi, qu'une bonne partie des accusations si facilement formulées contre les industries pétrolières n'est pas issue d'une connaissance réelle du dossier mais d'une opinion *a priori*, d'un pur préjugé que nous oublions d'ailleurs volontiers lorsque nous faisons le plein de carburant.

Pour rester en France, tout le monde peut se rendre compte en deux clics sur Internet de la position carbocentriste sans nuance d'une société comme Total. Bien sûr, on répondra qu'il ne s'agit là que d'une posture derrière laquelle se dissimule très certainement une campagne souterraine destinée à miner les efforts du GIEC par un financement aussi massif que discret des climatosceptiques. Il ne s'agira pas de théorie du complot mais de « bon sens » et d'« évidence ».

L'un des coups les plus réussis de ce complotisme carbocentriste est venu de l'historienne des sciences Naomi Oreskes, qui est parvenue à jeter un pont entre les climatosceptiques et ceux qui ont contesté les études sur la nocivité du tabac. La figure principale du méchant qui permit de faire le lien fut Fred Singer, lequel a effectivement pris partie dans les deux débats de façon hétérodoxe. En réalité, non seulement ses prises de position sur ces questions n'a pas grand-chose à voir avec les caricatures qui en sont faites, mais l'on serait bien en peine de donner beaucoup d'autres noms du même calibre pour appuyer une thèse du complot. Par ailleurs, pour quelqu'un d'un tant soit peu accoutumé à la réflexion scientifique, le plus grave tient surtout à l'emploi assumé de l'analogie dans le raisonnement : puisque l'industrie du tabac a voulu dévoyer la science au point de mettre en danger la vie d'autrui à des fins mercantiles, l'industrie pétrolière a fort bien pu le faire elle aussi, et *donc* elle l'a fait, et *donc* le climatoscepticisme n'est rien d'autre qu'un coup monté. On aimerait que les philosophes des sciences se lèvent tous ensemble pour dire ce que vaut ce type de raisonnement, mais mon petit doigt me dit que ce n'est pas pour demain. En revanche, les laboratoires qui étudient les liens entre science et société ne manquent pas de copistes d'Oreskes.

Je suppose inutile de clamer que, tout comme pour le carbocentrisme, le ressort premier du climatoscepticisme n'est ni le complot ni les intérêts économiques, même si ces derniers ne sont sans doute pas toujours absents. L'essentiel de toute cette histoire tient d'abord au lien entre science et croyance, et à la manière dont sont véhiculées les représentations du monde. Les climatosceptiques ne

sont certes pas immunisés contre le phénomène, mais on peut penser que, d'une manière générale, il est chez eux moins prégnant que chez les carbocentristes. Ces derniers ne jurent que par le consensus, une notion importée de la politique et non de la science, qui relève aussi de l'idée de dogme religieux qui s'impose à tous. De leur côté, les climatosceptiques n'ont guère entre eux cette espèce de « solidarité gouvernementale ». Ils ont toujours montré une variété de points de vue qui est bien davantage la marque de l'absence d'une croyance figée. Non pas, redisons-le, que les mécanismes irrationnels de la croyance seraient absents chez eux, mais la diversité même de leurs approches leur permet à mon sens de prétendre à une démarche collectivement plus proche de l'esprit véritablement scientifique.

Vers une démocratie scientifique ?

L'un des épisodes les plus importants de l'histoire politique athénienne s'est produit lorsque Clisthène, pour contrer le pouvoir d'un rival, a eu l'idée d'intégrer le peuple entier à son cercle d'alliés, rompant ainsi avec la logique aristocratique qui prévalait jusque-là. Selon un mot célèbre d'Hérodote, Clisthène a fait « entrer le peuple dans son hétéairie », provoquant un effet de masse considérable qui lui permit de l'emporter. Comme souvent dans les moments de bascule, Clisthène ignorait sans doute l'immense postérité de son geste, qui passe aujourd'hui pour rien de moins que l'acte fondateur de l'idée de démocratie.

En ce début du ^{xxi}^e siècle, la science a peut-être connu un point de bascule comparable. Il est hélas inutile de demander aux actuels historiens des sciences ou sociologues des sciences de vous parler de l'immense événement qui s'est produit en 2003. La plupart d'entre eux, nous l'avons vu, ont préféré se faire les serviles répétiteurs de quelques figures résolument engagées dans l'activisme climatique le plus outrancier. Il est même peu probable qu'ils soient au courant de ce dont il est ici question, et dont nous n'avons pourtant pas fini de ressentir les répliques.

Cette année-là en effet, en quelque sorte, *les scientifiques climatosceptiques ont fait entrer le peuple dans leur hétéairie*. Le contexte était celui de la « courbe en crosse de hockey », une reconstruction proposée quelques années plus tôt de la température globale qui fut la seule courbe incontestablement alarmante que le carbocentrisme parvint jamais à produire. Cette courbe montrait une température globale à peu près stable (légèrement orientée à la baisse) jusqu'au milieu du ^{xix}^e siècle, avant de grimper à très grande vitesse jusqu'à aujourd'hui. Le brusque changement de régime au moment de la révolution industrielle avait tout pour convaincre que quelque chose

d'anormal s'était produit. Nombreux sont ceux qui, encore aujourd'hui, se souviennent du choc que cette courbe a représenté pour eux. Or celle-ci s'est révélée n'être que le résultat d'un traitement statistique incorrect. C'est un simple amateur, Steve McIntyre, aidé de l'économiste Ross McKittrick, qui l'a démontré en 2003. Plusieurs années plus tard, la fameuse affaire du « Climategate » (la divulgation de milliers de fichiers et courriers électroniques impliquant des climatologues fortement liés au GIEC) révéla entre autres combien le blog du seul McIntyre est, depuis, parvenu à s'imposer comme un haut lieu de la question climatique et comme la bête noire de plusieurs équipes de chercheurs professionnels. L'amateur McIntyre est à jamais l'une des grandes figures du climatoscepticisme mondial.

Voir le peuple se passionner pour la science est une chose qui réjouit en général les scientifiques, parce qu'ils y voient le moyen de partager leur passion et de valoriser leur travail. En revanche, que le peuple prétende *s'approprié* la science, c'est-à-dire exprimer son avis propre dessus, voire la contester pour en proposer une autre vision, voilà qui indigné les scientifiques pour la même raison fondamentale qui pousse les dépositaires d'un pouvoir aristocratique à s'opposer aux prétentions politiques de la plèbe : le peuple ne sait pas. La condescendance affichée par les climatologues de la crosse de hockey envers le « statisticien amateur » McIntyre n'aurait pas déparé à la cour de Versailles juste avant la Révolution.

Le peuple a tort lorsqu'il prétend résoudre la quadrature du cercle. Il a tort lorsqu'il croit pouvoir faire revivre, fût-ce sous une forme plus présentable, le créationnisme biblique d'avant Darwin. Il a tort quand il préfère les poudres de perlimpinpin des médecines parallèles aux traitements de la médecine moderne. Mais il arrive aussi que le peuple vise juste. Aujourd'hui, les nouvelles technologies de l'information permettent à certains malades d'acquérir une connaissance et une compréhension scientifique de leur état comparables à celles d'un spécialiste.

D'une manière ou d'une autre, il faudra que la science (et pas seulement ses applications industrielles ou la technologie) apprenne à tenir compte de cette réalité nouvelle, qui ne pourra que se renforcer : non seulement le nombre de personnes de formation scientifique (notamment des ingénieurs) a atteint une masse considérable, mais quantité de données et d'informations jadis cantonnées à quelques lieux spécialisés sont désormais accessibles à tous par la grâce d'Internet. Le mieux que l'on puisse faire est de réfléchir à la meilleure manière d'accompagner loyalement le mouvement, sans hypocrisie ni paternalisme.

La meilleure arme contre la peur

Le 22 mai 2015, *Le Monde* publiait un dessin montrant une rangée d'académiciens sérieux et sombres au milieu desquels se trouvait un clown. La légende disait : « Un climatosceptique s'est glissé à l'Académie des sciences. Saurez-vous le découvrir ? » Ce dessin accompagnait un article critiquant la position climatiquement hétérodoxe d'académiciens, dont Vincent Courtillot. Il visait donc une personne explicite, usant ainsi d'un procédé qui évoque irrésistiblement certains dessins similaires publiés à l'époque de l'affaire Dreyfus contre Émile Zola.

Si l'on fait l'effort de mettre de côté toute l'indignité de ce dessin, il faut noter qu'il contient un élément extrêmement pertinent – même s'il est hautement improbable que son auteur l'ait perçu. Cet élément, c'est le choix de la figure du clown. Un choix fort curieux au milieu de toute la palette des dépréciations qui auraient été possibles : un cancre et son bonnet d'âne, un fou et son entonnoir, un égocentrique s'admirant dans son miroir... ces choix alternatifs auraient porté un message tout aussi ordurier mais beaucoup plus efficace. En donnant à l'intrus une apparence identique aux autres hors d'un attribut spécifique, il aurait été habilement suggéré que peu de choses distinguent en apparence les « bons » carbocentristes des « mauvais » climatosceptiques.

Représenter le climatosceptique sous les traits du clown joyeux et rieur renvoie les carbocentristes à leurs visages sévères et à leurs costumes ternes, reflets d'une pensée grave et triste. Le sérieux leur sied bien, car l'alarmisme climatique a choisi de se fonder sur la peur, c'est-à-dire sur une émotion – ce qui explique pourquoi la raison, qu'elle soit de nature scientifique, économique ou politique, est une arme en général impuissante dans le débat. Pour faire face à une émotion, il faut une autre émotion. En l'occurrence, c'est le clown qui nous donne la clé. Contre la peur, il n'est qu'un moyen vraiment efficace de riposter : le rire, ce joyeux et éternel chant des insoumis.

Pour être légitime, le rire à promouvoir doit rester bon enfant et ne pas se faire l'expression d'un ressentiment. Il doit être un rire pédagogique, tourné vers l'intelligence plutôt que la seule moquerie. Il doit être l'expression d'une *joie malgré tout*, de l'inébranlable espoir que nous finirons bien par sortir de cette nasse.

Rire de l'alarmisme climatique n'est pas très difficile tant les excès de la stratégie de communication sur la question sont déjà si involontairement comiques. Ayant publié chaque semaine sur mon blog durant toute l'année 2015 une revue de presse satirique sur les inepties en tout genre rapportées par les médias sur le climat (le « climathon »²), j'ai eu à faire face à une difficulté réelle : en fait

d'humour, la réalité de la communication climatique dépasse souvent ce que peut s'autoriser la fiction. Un exemple est cette photo particulièrement cocasse de Jean Jouzel publiée en janvier 2015 dans *Paris Match*. Le vice-président du groupe scientifique du GIEC y apparaît vaguement souriant devant un fond de couleur indéfinissable, en costume mais pieds nus, tenant d'une main un globe terrestre et de l'autre un parapluie qui le protège de quelques gouttes d'eau d'une pluie artificielle qu'on imagine improvisée avec un tuyau d'arrosage. La posture est tellement grotesque qu'elle en acquiert une puissance mystique qui inspire une forme paradoxale de respect. Nul débat sur les dérives de la communication ne s'élèverait à la hauteur requise pour y faire face : la seule réponse raisonnable consiste à rire, avant de donner à Jouzel une amicale tape sur l'épaule pour le remercier de nous avoir bien amusés, et lui dire que c'est bon, maintenant, l'eau est coupée, il peut remettre ses chaussures...

Savoir finir

« Plus tard, ce sera trop tard », disait le slogan de la COP21. Et si nous prenions la formule au mot ? Décidons une fois pour toutes que la COP21 était bel et bien la dernière chance pour la planète, et donc que, quelle qu'en a été l'issue, il n'y aura plus d'autre conférence des parties. Rêve éveillé, bien sûr. La COP22 est déjà programmée depuis longtemps, elle se tiendra à Marrakech du 7 au 18 novembre 2016. Rassurons tout de suite nos négociateurs, le Maroc ne sera pas non plus la dernière occasion pour eux de faire les importants. À défaut d'en connaître les lieux, les dates des trois conférences suivantes sont elles aussi déjà fixées, jusqu'en 2019 donc.

Au fond, cela permet de supposer que leur organisateur, la CCNUCC, estime que la planète voudra bien nous accorder un sursis jusqu'à la COP25. C'est plutôt rassurant.

La bureaucratie climatique n'a certes pas, contrairement à Greenpeace, le problème de survivre au succès de son action. Son souci serait plutôt de retarder à l'infini le moment où son échec sera acté puisque, selon les propres critères du carbocentrisme officiel, le niveau des efforts à accomplir pour une politique climatique efficace est de toute façon si élevé qu'il ne vaut même pas la peine d'en parler. Toutefois, même si nul succès réel n'est jamais au rendez-vous, les techniques employées par la bureaucratie climatique pour assurer sa pérennité ne sont pas très différentes de celles de Greenpeace : l'exagération, l'outrance jusqu'à l'extrémisme.

Il est grand temps de réfléchir à la meilleure manière de mettre fin à une structure qui a fait son temps et ne sait plus faire autre chose qu'inventer des stratégies de survie. Quel est l'intérêt objectif des

membres du GIEC ou de la CCNUCC : qu'un succès les dissolve, ou que le « dérèglement climatique » continue à faire peur *ad vitam æternam* ? Tant que nous lui dirons pas clairement que l'éternité lui est refusée, il ne sera pas possible d'empêcher que la bureaucratie climatique continue à faire prospérer le commerce de la peur.

Vouloir en finir avec ces structures dysfonctionnelles ne signifie nullement préparer une quelconque chasse aux sorcières. Ce sera un devoir et une grande responsabilité que de faire en sorte que le retour à la raison soit aussi un temps de réconciliation. Sans prétendre disposer d'un poids conséquent sur le sujet, je souhaite ici exprimer mon engagement à œuvrer à mon niveau pour que, le jour venu, la transition (quelque forme qu'elle prenne) se fasse sans esprit de revanche. L'avenir, qu'il concerne la science, notre rapport à l'environnement ou nos décisions politiques, aura besoin de tous, et pas seulement des vainqueurs.

Rêverie

Lors du dernier soir de la COP21, voir ministres et diplomates se congratuler sur le vide sur lequel ils venaient de se mettre d'accord et sur lequel ils continueront à périrer plusieurs années a eu, reconnaissons-le, un côté agaçant. On aurait bien aimé que la réalité les rattrape eux aussi. On aurait bien rigolé de les voir tous s'écharper en plénière, jusqu'à faire capoter le processus d'adoption. Ah ! Que n'a-t-on vu un grand pays se lever – l'Inde ? la Russie ? la Chine ? – pour clamer que tout cela n'est qu'une mascarade ! Au moment final ne se leva finalement que le Nicaragua pour faire entendre une musique dissonante. Réaction improvisée, à contretemps, venue d'un trop petit pays... sans effet.

On se serait aussi plu à ce que davantage de citoyens perçoivent ce qu'était cette conférence en réalité : non pas un rassemblement d'hommes de bonne volonté, mais une Bastille à prendre.

La bureaucratie diplomatique a gagné son pari central, qui était de faire front uni pour gagner le droit de continuer à exister. Bravo à elle, mais l'on n'en attendait pas moins. Regretter que la CCNUCC ne se soit pas faite hara-kiri en direct serait se montrer aussi naïf que ceux qui espéraient un traité substantiel à l'issue de la COP21.

Il y aura donc bientôt une COP22, dont on ne manquera pas de nous annoncer qu'elle a pour vocation de « transformer l'essai de la COP21 », de « continuer sur l'élan de Paris » et autres formules toutes faites du même genre.

Les sept étapes de Josh continueront à alimenter les épisodes successifs de la série.

Et l'on pourra songer à l'indémorable propos de l'Ecclésiaste :

vanitas vanitatum et omnia vanitas.

1. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Créé conjointement par le Programme des Nations unies pour l'environnement et par l'Organisation météorologique mondiale, le GIEC produit à intervalles réguliers des rapports sur l'évolution du climat.

[▲ Retour au texte](#)

2. *La Structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, 1999 (première édition : 1962).

[▲ Retour au texte](#)

3. www.realclimate.org

[▲ Retour au texte](#)

4. <http://climateaudit.org>

[▲ Retour au texte](#)

5. <https://www.cs.princeton.edu/~ken/Langmuir/langmuir.htm>

[▲ Retour au texte](#)

6. Dominique Lecourt, *Lyssenko. Histoire réelle d'une « science prolétarienne »*, François Maspero, 1976.

[▲ Retour au texte](#)

7. Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Il s'agit de l'organisme onusien qui chapeaute les questions climatiques à l'échelle internationale. La CCNUCC est notamment en charge de l'organisation des conférences des parties (COP) telles que celle de Paris de 2015 (COP21).

[▲ Retour au texte](#)

8. Benoît Rittaud et Jean-Marc Rohrbasser, *Les modèles de croissance de population jusqu'au XVIII^e siècle : une archéologie des suites à croissance exponentielle*, INED (à paraître).

[▲ Retour au texte](#)

9. Benoît Rittaud, *Le Mythe climatique*, Seuil, coll. « Science ouverte », 2010.

[▲ Retour au texte](#)

1. [350.org/climate-crimes-fr/](https://www.350.org/climate-crimes-fr/)

[▲ Retour au texte](#)

2. Philippe Verdier, *Climat investigation*, Ring, 2015.

[▲ Retour au texte](#)

3. fo-francetele.tv/meteo-de-france-2-non-au-sacrifice-de-philippe-verdier-sur-lautel-de-la-pensee-unique/
fo-francetele.tv/affaire-verdier-fo-se-mobilisera-toujours-pour-defendre-la-liberte-dexpression/

[▲ Retour au texte](#)

4. www.cearc.fr/content/françois-gemenne-«l'urgence-climatique-et-l'urgence-terroriste-posent-la-même-question-»

[▲ Retour au texte](#)

5. www.liberation.fr/planete/2015/11/01/climatosceptiques-fabrique-de-martyr-mode-d-emploi_1410404

[▲ Retour au texte](#)

6. <http://www.franceinter.fr/player/reecouter?play=1180861> (à partir de 1 h 27).

[▲ Retour au texte](#)

7. www.assemblee-nationale.fr/14/cr/2014-2015-extra/20151024.asp

[▲ Retour au texte](#)

8. sciences.blogs.liberation.fr/home/2010/04/climat-400-scientifiques-signent-contre-claude-allègre.html

[▲ Retour au texte](#)

9. www.pensee-unique.fr/paroles.html#lovelock

[▲ Retour au texte](#)

10. Cité in Lionel Scotto d'Apollonia, *Les controverses climatiques : une analyse socioépistémique*. Thèse de doctorat, Sociologie, sous la direction de Jean-Bruno Renard, Université de Montpellier 3, 2014, p. 493.

[▲ Retour au texte](#)

11. www.larecherche.fr/idees/entretien/nous-construisons-outils-evaluer-controverses-01-10-2011-72624

[▲ Retour au texte](#)

12. climatecontroversies.ulb.ac.be/wp-content/uploads/papers/amy_dahan-after_copenhagen-revisiting_both_the_scientific_and_political_framings_of_the_climate_change_regime.pdf (page 11).

[▲ Retour au texte](#)

13. *Une autre science est possible !*, La Découverte, 2013.

[▲ Retour au texte](#)

14. http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/10/04/demain-des-holocaustes-sur-fond-de-famine_4782250_3232.html?xtmc=snyder&xtcr=3 L'article est d'abord paru quelques semaines plus tôt dans le *New York Times*, à l'occasion de la sortie du livre de Snyder. Qui sera prochainement publié en français chez Gallimard...

[▲ Retour au texte](#)

15. www.developpement-durable.gouv.fr/Le-barometre-d-opinion-sur-l.html

▲ [Retour au texte](#)

16. www.lecese.fr/content/le-sommet-des-consciencies

[▲ Retour au texte](#)

17. mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com/2015/07/27/clinathon-semaine-30-le-sommeil-des-consciences/

[▲ Retour au texte](#)

18. www.ipsos.fr/decrypter-societe/2015-02-10-cop21-francais-face-au-changement-climatique

[▲ Retour au texte](#)

19. data.myworld2015.org/

▲ [Retour au texte](#)

20. <http://tempsreel.nouvelobs.com/attentats-terroristes-a-paris/20151114.OBS9451/nicolas-hulot-annuler-la-cop21-a-cause-des-attentats-serait-une-capitulation.html>

[▲ Retour au texte](#)

21. www.reporterre.net/L-autre-etat-d-urgence

▲ [Retour au texte](#)

1. www.elysee.fr/declarations/article/discours-du-president-de-la-republique-en-ouverture-de-la-cop2/. Pour les discours des autres chefs d'État, voir http://unfccc.int/meetings/paris_nov_2015/items/9331.php.

[▲ Retour au texte](#)

2. leplus.nouvelobs.com/contribution/1455709-video-du-jour-une-gaffe-genante-francois-hollande-parle-a-un-siege-vide-a-la-cop21.html

[▲ Retour au texte](#)

3. <http://www.elysee.fr/chronologie/#e8684,2015-02-26,visite-d-etat-en-r-publique-des-philippines-manille->

[▲ Retour au texte](#)

4. Les données officielles sur lesquelles s'appuient ce qui suit peuvent être librement consultées sur internet. Pour les consulter, on peut passer par les sites très complets de Jacques Duran (www.pensee-unique.fr/indicateurs.html) et d'Anthony Watts (wattsupwiththat.com/reference-pages/), qui fournissent tous les liens nécessaires.

[▲ Retour au texte](#)

5. www.scirp.org/journal/PaperInformation.aspx?PaperID=49307#.VAxt_1YZeWo

[▲ Retour au texte](#)

6. www.academie-sciences.fr/fr/Colloques-conferences-et-debats/observation-du-systeme-climatique-en-permanente-evolution-mecanismes-physiques-et-chimiques-en-jeu.html

▲ [Retour au texte](#)

7. www1.ncdc.noaa.gov/pub/data/cmb/bams-sotc/climate-assessment-2008-lo-rez.pdf
(page 23)

[▲ Retour au texte](#)

8. [www.unisdr.org/2015/docs/climatechange/
COP21_WeatherDisastersReport_2015_FINAL.pdf](http://www.unisdr.org/2015/docs/climatechange/COP21_WeatherDisastersReport_2015_FINAL.pdf)

[▲ Retour au texte](#)

9. <http://www.nature.com/nature/journal/v491/n7424/full/nature11575.html>

[▲ Retour au texte](#)

10. www.developpement-durable.gouv.fr/Volume-5-Changement-climatique-et.html

[▲ Retour au texte](#)

11. Pour des raisons obscures, cet arbre qui est en quelque sorte un symbole d'espoir, une promesse de pérennité de la nation maldivienne, a été coupé en 2003. Pour des détails, voir wattsupwiththat.com/2009/03/19/despote-popular-opinion-and-calls-to-action-the-maldives-is-not-being-overrun-by-sea-level-rise/

▲ [Retour au texte](#)

12. Pour de nombreuses informations scientifiques sur les ours polaires, je ne saurais trop conseiller de consulter l'excellent blog de Susan Crockford, zoologue à l'université de Victoria : <https://polarbears-science.com>

[▲ Retour au texte](#)

1. www.cbsnews.com/news/obama-climate-change-an-economic-and-security-imperative/

▲ [Retour au texte](#)

2. Fred H. Lawson, *Global Security Watch – Syria*, ABC – CLIO, 2013, chapitre 2.

[▲ Retour au texte](#)

3. <http://www.merip.org/fuel-subsidy-policy-popular-mobilization-syria>

▲ [Retour au texte](#)

4. <http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.dree.org%2Fdocuments%2F57%2F62783.pdf>

[▲ Retour au texte](#)

5. Al-Riffai *et al.*, « Droughts in Syria: An Assessment of Impacts and Options for Improving the Resilience of the Poor », *Quarterly Journal of International Agriculture* vol. 51, n° 1 (2012) : 21-49.

[▲ Retour au texte](#)

6. L'année 2006 ne montre aucune sécheresse selon cet indice. Les données pour les années post-2009 ne sont malheureusement pas disponibles. Toutefois la sécheresse semble s'être terminée au plus tard en 2010.

[▲ Retour au texte](#)

7. www.theguardian.com/commentisfree/2015/nov/29/climate-change-syria-civil-war-prince-charles

▲ [Retour au texte](#)

8. Sur la question syrienne en lien avec le climat, signalons cet article de blog très documenté de Roger Andrews : <http://euanmearns.com/drought-climate-war-terrorism-and-syria/>. Les commentaires sont eux aussi une mine de références.

▲ [Retour au texte](#)

1. www.lemonde.fr/cop21/article/2015/12/02/le-recap-de-la-cop-jour-3_4822591_4527432.html

▲ [Retour au texte](#)

2. www.100resilientcities.org/blog/entry/international-mayors-pledge-4.2-billion-to-urban-resilience-building-with-10#/-/

[▲ Retour au texte](#)

3. [budgetprimitif2015.paris.fr/pdf/2015/ville/doc_principaux_ville/
budgetprincipal_ville_2015.pdf](http://budgetprimitif2015.paris.fr/pdf/2015/ville/doc_principaux_ville/budgetprincipal_ville_2015.pdf)

[▲ Retour au texte](#)

4. www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ONERC_Climat_France_XXI_Volume_4_VF_2.pdf

[▲ Retour au texte](#)

5. www.drias-climat.fr

[▲ Retour au texte](#)

6. Pour d'autres détails sur ce rapport, voir <https://mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com/category/rapport-climat-en-france-au-xxie-siecle/>

[▲ Retour au texte](#)

7. <https://mythesmanciesetmathematiques.files.wordpress.com/2015/04/impactsclimatiquesenfrance.pdf>

[▲ Retour au texte](#)

1. http://www.lemonde.fr/cop21/video/2015/12/03/royal-on-est-en-phase-de-maturation-des-negociations_4823427_4527432.html

[▲ Retour au texte](#)

1. www.notreaffaireatous.org/soutenir-le-recours/

[▲ Retour au texte](#)

2. Ce qui s'en rapproche le plus se trouve dans une ou deux allusions à l'écologie ainsi que quelques descriptions météorologiques dignes d'un bulletin de Météo-France et qui tombent délicieusement dans le récit comme des cheveux sur la soupe.

[▲ Retour au texte](#)

1. www.youtube.com/watch?v=q13CmHxk1Xc

[▲ Retour au texte](#)

2. www.youtube.com/watch?v=bny1UE69Okk (à 1'27)

[▲ Retour au texte](#)

3. à 3'10.

[▲ Retour au texte](#)

4. *La Peur exponentielle*, Presses Universitaires de France, 2015.

[▲ Retour au texte](#)

5. unfccc.int/resource/docs/2015/adp2/fre/106r01f.pdf

[▲ Retour au texte](#)

1. [fr.radiovaticana.va/news/2015/12/06/
nouvelle_priere_du_pape_pour_le_succes_de_la_cop_21/1192413](http://fr.radiovaticana.va/news/2015/12/06/nouvelle_priere_du_pape_pour_le_succes_de_la_cop_21/1192413)

[▲ Retour au texte](#)

2. w2.vatican.va/content/francesco/fr/encyclicals/documents/papa-francesco_20150524_enciclica-laudato-si.html

▲ [Retour au texte](#)

3. les numéros renvoient aux paragraphes correspondants de l'encyclique.

[▲ Retour au texte](#)

4. Ce passage mérite une double mention spéciale, d'une part pour son humour involontaire (« Il n'est pas superflu d'insister sur le fait que tout est lié »), d'autre part pour ses analogies avec la relativité générale et la physique des particules à peine dignes d'une défense contemporaine de la scientificité de l'astrologie.

[▲ Retour au texte](#)

5. www.franciscain.org/pages/cantique_frere_soleil.html

[▲ Retour au texte](#)

6. w2.vatican.va/content/benedict-xvi/fr/speeches/2007/june/documents/hf_ben-xvi_spe_20070617_clero-assisi.html

[▲ Retour au texte](#)

7. nominis.cef.fr/contenus/saint/8859/Sainte-Alpais.html

[▲ Retour au texte](#)

8. w2.vatican.va/content/john-paul-ii/fr/speeches/1992/october/documents/hf_jp-ii_spe_19921031_accademia-scienze.html

[▲ Retour au texte](#)

9. L'on songe en passant que c'est ce même rôle qui lui est prêté dans le célèbre roman futuriste *Hypérion*, de Dan Simmons.

[▲ Retour au texte](#)

10. www.lefigaro.fr/sciences/2015/12/07/01008-20151207ARTFIG00317-les-portraits-des-criminels-du-climat-placardes-dans-paris.php

[▲ Retour au texte](#)

11. Une traduction figure ici : <https://mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com/2015/12/16/reponse-dun-criminel-du-climat/>

[▲ Retour au texte](#)

1. [www.nature.com/news/global-greenhouse-gas-emissions-set-to-fall-in-2015-1.18965#/
b2](http://www.nature.com/news/global-greenhouse-gas-emissions-set-to-fall-in-2015-1.18965#/)

[▲ Retour au texte](#)

2. www.nytimes.com/2015/11/04/world/asia/china-burns-much-more-coal-than-reported-complicating-climate-talks.html?_r=0

▲ [Retour au texte](#)

3. climateaudit.org/2015/12/23/cop21-emission-projections/

[▲ Retour au texte](#)

4. wattsupwiththat.com/2015/09/10/study-reverses-climate-science-position-that-the-southern-ocean-carbon-dioxide-sink-was-weakening/

▲ [Retour au texte](#)

5. www.lemonde.fr/planete/article/2014/10/11/la-lecon-d-arnold-schwarzenegger-aux-climatosceptiques_4504679_3244.html

[▲ Retour au texte](#)

6. Voir notamment les résultats du satellite de la NASA Seastar et son instrument embarqué SeaWiFS.

[▲ Retour au texte](#)

1. Moore a présenté son histoire d'ancien président de Greenpeace devenu le pire ennemi de l'organisation dans un livre, *Confessions of a Greenpeace Dropout* (Beatty Street Publishing, 2010).

[▲ Retour au texte](#)

2. wattsupwiththat.com/2015/12/08/breaking-greenpeace-co-founder-reports-greenpeace-to-the-fbi-under-rico-and-wire-fraud-statutes/

▲ [Retour au texte](#)

1. www.cop21.gouv.fr/les-enfants-du-monde-entier-interpellent-les-delegations-de-la-cop21/

[▲ Retour au texte](#)

2. www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin_officiel.html?cid_bo=89301

[▲ Retour au texte](#)

3. www.slate.fr/story/101993/theatre-negociations-climat

[▲ Retour au texte](#)

4. www.leparisien.fr/environnement/cop21/simulation-de-paris-climat-2015-les-etudiants-invites-par-science-po-ont-ils-reussi-leur-pari-02-06-2015-4825999.php

[▲ Retour au texte](#)

5. wattsupwiththat.com/2015/12/04/the-robust-pause-resists-a-robust-el-nio-still-no-global-warming-at-all-for-18-years-9-months/

▲ [Retour au texte](#)

1. J. M. Gregory *et al.*, « Twentieth-Century Global-Mean Sea Level Rise: Is the Whole Greater than the Sum of the Parts? », *American Meteorological Society* Vol. 26, 13, juillet 2013.

[▲ Retour au texte](#)

1. www.telegraph.co.uk/news/earth/paris-climate-change-conference/12042237/India-cant-go-it-alone-on-climate-change.html

▲ [Retour au texte](#)

2. onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1758-5899.12295/epdf

[▲ Retour au texte](#)

3. globalchange.mit.edu/files/2015%20Energy%20%26%20Climate%20Outlook.pdf

[▲ Retour au texte](#)

4. Pour ces deux études, voir le résumé très clair et très complet de Jacques Duran sur : www.pensee-unique.fr/news.html#cop21

[▲ Retour au texte](#)

5. www.thegwpf.com/content/uploads/2015/11/ClimateCycle.pdf

[▲ Retour au texte](#)

1. Rémy Charlip & Éric Dekker, *Rien*, éditions MeMo, 2005.

[▲ Retour au texte](#)

2. unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/fre/l09f.pdf

[▲ Retour au texte](#)

3. www.youtube.com/watch?v=ews394bZj5Q&feature=youtu.be

[▲ Retour au texte](#)

4. www.lepoint.fr/environnement/cop21-un-immense-succes-diplomatique-mais-un-echec-climatique-13-12-2015-1989602_1927.php

[▲ Retour au texte](#)

5. <http://www.theguardian.com/environment/2015/dec/14/india-says-paris-climate-deal-wont-affect-plans-to-double-coal-output>

▲ [Retour au texte](#)

6. <http://news.trust.org//item/20151216031302-52e4s/?source=search>

[▲ Retour au texte](#)

7. <http://www.ft.com/cms/s/0/f7b97750-a3ab-11e5-8d70-42b68cfae6e4.html#axzz40uJG45oI>

▲ [Retour au texte](#)

8. <http://www.bbc.com/news/uk-politics-35107203>

[▲ Retour au texte](#)

9. <http://www.bbc.com/news/business-35119173>

[▲ Retour au texte](#)

10. www.bloomberg.com/news/articles/2015-12-14/greenland-may-seek-un-climate-deal-opt-out-amid-emissions-goal

▲ [Retour au texte](#)

1. www.climatechangebusiness.com/Climate_Change_Consulting_Report

[▲ Retour au texte](#)

2. mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com/category/climathon-2015/

[▲ Retour au texte](#)